



Investir dans les populations rurales

## **République du Burundi**

---

### **Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de la mission: 11 – 25 octobre 2015

Date du document: 26/01/2016

No. du Projet: 1100001469

No. du rapport: 3893-BI

Division Afrique orientale et australe  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du projet	23
E. Aspects administratifs et fiduciaires	23
F. Durabilité	27
G. Autres	28
H. Conclusion	28

## Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	29
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	33
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	39
Appendice 4: Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA 2015 (y compris les indicateurs SGYRI)	41
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	59
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	65
Appendice 7: Mise en application des recommandations de la précédente mission de supervision de 2015	67
Appendice 8: Evaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation	71
Appendice 9: Gestion des savoirs	81

## Sigles et acronymes

ACORD	Association pour la Coopération, la Recherche et le Développement
ACSA	Agent communautaire de santé animale
AGR	Activité génératrice de revenu
ARMP	Autorité de régulation des marchés publics
AUM	Association des usagers des marais
BIF	Franc burundais (monnaie locale)
BV	Bassin-versant
CAPAD	Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement
CCDC	Comité communal de développement communautaire
CDC	Comité de développement communautaire au niveau de la colline
CCL	Centre de collecte du lait
CCR	Comité collinaire de reconnaissance
CDC	Comité de développement communautaire (au niveau colline)
CDFC	Centre de développement familial et communautaire
CEP	Champ école producteurs (Farmer's Field School)
CPM	Commission de passation des marchés
CSC	Chaîne de solidarité communautaire
CSCB	Chaîne de solidarité communautaire bovine
DAO	Dossier d'appel d'offres
DGPAE	Directeur Général de la Planification Agricole et de l'Elevage
DNCMP	Direction nationale de contrôle des marchés publics
DPAE	Direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage
DPD	Demande de paiement direct
DRF	Demande de remboursement de fonds
FBU	Franc burundais (monnaie nationale)
FENACOBUR	Fédération nationale des Coopératives d'épargne et de crédit du Burundi
FIDA	Fonds international de développement agricole
GCS	Groupe de caution solidaire
GIPP	Gestion intégrée de la production et de la protection des cultures
ha	Hectare
IA	Insémination artificielle
IMF	Institution de microfinance
ISABU	Institut des Sciences agronomiques du Burundi
L ou l	litre
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
ONCCS	Office national de contrôle et de certification des semences
ONG	Organisation non gouvernementale
OPP	Opérateur de proximité
PAIVA-B	Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi
PAM	Programme alimentaire mondial
PARSE	Projet d'appui à la reconstruction du secteur élevage
PP	Pratiques paysannes
PNSEB	Programme national de subvention des engrais au Burundi
PPM	Plan de passation des marchés
PRDMR	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PRODEFI	Programme de développement des filières
PTBA	Programme de travail et budget annuels
RAF	Responsable administratif et financier
RMP	Revue mi-parcours
SAF	Service administratif et financier
SE	Suivi-évaluation
SFC	Service foncier communal
SRI	Système de riziculture intensive
TDR	Termes de référence

UCP	Unité de Coordination du projet
UE	Union européenne
UFC	Unité de facilitation et de coordination
USD	Dollars des Etats Unis d'Amérique
ZP	Zone du projet



## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Du 11 au 25 octobre 2015, une mission du FIDA a effectué la cinquième supervision du PAIVA-B. L'objectif principal de la mission était de: (i) procéder à la revue des progrès réalisés depuis la précédente supervision de 2014 et vérifier la mise en exécution des recommandations de cette mission; (ii) évaluer les performances du projet dans l'exécution du PTBA 2015; (iii) analyser les résultats et les contraintes au niveau des différentes composantes et proposer des solutions pour améliorer les performances du projet dans l'exécution de ces composantes; (iv) examiner le fonctionnement des comptes du projet, les demandes de retrait de fonds, et les états des dépenses; et (v) apprécier les performances du système de suivi-évaluation du projet.

2. La mission a rencontré les Gouverneurs des provinces de Cibitoke et Kayanza, les Conseillers des Gouverneurs de provinces de Gitega et Karusi, le Directeur Général de la Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit du Burundi (FENACOBUR) et les Directeurs Provinciaux de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE) des 4 provinces visitées. Elle a visité 5 communes situées dans les provinces de Cibitoke (Mabayi), Gitega (Bugendana), Karusi (Bugenyuzi), et Kayanza (Muhanga et Rango). Elle y a tenu des séances de travail avec les partenaires, les prestataires de services et les bénéficiaires du projet.

3. Des réunions de travail ont été tenues avec l'Unité de Facilitation et de Coordination du projet (UFCP), les principaux partenaires et prestataires de services du PAIVA-B dont les DPAE, l'ONG ACORD, la Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD), la FENACOBUR etc. Une réunion de restitution de l'aide-mémoire a été organisée le mardi 3 novembre 2015 sous la présidence de M. Joseph NDUWIMANA, Secrétaire Permanent au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE).

4. L'objectif général du PAIVA-B est le développement d'une agriculture familiale, organisée, commerciale, rentable et durable, permettant un accroissement des revenus des petits exploitants des 6 provinces d'intervention à savoir Gitega et Karusi en première phase, Cibitoke et Kayanza en deuxième phase, et Bubanza et Muramvya dans une troisième phase. La revue à mi-parcours (RMP) de Novembre 2013 a arrêté le financement total du PAIVA-B à 28739 200 USD<sup>2</sup>.

5. La durée du projet est de 8 ans. Faute de budget suffisant, la RMP avait proposé que les dates d'achèvement et de clôture initialement fixées au 30/09/2017 et au 31/03/2018 soient ramenées par la RMP respectivement, au 31/12/2015 et au 30/06/2016. Le financement additionnel de 20 millions USD approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA de Septembre 2015 permettra au PAIVA-B de consolider les activités réalisées dans les 4 premières provinces d'intervention, d'étendre ses activités sur les deux dernières provinces de Bubanza et Muramvya et de reporter les dates initiales d'achèvement et de clôture respectivement au 30 septembre 2018 et au 31 mars 2019.

6. La mission adresse ses remerciements au Gouvernement du Burundi, à l'équipe du PAIVA-B, aux partenaires d'exécution du projet ainsi qu'à toutes les personnes rencontrées pour la disponibilité et la bonne qualité des échanges. Elle apprécie le contenu des documents et des informations mis à sa disposition et la bonne organisation des visites de terrain.

## B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

7. **Appréciation générale de l'exécution du projet.** La coordination du projet a été améliorée en termes d'interaction entre les prestataires de service mais des efforts sont à faire dans la coordination globale et le suivi de la mise en œuvre des activités.

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: Composition de la mission: Mme Rym Ben Zid, Représentante et Chargée du Programme FIDA au Burundi et Chef de mission, M Daniel Lallemand, Expert International en passation des marchés, Prof. Gilbert Hatungumukama, Expert en élevage, et M. Yves Minani, Agronome, consultant en appui au Bureau du FIDA au Burundi.

<sup>2</sup> Dont 13,570 millions USD du FIDA, 5,582 millions USD de l'Union Européenne, 4,650 millions USD du PAM, 3,400 millions USD du Gouvernement, 0,137 million USD d'un don canadien rétrocédé par le PRDMR, et 1,400 million USD de contribution des bénéficiaires.

8. Certaines considérations émises lors de la précédente mission de supervision du projet restent valables. Il est prévu que le projet se retire des provinces de Gitega et Karusi, premières provinces ayant bénéficié de son appui. Le projet doit concentrer ses efforts sur la définition de dispositifs à mettre en place pour consolider et pérenniser les acquis du financement initial qui est en voie d'achèvement d'une part et pour réussir la mise en œuvre des activités prévues sur le financement additionnel d'autre part. Dans le cadre du financement additionnel, il conviendra d'intégrer et d'interrelier de manière systématique la mise en œuvre des activités du projet à différents niveaux pour assurer la durabilité des effets et impacts du projet.

9. Des améliorations de la coordination et de la programmation de la mise en œuvre des activités exécutées par différents partenaires qui étaient jugées insuffisantes notamment autour des marais à aménager ou à réhabiliter sont aujourd'hui perceptibles. ACORD et CAPAD collaborent pour établir une stratégie de structuration des associations des usagers des marais (AUM) et des coopératives en articulant la constitution des AUM à celle des coopératives. La priorisation des activités sur la base de la saisonnalité de l'activité agricole est encore insuffisante et ne permettra pas de maintenir la dynamique initiée par la restructuration: il est impératif d'identifier les marais et coopératives prioritaires pour l'accès aux intrants.

10. Les cartes de localisation des activités élaborées lors de la RMP et finalisées lors de la mission de formulation du financement additionnel sont régulièrement actualisées. Leur utilisation qui aide à la prise de décision devra être généralisée.

11. **Composante 1: Renforcement et protection du capital productif.** La mise en œuvre des activités de cette composante est satisfaisante. La mission constate une nouvelle dynamique au niveau de la structuration des AUM et des coopératives rizicoles. Les membres des AUM ont constitué des groupements de riziculteurs (de 10 membres) sur la base de la proximité des parcelles et qui forment des groupes de caution solidaire (GCS) en vue de solliciter des crédits intrants. Ces groupements sont, maintenant, constitutifs de la coopérative.

12. **L'entretien régulier des investissements réalisés au niveau des marais aménagés et des BV protégés qui laisse aujourd'hui à désirer.** Avant son désengagement, le projet devra mettre en place une organisation et un dispositif devant y remédier. Les DPAE et l'administration locale devront être responsabilisées pour qu'elles s'impliquent davantage, aux côtés des structures communautaires, dans le suivi et la pérennisation des investissements mis en place par le projet en général et ceux en rapport avec les infrastructures hydro-agricoles, les dispositifs antiérosifs sur les bassins versants et la chaîne de solidarité communautaire bovine (CSCB) en particulier.

13. **De manière générale, des marchés d'études et de travaux de consolidation et d'aménagement de marais en voie de conclusion.** Le processus d'attribution des marchés (i) de consolidation, sur le financement initial, des marais aménagés ou réhabilités, surtout ceux de 2011, (ii) d'études d'aménagement de 4 nouveaux marais de Kayanza de 210 ha, (iii) d'aménagement de 6 marais de la province de Kayanza de 452,71 ha, (iv) de sélection de consultants pour le contrôle et la surveillance des travaux d'aménagement de ces marais, et (v) de fourniture du matériel d'entretien des marais est très avancé. Le projet a anticipé les processus de passation de marchés prévus sur le financement additionnel: *la signature des contrats des quatre derniers marchés ne devrait cependant intervenir qu'après la signature de l'avenant du financement additionnel entre le Gouvernement et le FIDA.*

14. Le suivi de la CSCB est bien assuré grâce au dynamisme et à la collaboration des comités de développement communautaire (CDC et CCDC<sup>3</sup>), des services techniques et de l'administration locale. Les vaches distribuées par le projet ont un potentiel laitier très appréciable malheureusement limité par une alimentation non équilibrée en matière azotée digestive et déficiente surtout durant la saison sèche. L'intensification des légumineuses fourragères, la formation des bénéficiaires sur les techniques de conservation du fourrage et de valorisation des résidus agricoles en général et du riz en particulier pourraient atténuer ce déficit. La possession d'une parcelle dans le marais devrait être un atout parmi les critères de ciblage des futurs bénéficiaires de bovins. Ceci permettra de produire

---

<sup>3</sup> CDC: Comité de développement communautaire au niveau de la colline, CCDC: Comité communal de développement communautaire.



de la paille de riz pour couvrir les besoins en matière sèche des bovins en saison sèche et d'utiliser le fumier pour améliorer la productivité rizicole. Cependant, la paille de riz doit être enrichie par l'urée, technique non encore complètement maîtrisée par les éleveurs. Dans certaines localités, l'insuffisance des taureaux géniteurs et l'absence des services d'insémination artificielle (IA) de proximité réduisent les performances de reproduction. ***Ceci est aggravé par une maîtrise limitée par les producteurs de la technique de détection de chaleur.*** La mission recommande au projet de collaborer avec le PRODEFI pour améliorer le service d'IA et le suivi des animaux inséminés. Dans les CEP élevage, il est indispensable de renforcer la formation sur les modes de conduite de l'IA, la conservation des fourrages, y compris le traitement de la paille à l'urée.

15. La collaboration du projet avec l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) aide les groupements à produire toutes les catégories de semences de riz en quantité suffisante. Néanmoins une réflexion sur le meilleur dispositif de production des semences à mettre en place dans une optique de spécialisation et de rentabilité mérite d'être menée. Les champs écoles producteurs (CEP) sont en général bien conduits. Cependant, les observations au niveau des CEP vivriers doivent durer au moins deux saisons culturales pour être fiables. Les activités génératrices de revenus (AGR) à entreprendre par les CEP avec les fonds d'appui méritent d'être repensées et répondre au critère de durabilité. *Les CEP sont toujours encouragés à se transformer progressivement en associations de multiplicateurs de semences. Cependant, une analyse de la rentabilité des activités génératrices de revenu à développer par ces CEP dans les contextes spécifiques doivent être l'objet d'une analyse de rentabilité dans le but d'en apprécier la durabilité.*

16. **Composante 2: Valorisation agricole et accès aux marchés.** La mise en œuvre de la composante a été nettement améliorée en 2015. La mission note une augmentation du taux d'adhésion aux coopératives rizicoles (de 15,9% en 2014 à 27% en 2015), de la quantité de riz stockée dans les hangars d'anciennes coopératives (39.194,5 kg en 2014, 115 997 kg en 2015: 196%) et une diversification des produits stockés (riz, haricot et maïs). Cette amélioration est due à: (i) l'adoption de la nouvelle approche de structuration des coopératives à partir des AUM avec une forte collaboration des prestataires de service et du personnel du projet, (ii) l'amélioration de l'accès au crédit<sup>4</sup> des IMF par les membres des coopératives, et (iii) la mise en fonction des décortiqueuses permettant d'avoir le riz de bonne qualité et d'augmenter les revenus des coopératives. Pour garder cette dynamique, la mission encourage le projet et les prestataires de service à: (i) poursuivre les actions de structuration tout en affinant la gestion des coopératives, (ii) accélérer le processus d'évaluation des besoins en intrants rizicoles pour réduire les risques d'absence de financement pour la prochaine saison rizicole, (iii) garantir en priorité le crédit intrants rizicoles pour assurer une bonne productivité et négocier avec la FENACOBU la diminution progressive de la garantie pour le crédit commercial qui est généralement couvert par les stocks produits, (iv) favoriser la collaboration avec les IMF ayant une forte capacité financière en général et avec la FENACOBU en particulier et, (iv) assurer un suivi rapproché de la commercialisation des stocks de riz en analysant l'évolution mensuelle des prix du riz lors des 5 dernières années et le phénomène de compétitivité pour permettre aux riziculteurs d'éviter le risque et vendre à un prix suffisant.

17. La mission constate que la collecte et la commercialisation du lait restent limitées par l'éloignement des zones de production par rapport aux centres de collecte de lait (CCL), l'irrégularité et l'absence d'électricité et la mauvaise gestion dans certains CCL (Bugendana et Gitaramuka). Elle note également que le récent contexte électoral a réduit de façon significative la quantité de lait vendue par les CCL et ralenti les travaux d'implantation de l'usine privée UHT de Bujumbura.

---

<sup>4</sup> Intrants et crédit commerciale.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Collaborer avec le PRODEFI pour améliorer le service d'insémination artificielle et le suivi des animaux inséminés	PAIVA-B/PRODEFI	Continue
Signer les contrats des marchés en cours (sur financement additionnel qui ont été anticipés) après la signature de l'avenant à l'accord de financement entre le Gouvernement et le FIDA	UCP	Novembre 2015
Intégrer dans les CEP élevage des modules sur la conduite de l'IA et la conservation des fourrages Analyser la rentabilité des AGR destinées aux CEP	UFCP et consultant CEP	Juin 2016

## C. Produits et effets

### Composante 1: Renforcement et protection du capital productif

#### Résultat 1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues

18. Résultat 1.1: des associations d'usagers de marais (AUM) sont créées et capables de prendre en charge durablement l'entretien et la maintenance des ressources en eau et des terres. Aucune nouvelle AUM n'a été créée en 2015. La formation des membres des AUM sur le planage et l'endiguement des parcelles prévue dans le PTBA 2015 sera réalisée en Novembre-Décembre 2015.

19. La mission constate avec satisfaction des changements positifs au niveau de la structuration des coopératives rizicoles qui se fait désormais en relation étroite avec les AUM. Les membres des AUM ont constitué des groupements de riziculteurs (de 10 membres) sur la base de la proximité des parcelles qui forment des GCS en vue de solliciter des crédits intrants. Dotés d'un comité de 3 personnes dont le président, un chargé de la production<sup>5</sup> et un chargé de la valorisation<sup>6</sup>, les GCS sont en train de recenser les besoins des membres en divers intrants agricoles et de les transmettre aux coopératives rizicoles. Ces dernières établissent des fiches de demande de crédits intrants et les introduisent auprès des IMF partenaires du projet. L'organisation permet une gestion optimale de l'eau d'irrigation et il existe des organes permettant de contrôler la gestion et l'allocation des redevances.

20. Pour encourager cette dynamique qui aura des impacts positifs sur la productivité et la production rizicoles, la mission recommande au projet de tout mettre en œuvre pour qu'une bonne partie de ces groupements de riziculteurs (au moins 40%) obtiennent rapidement les crédits intrants sollicités pour ne pas compromettre le calendrier cultural. En effet, le Programme National de Subvention des Engrais au Burundi (PNSEB) ne dessert que des agriculteurs individuels qui font enregistrer leurs besoins en intrants au niveau de la colline. Certaines DPAE comme celle de Karusi ont promis d'étudier les voies et moyens de permettre aux coopératives de faire enregistrer les besoins en intrants de leurs membres et de s'approvisionner en engrais chimiques subventionnés auprès des DPAE.

21. Dans la perspective du prochain désengagement du projet dans les provinces de Gitega et Karusi, la mission recommande au projet, aux DPAE et aux administrations provinciales et communales concernées de mettre sur pied un cadre de concertation qui analysera la question de l'entretien régulier des investissements mis en place par les projets au niveau des marais et des collines en vue d'assurer leur durabilité.

22. Ce cadre de concertation examinerait notamment la question des redevances et des taxes communales sur les parcelles de marais, l'implication et les responsabilités des DPAE et de l'administration dans la pérennisation de ces investissements, l'implication et les responsabilités des AUM, les modalités de remise et reprise de toutes les activités entre le projet et les DPAE, etc. Des ateliers de transfert des activités du projet aux structures publiques et communautaires seront organisés au niveau de chaque province. Des procès-verbaux de remise-reprise des activités (marais, bassins versants, chaîne de solidarité communautaire animale, etc.) entre le projet et les

<sup>5</sup> Le chargé de la production s'occupe de la gestion de l'eau, des techniques agricoles comme le SRI, des redevances, de l'entretien des ouvrages, de l'évaluation des besoins en intrants.

<sup>6</sup> Le chargé de la valorisation s'occupe de la collecte et du stockage de la production, du financement de l'achat du paddy aux producteurs, de la transformation et de la commercialisation.

structures publiques pérennes (DPAE, CDFC, Administration, etc.) seront établis et signés avant le retrait du PAIVA-B. Le Gouvernement devra assumer ses responsabilités en dotant les structures publiques (DPAE, CDFC, etc.) d'un budget conséquent susceptible de leur permettre d'assurer le suivi régulier des investissements réalisés par les projets après leur clôture.

23. En attendant l'aboutissement de cette concertation, le PRODEFI, qui mène des activités dans ces provinces, devrait reprendre le suivi des investissements réalisés par le PAIVA-B. Les modalités de remise-reprise de ces activités seront discutées par les deux projets et consignées dans une convention de collaboration.

24. Résultat 1.2: le capital productif des marais est accru et l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau est assurée par les AUM. Une formation de deux jours par marais a été réalisée, soit 100% des prévisions, au profit de 210 membres dont 69 femmes des comités des AUM de 6 marais de la province de Kayanza aménagés en 2014. Les thèmes de la formation portaient sur la gestion de l'eau, l'entretien et la maintenance des ouvrages hydro-agricoles, le rôle des comités des AUM, le planage et l'endiguement des parcelles.

25. Le suivi et la sensibilisation des AUM sur la collecte et la gestion des redevances ont été effectués à Gitega, Karusi et Kayanza. A fin septembre 2015, les redevances collectées s'élevaient à 6 126 733 FBU pour les AUM de 5 marais de Gitega, à 8 361 893 FBU pour celles de 11 marais de Karusi et à 6 996 500 FBU pour celles de 7 marais de Kayanza. Le projet compte aider les AUM à réaliser un audit de la gestion des fonds de redevances.

26. La mission note qu'en plus des redevances, les exploitants de certains marais aménagés payent une taxe à certaines communes. Cette taxe (1 500 FBU par parcelle) parfois trois fois supérieure au montant des redevances (500 FBU par parcelle) n'est pas destinée à l'entretien des infrastructures hydro-agricoles. Fixé par parcelle ou par superficie de la parcelle, le montant des redevances et des taxes varie d'une commune à l'autre. Déjà en 2014, la mission avait été informée de l'existence d'une étude relative à l'harmonisation du montant des redevances préparée par le PRODEMA<sup>7</sup> en collaboration avec d'autres partenaires dont les projets financés par le FIDA. L'adoption de ce texte par le Gouvernement suit son cours.

27. La mission recommande aux projets FIDA de poursuivre le plaidoyer auprès du Gouvernement en vue de l'adoption et de la promulgation d'un texte réglementaire régissant la fixation et la gestion des redevances et des taxes communales sur les parcelles de marais afin qu'une bonne partie des taxes perçues par la commune serve à l'entretien des infrastructures hydro-agricoles.

28. En rapport avec l'aménagement de nouveaux marais, la principale activité prévue dans le cadre du financement additionnel du projet est la conduite d'études d'aménagement de 4 nouveaux marais de Kayanza de 210 ha (Rugamba: 60 ha, Kamena: 50 ha, Nyarubanda amont: 50 ha et Kinyandombwe aval: 50 ha). Le dossier d'appel d'offres (DAO) élaboré par le projet a reçu la non objection du FIDA et le processus d'attribution du marché aboutira avant la fin de l'année. Par ailleurs, un autre DAO pour l'attribution de marchés d'aménagement de 6 marais<sup>8</sup> de la province de Kayanza de 452,71 ha sur le financement additionnel du projet a été élaboré et le processus d'attribution de ce marché est bien avancé car le projet a déjà reçu la non objection du FIDA. Parallèlement, une consultation restreinte a été lancée pour recruter des consultants pour le contrôle et la surveillance des travaux d'aménagement de ces marais. Faute de trois soumissions, le marché a été relancé et le processus de sélection est pratiquement achevé.

29. La sélection des consultants individuels pour l'évaluation des travaux de consolidation à réaliser sur les marais aménagés, surtout en 2011, n'a pas abouti. Le projet a confié ce travail à une équipe interne. Un DAO pour la réalisation des travaux a été élaboré, le processus d'attribution du marché est pratiquement terminé et les travaux seront réalisés avant la fin de l'année. Dans le cadre du financement additionnel, un DAO pour la fourniture du matériel d'entretien des marais (240 brouettes, 600 pelles, 600 machettes, 600 coupe-coupes, et 2 400 cordes) aux AUM de la province de Kayanza

---

<sup>7</sup> Projet pour le développement des marchés agricoles du Burundi, financé par la Banque Mondiale.

<sup>8</sup> Marais de Gasambi (59,84 ha), de Nyandirika (105,35 ha), de Nyakagezi (89,92 ha), de Kinyandombwe (81,67 ha), de Gakana (38,03 ha) et de Nyaminoga-Mwaro (78,26 ha).

a été également élaboré. L'avis d'appel d'offres pour la fourniture de ce matériel sera prochainement publié.

30. La mission recommande au projet de: (i) conclure rapidement le marché relatif aux travaux de consolidation à effectuer au niveau des marais anciennement aménagés ou réhabilités, et (ii) attendre la signature de l'avenant à l'accord de financement du PAIVA-B entre le Gouvernement et le FIDA avant de signer les contrats relatifs aux études d'aménagement d'une part et aux travaux d'aménagement de nouveaux marais d'autre part.

31. Résultat 1.3: la production sur les bassins versants et dans les marais est durablement améliorée par des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux. Ciblage et préparation des bénéficiaires: Cette activité a été réalisée dans les provinces de Kanyanza (communes Rango et Muhanga), Karusi (commune Buhiga) et Gitega (Mutaho) d'août à novembre 2014<sup>9</sup>. Au total 887 bénéficiaires directs contre 935 prévus (95%<sup>10</sup>) dont 132 femmes (15%) ont été formés sur les techniques d'élevage et réalisé des visites d'échanges dans les exploitations bénéficiaires modèles voisines. Ces formations ont été suivies par la distribution des manuels de formation conçus par l'ex-PARSE et traduits en Kirundi pour permettre la pérennisation et la transmission des connaissances acquises.

32. **Distribution des animaux.** Au total 935 kits bovins (dont 94 taureaux géniteurs achetés localement) contre 935 prévus (100%) ont été distribués dans les localités susmentionnées. Parmi ces taureaux, 12 ont servi de remplacement dans la province de Cibitoke. En plus de ces animaux, au total 268 kits bovins dont 111 mâles et 157 femelles ont été distribués dans le cadre de la CSC.

33. **Appréciation des animaux et de leurs effets sur les bénéficiaires.** Les animaux distribués par le projet sont très bien appréciés par la population de la zone du projet. Ils sont caractérisés par un fort potentiel laitier et de très bonnes performances de reproduction avec un intervalle entre mises bas variant entre 12 et 15 mois. L'acquisition de ces animaux a permis aux ménages bénéficiaires d'enregistrer une augmentation de la production agricole grâce à l'utilisation du fumier, une production laitière dont 52,8% est vendue à un prix variant entre 430 et 650 FBU/l, 4,2% échangé contre le fourrage et 43,1% autoconsommé. L'augmentation de la production agricole a été amplifiée par la distribution des rejets de bananiers par le projet dont la production actuelle incite à la mise en place d'une filière organisée.

34. La mission note également le paiement des saillies et la vente d'animaux chez les bénéficiaires dont la capacité de management se limite à 2-3 animaux. Cette vente d'animaux constitue une source locale pour le développement de l'élevage d'embouche et d'approvisionnement local en génisses. En effet, dans la première zone d'action du projet (Gitega et Karusi), 942 jeunes bovins (dont 363 femelles et 579 mâles) ont été vendus par les bénéficiaires. Parmi ceux-ci, 125 taurillons ont été déjà vendus par les structures de suivi de la CSCB pour acheter 102 génisses à distribuer aux bénéficiaires de la CSCB. Les différents effets ont permis aux ménages d'améliorer la sécurité alimentaire, d'augmenter les revenus et l'accumulation des biens tout en réduisant la pauvreté. Chez les ménages non bénéficiaires de la zone du projet, l'introduction des bovins a augmenté les opportunités d'offre d'emplois, de vente du fourrage et d'amélioration génétique des bovins de race locale par IA ou par saillie naturelle grâce aux taureaux géniteurs diffusés. Une bonne partie des éleveurs ont pu acheter les animaux déstockés par les premiers bénéficiaires du projet.

35. Une bonne progression de la CSCB, mais nécessitant des améliorations au niveau du remboursement de ciment et de l'insémination artificielle. Dans l'ensemble, le suivi de la CSCB est très bien assuré. Les structures en charge du suivi et la population locale de la zone du PAIVA-B affichent une bonne expérience en la matière. Celle-ci est prouvée par une collaboration solide entre les membres des CDC, l'administration locale et les services techniques des DPAE dans le suivi des remboursements des animaux et du ciment et la bonne gestion des comptes carcasse et ciment. En collaboration avec les DPAE, les membres des CDC et l'administration locale, le projet a procédé au retrait de 42 animaux des exploitations bénéficiaires dont les chefs ont négligé leur entretien dans les

---

<sup>9</sup> La distribution des kits bovins a été financièrement reportée dans le PTBA 2015 car la livraison totale et le paiement effectif des fournisseurs ont été réalisés en 2015.

<sup>10</sup> 5% des bénéficiaires avaient déjà reçu une formation et étaient concernés par le remplacement des animaux dont la mortalité était liée au stress de transport.

provinces de Gitega et Karusi. Cette opération exemplaire a incité les bénéficiaires à améliorer le suivi des animaux. Avec une distribution directe de 2 400 génisses depuis 2 010<sup>11</sup>, au total 1 338 bovins ont été remboursés (55,7%<sup>12</sup>). Par ailleurs, dans presque toute la zone du projet, la continuité du suivi de la CSC des bovins distribués par le PRDMR et le PARSE et des petits animaux distribués par le PARSE permet de conclure que la durabilité de la CSCB pourrait être une réalité.

36. Toutefois, une attention particulière est à réserver aux communes Gitaramuka et Mutaho où le refus de remboursement du ciment a presque totalement freiné la progression de la CSCB en 2015. Cette situation est d'autant plus inquiétante que le projet se prépare à se désengager à partir de Décembre 2015. Bien que dans certaines provinces (Cibitoke et Kayanza), le remboursement du ciment semble actuellement maîtrisé, ce kit affiche des faiblesses en termes de durabilité dans le temps et dans l'espace et diminue la vitesse de progression de la CSCB. Le rapport d'audit avance un taux de remboursement du ciment de 60%. Cependant, la mission observe un problème de réhabilitation du parterre cimenté, seuls 15% des bénéficiaires directs parviennent à réhabiliter le parterre cimenté. Dans la province de Karusi, certains bénéficiaires ont procédé à l'utilisation de la litière dans les étables. Cette situation a entraîné une augmentation de la prévalence de la théileriose et de la mortalité.

37. Par ailleurs, la mission de supervision précédente a recommandé une harmonisation des salaires des ACSA par le PRODEFI et le PAIVA-B. Etant donné que les deux projets sont dans la même zone et que le PRODEFI pourrait être appelé à consolider la CSCB dans la première zone du PAIVA-B, la recommandation reste d'actualité. Le PRODEFI devrait réduire les salaires des ACSA à 15 000 FBU<sup>13</sup>.

38. Pour améliorer la progression de la CSCB et renforcer sa durabilité, la mission trouve qu'il serait bénéfique de prolonger les activités du projet dans les provinces de Gitega et Karusi pendant une période de 6 mois. Au cours de cette période, le projet devra: (i) organiser les formations des nouveaux membres des CDC et de l'administration locale sur le suivi de la CSCB, (ii) procéder à une forte sensibilisation des bénéficiaires sur le respect des techniques d'élevage et la réhabilitation des parterres cimentés, (iii) consolider le système de remboursement du ciment et de la gestion des fonds et des stocks y relatifs, (iv) établir l'inventaire des bénéficiaires d'animaux et l'état d'avancement de la CSCB pour passer le relai à l'administration locale et aux services techniques des DPAE en charge de la pérennisation de cette activité et, (v) identifier ensemble avec le PRODEFI les besoins matériels et ceux de renforcement des capacités pour améliorer le système de commercialisation du lait et les activités d'IA<sup>14</sup>. Des critères additionnels pour rendre efficace et durable la CSCB avaient été recommandés par la mission de supervision précédente, l'application de ces critères dans la poursuite de la CSCB par le projet reste d'actualité.

39. **En raison d'une alimentation déficiente**, la production laitière journalière moyenne n'est que de 4,6 litres contre 8 litres espérés (58%) avec une durée de lactation moyenne de 240 jours et une lactation totale de 1 104 litres. Cette alimentation est généralement déficiente en matière azotée digestive suite à l'insuffisance des légumineuses (*Calliandra sp.* *Mucuna sp.*). L'absence du savoir-faire en matière de conservation du fourrage et de valorisation des résidus agricoles est à l'origine du déficit alimentaire en saison sèche. Ce déficit alimentaire est plus ressenti dans les provinces de Karusi et Gitega<sup>15</sup> que dans la province de Kayanza où presque la totalité de la population de la zone de concentration a installé les cultures fourragères y compris les éleveurs extensifs pour les aider à adopter la stabulation permanente. Dans cette province, le remboursement des boutures des graminées, la poursuite des activités de multiplication des plants de *Calliandra sp.* en utilisant les sachets en feuille de bananier à la place des sachets en plastique y compris par semis direct et l'expérience acquise par la mise en œuvre du PRDMR sont à l'origine de ce succès. Les bénéficiaires de seconde génération de la CSCB ne disposent pas dans certains sites du nombre de plants de *Calliandra sp.* nécessaire à la couverture des besoins de la vache.

---

<sup>11</sup> Le lot de 841 génisses récemment diffusé n'est pas compris.

<sup>12</sup> Soit un taux de remboursement annuel de 11,14%.

<sup>13</sup> Cette réduction permettrait aux ACSA d'éviter de travailler comme fonctionnaires mais de se préparer dans leur métier privé.

<sup>14</sup> Au désengagement du PAIVA-B, le PRODEFI sera appelé à assurer ces activités dans le cadre de l'approche programme.

<sup>15</sup> En moyenne 630 plants de *Calliandra sp.* ont été relevés par la mission Dans la province de Karusi et de Gitega avec un déficit alimentaire plus accentué chez les bénéficiaires de la CSC.

40. Une dynamique d'installation des graminées fourragères (*Banagrass sp.*) en pur a été observée chez les bénéficiaires de Cibitoke avec une rotation avec d'autres cultures. Pour faire face à ce déficit, la mission recommande au projet de: (i) poursuivre l'intensification des cultures fourragères en général et des légumineuses en particulier en adoptant les méthodes de multiplication du matériel végétal faciles et diversifiées (échanges de boutures et de semences de *Mucuna sp.*, usage des sachets de bananier en plus des sachets en plastique, semis direct des graines de *Calliandra sp.* après scarification), (ii) d'inclure les éleveurs traditionnels dans l'installation des cultures fourragères pour les accompagner à la stabulation permanente, (iii) introduire et multiplier les techniques de cultures associées *Mucuna sp.*-graminées fourragères<sup>16</sup> et *Mucuna sp.*-caféier, (iv) assurer un suivi particulier des bénéficiaires de la CSCB de deuxième génération pour s'assurer qu'ils disposent des ressources fourragères nécessaires pour entretenir leurs bovins, et (v) former les bénéficiaires en techniques de conservation simple du fourrage, de valorisation des résidus agricoles en général et du riz en particulier.

41. **Concernant le suivi sanitaire des animaux.** La mise en place des ACSA a permis de réduire les mortalités et d'augmenter les effectifs des animaux de 5 320 à 6 010 (16%). Les moyennes de taux de mortalité juvénile et sénile sont de l'ordre de 10,5% et de 4,7%.

**Tableau 1: Taux de mortalité moyens des animaux de la CSCB du PAIVA-B**

Provinces	Taux de mortalité (%)		
	Juvénile	sénile	moyen
Gitega	7,6%	4,7%	5,1%
Karusi	18,8%	4,2%	7,3%
Kayanza	7,9%	5,7%	4,6%
Cibitoke	7,8%	2,3%	1,9%
Zone du Projet	10,5%	4,2%	4,7%

42. Bien que les ACSA aient été mis en place et équipés, un phénomène de relâchement a été observé dans la province Karusi où le taux de mortalité moyen est de l'ordre de 7,3% contre une moyenne de 4,7%.

43. **Une faible capacité d'écoulement du lait variant en fonction de la localité et d'une saison à une autre.** En moyenne 1104 litres de lait par lactation sont produits par vache de la CSCB du projet avec une production journalière de 4,6l dont la vente concerne le lait trait la matinée. Dans la province de Cibitoke, la commercialisation du lait est organisée localement à un prix de 600 FBU. Les éleveurs vendent le lait dans les cafétérias et les centres de collecte privés qui le conditionnent à leur tour pour le vendre aux clients de la localité et aux passagers à un prix de 1 200 FBU/l. Ces éleveurs n'éprouvent pas de difficultés d'écoulement durant la saison sèche. En saison des pluies, environ 10% du lait produit connaît un problème de mévente. Dans la province de Kayanza, la commercialisation du lait est assurée par les collecteurs privés équipés de vélos et de bidons en plastique. Le prix est de 500 FBU/l en saison sèche et de 430 FBU/l en saison des pluies. Il existe des embryons de marché local pour le lait comme à Cibitoke, où la population achète du lait à un prix de 1 200 FBU. Dans les autres zones visitées, le marché local est quasi-inexistant bien qu'il existe un troc de lait contre fourrages.

44. **La mise en place des champs écoles producteurs (CEP) élevage.** Au cours de l'année 2014, 24 CEP contre 29 prévus ont été formés (83%) et sont fonctionnels dans les provinces de Karusi et Gitega. En plus des formations sur les techniques de conduite des animaux améliorés, ces CEP ont conduit des essais sur les effets d'amendement du sol sur le rendement des graminées fourragères. Les membres de ces CEP ont constaté que les graminées fourragères avaient une forte production de la biomasse et une grande capacité de tallage et de repousse quand l'on applique la fumure organique. Par ailleurs, ces CEP visent à conduire des études comparatives des effets de différentes formules d'alimentation (en suivant l'approche stop and go) sur la production du lait et de la viande (croissance, poids à l'âge adulte et rendement pour l'élevage d'embouche). Actuellement, le projet a déjà identifié les champs et sélectionné les animaux d'expérimentation. Ils prévoient démarrer l'expérimentation au mois de Novembre 2015.

<sup>16</sup> L'association est bénéfique et complémentaire au niveau alimentaire et au niveau maintien de la fertilité des sols.

45. Au total 35 CEP ont été prévus dans le PTBA 2015 pour les provinces Cibitoke et Kayanza. Le projet a déjà sélectionné et formé 24 animateurs CEP.

46. La mission constate que certains problèmes pertinents liés à l'alimentation (conservation du fourrage, valorisation des résidus agricoles, associations légumineuses-graminées fourragères, légumineuses-plantes pérennes) et la transformation locale du lait n'ont pas encore été suffisamment abordés. *La mission recommande au projet de prolonger de 6 mois au cours de l'année 2016 l'encadrement des 24 CEP de l'ancienne zone (Gitega et Karusi) afin de pouvoir développer ces thèmes récemment abordés. Durant cette période, le PAIVA-B continuera à encadrer les membres des CEP sur les thématiques relatives à l'amélioration de l'alimentation du bétail et la transformation du lait.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<i>Améliorer l'alimentation des animaux par l'intensification des légumineuses fourragères et la formation sur les techniques de conservation du fourrage et de valorisation des résidus agricoles</i>	<i>Projet/ACORD/DPAE</i>	<i>Continue</i>
<i>Inclure les éleveurs traditionnels dans l'installation des cultures fourragères pour les accompagner dans la stabulation permanente</i>	<i>ACORD/Projet/DPAE/CDC</i>	<i>Continue</i>
<i>Prolonger les activités de renforcement de la CSCB pour permettre le désengagement du projet et la transmission officielle de l'état d'avancement de la CSCB à l'administration locale et au service technique des DPAE</i>	<i>Projet/Administration locale/DPAE/ACORD</i>	<i>Janvier à Juin 2016</i>

47. **L'appui au développement des cultures vivrières.** Il s'est réalisé à travers notamment la formation par l'ISABU des agri-éleveurs sur le compostage à l'air libre. Depuis 2014, 1 205<sup>17</sup> exploitants dont 345 femmes des communes de Bugendana, Mutaho, Bugenyuzi et Gitaramuka ont été formés sur cette technique, 569 compostières à l'air libre ont été installées et 472 compostières à l'air libre étaient en cours d'installation au 30 septembre 2015. Une deuxième série de formations sera organisée dans les communes de Buhiga, Muhanga et Rango à partir d'octobre 2015. La mise en œuvre de cette technique demande beaucoup de main d'œuvre alors que les exploitants se montrent de plus en plus réticents à s'entraider pour l'aménagement de ces compostières.

48. **L'encadrement technique des bassins versants (BV) et des marais.** La convention de collaboration entre le projet et l'ONG ACORD chargée d'assurer l'encadrement technique des exploitations sur les BV et dans les marais a été reconduite pour l'année 2015. Le projet a continué et intensifié la vulgarisation de certaines innovations agricoles comme la conduite d'une bananeraie (technique de plantation et de fertilisation), le compostage à l'air libre, les kitchen garden, l'introduction du Calliandra et des concentrés dans les exploitations, les CEP vivriers et d'élevage, le SRI, etc.

49. **L'aménagement des bassins versants (BV):** des 2 628 488 plants produits au cours de la campagne 2014-2015 sur 3 millions de plants prévus (87,6%), 2605161 plants ont été distribués à 3 726 bénéficiaires, soit une moyenne de 699 plants par personne. Cette distribution a porté sur 1 500 950 plants d'eucalyptus (57,7%), 1 049 568 plants de Calliandra (40,3%), le reste étant constitué de plants de Grevilea (12 364), de Maracudja (41 539), de Moringa (6 103) et de papayer (420). La mission constate que le nombre moyen de plants de Calliandra par bénéficiaire (282) est relativement faible. *La mission recommande au projet de sensibiliser les bénéficiaires de bovins, actuels et futurs, pour poursuivre le travail de production des plants de Calliandra dans les pépinières.*

50. L'installation des boisements sur les crêtes dénudées des terres domaniales, communales et individuelles se sont poursuivies au cours de la campagne 2014-2015, principalement sur les BV de Nyarubanda amont, Nyamwondo et Nzarazangwe en commune de Rango et le BV de Gisiza de la commune Bugenyuzi. Ont été installés 157 943 plants (98,72 ha) sur des terres domaniales ou communales et 222 720 plants (139,2 ha) sur des terres individuelles.

51. Pour la campagne sylvicole 2015-2016 en cours, le projet compte produire, à travers des pépinières communautaires implantées sur 117 collines et 137 sites regroupant 3 227 bénéficiaires

<sup>17</sup> Dont 587 de Gitega et 618 de Karusi.

dont 877 femmes, 3 186 850 plants, 2 130 462 sachets sont déjà remplis (66,9%) et une grande proportion de plants de *Calliandra* sera produite.

52. L'entretien des boisements communaux laisse souvent à désirer. La mission recommande au projet de signer avec la commune, après installation, un procès-verbal de remise-reprise des boisements qui précise notamment qu'il revient à la commune de veiller à l'entretien régulier de ces boisements et à leur protection contre les feux de brousse et les coupes illicites.

53. **La protection des bassins versants.** Un accord entre le PAM et le PAIVA-B a été signé en août 2015 pour l'octroi de 227,032 tonnes de vivres pour le paiement, sous forme de vivres, de la main d'œuvre recrutée pour les travaux de protection des BV en communes de Rango et Muhanga. En commune de Muhanga, le BV de Nyandirika sera protégé par des dispositifs antiérosifs sur 246 km. Pour la commune de Rango, deux BV, Kinyandobwe et Nyaminoga-Mwaro, seront protégés respectivement sur 150 km et 250 km. Les travaux sont en cours et vont s'étendre sur trois mois, de mi-août à fin novembre 2015. Avec l'appui des vivres PAM, 286,858 km de fossés antiérosifs ont été creusés sur 646 km prévus, soit un taux de réalisation de 44% après un mois d'exécution des travaux. La superficie déjà protégée est estimée<sup>18</sup> à 637 ha. L'effectif de la main d'œuvre utilisée s'élève à 1 654 personnes dont 759 hommes et 894 femmes (54%). La main d'œuvre a été recrutée dans les catégories 1 et 2 qui sont les plus vulnérables. Pour 22 jours de travail par mois, la ration des vivres perçus est constituée de 7,5 kg de haricot, 37,5 kg de maïs, 1,2 kg d'huile et 0,75 kg de sel par personne. Le paiement en vivres a permis d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages pendant la période de soudure.

54. Quelques difficultés ont été constatées au niveau de la protection des BV: (i) la végétalisation des fossés antiérosifs est soit incomplète, soit tardive de manière qu'une partie non négligeable des éclats de souche et des boutures dessèche, (ii) un même type de dispositifs antiérosifs (fossés sur les courbes de niveau) est préconisé sans tenir compte des caractéristiques du BV dont la pente, (iii) les comités de suivi des BV mis en place n'ont pas de relation avec les AUM alors que les deux structures doivent collaborer pour une meilleure efficacité. *La mission recommande au projet: (i) d'approvisionner à temps les exploitants en boutures et éclats de souche pour que leur installation intervienne dès les premières pluies d'octobre à novembre, (ii) d'élaborer des plans d'aménagement des BV qui indiquent les zones critiques à protéger prioritairement et les types de dispositifs antiérosifs appropriés à mettre en place et, (iii) de constituer les comités de suivi des BV en intégrant si possible quelques membres des comités des AUM pour encourager et développer les synergies entre ces deux structures qui doivent être complémentaires.* Par ailleurs, le bétail en divagation et les feux de brousse causent beaucoup de dégâts aux dispositifs de protection des BV et aux boisements installés.

55. **Résultat 1.4: La production de riz dans les marais est augmentée de façon constante et durable (SRI).** *Le renforcement des capacités techniques des producteurs de riz:* en partenariat avec l'ONG ACORD et la CAPAD, le projet a procédé à la restructuration des AUM et des coopératives en créant une nouvelle structure dénommée «*coopératives de production et de commercialisation du riz paddy*». Cette structure repose sur la mise en place des comités de gestion des coopératives qui sont l'émanation des comités exécutifs des AUM. Le but poursuivi porte sur (i) l'adhésion massive dans la coopérative, et (ii) l'amélioration de l'accès au crédit intrants en vue d'augmenter la production et au crédit commercial destiné à l'achat du riz paddy aux producteurs pour augmenter la quantité de riz collecté et stocké pour une meilleure valorisation/commercialisation. La superficie limitée des parcelles (variant en moyenne de 1 à 5 ares par ménage) ne permet pas cependant de dégager un surplus de production important destiné à la commercialisation.

56. *Dans le cadre de l'intensification de la production du riz dans les périmètres aménagés*, le projet, en partenariat avec l'ONG ACORD, a poursuivi l'encadrement des AUM pour la production du riz sous le SRI pendant les campagnes rizicoles 2015A/B et 2015C. Une seule saison rizicole est pratiquée par an suivie souvent d'une culture de haricot ou d'une association de maïs-haricot ou des cultures maraichères en saison sèche. Le rendement moyen de 3,1 T de paddy par ha obtenu au cours de la saison 2015 A/B avec un minimum de 2,3T et un maximum de 4,0 T de paddy à l'hectare est satisfaisant surtout que les basses températures de la région freinent l'épiaison. La mission a noté

---

<sup>18</sup> Sur la base de 450 m de fossés antiérosifs pour 1 ha.



que le projet a pris des mesures pour décourager dans la rotation des cultures comme les variétés locales de maïs dont le cycle végétatif pourrait retarder le calendrier cultural du riz.

57. *L'appui technique au volet CEP rizicoles.* Il a porté sur (i) la reconduction du contrat du consultant chargé des CEP vivriers, (ii) le suivi et l'encadrement des anciens CEP par des missions d'appui, et (iii) le suivi de l'utilisation des fonds d'appui ou de subvention octroyés aux CEP pour la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus (AGR). Tous les 27 CEP prévus dans le PTBA 2015 ont été mis en place à partir de la saison 2015A (100%). Vingt CEP rizicoles ont conduit des études de comparaison des pratiques culturales ((pratiques paysannes (PP) et de gestion intégrée de la production et de la protection des cultures (GIPP)). L'augmentation du rendement avec la GIPP basée sur le SRI est variable selon les sites. La mission a constaté que les superficies des parcelles expérimentales sont souvent louées et trop petites (de 1 à 4 ares) et que les expérimentations sur le riz durent deux saisons culturales. Les résultats des études conduites montrent la supériorité des variétés de riz fournies par l'ISABU (L18, V564 et d'autres) par rapport aux variétés locales. *Pour être fiables, les résultats d'un CEP vivrier, rizicole ou pas, doivent être confirmés par la conduite d'expérimentations sur un minimum de deux saisons culturales.*

58. Dans le cadre de la subvention aux CEP vivriers qui ont terminé leur cycle d'apprentissage, 73 CEP sur les 83 prévus (88%) ont bénéficié de la totalité des fonds d'appui ou de subvention pour mettre en œuvre des AGR, soit 58 400 000 FBU à raison de 800 000 FBU par CEP. Les dépenses engagées par les CEP concernent 4 rubriques: (i) la location des terrains pour la saison en cours ou la saison suivante, (ii) l'achat de la fumure organique, (iii) l'achat des semences améliorées, et (iv) l'achat des engrais chimiques. En plus des fonds d'appui ou de subvention qu'ils reçoivent du projet, les CEP vivriers bénéficient aussi des cotisations mensuelles de leurs membres, variables d'un CEP à l'autre, et des fonds provenant du travail faiblement rémunéré qu'effectuent les membres des CEP dans les champs de leurs pairs. *La mission réitère sa recommandation de l'année passée portant sur la transformation et la professionnalisation des CEP en groupements de multiplicateurs de semences sous l'encadrement de l'ISABU.*

59. Une équipe de la FAO a élaboré, en 2015, en collaboration avec le MINAGRIE, la stratégie nationale d'harmonisation de l'approche CEP basée sur quatre axes: (i) l'approche CEP est institutionnalisée, (ii) un dispositif efficace d'animation des CEP est mis en place, (iii) une documentation de référence sur les CEP est mise à la disposition de toutes les parties prenantes, et (iv) des mécanismes de pérennisation des activités des CEP sont mis en place. Plusieurs intervenants dont le PAIVA-B ont participé aux séances d'analyse et de validation de la stratégie.

60. **L'appui à la production des semences de riz:** Le contrat liant l'ISABU au projet pour l'encadrement des groupements producteurs de semences de riz a été reconduit en 2015. Cent trente (130) producteurs dont 48 femmes répartis sur 11 sites de marais des provinces Gitega, Karusi et Kanyanza ont bénéficié de formations. Au cours de la saison 2015 A/B, 8,528 T de semences de base de riz sur 10 T prévues (85%) ont été produites sur 2,5ha avec un rendement moyen<sup>19</sup> de 3,4 T par ha dans les marais de Gitega et Karusi. Par ailleurs, 3,184 T de semences de riz certifiées sur 3 T prévues (106,1%) ont été produites sur 1 ha avec un rendement moyen de 3,2 T/ ha dans deux marais de la Province de Kanyanza. Les semences commerciales sont en cours de production sur 5 sites de marais de la Province Karusi sur 5 ha avec un rendement moyen prévisionnel de 3 T/ha.

61. La mission constate d'une part que les groupements produisent des quantités de semences de base et certifiées de riz largement supérieures aux besoins de production de la catégorie de semences suivante. Elle remarque d'autre part que les groupements produisent parfois les 3 types de semences (de base, certifiées et commerciales) dans un même marais. *La mission recommande au projet et à l'ISABU de: (i) faire le point sur l'état d'avancement de la production des semences, (ii) mener une réflexion sur le meilleur dispositif à mettre en place pour la production rationnelle des semences de riz (si les superficies actuelles de production des semences de base et certifiées doivent être maintenues) dans une optique de rentabilité de l'opération, et (iii) pratiquer des rotations de parcelles pour éviter la contamination des champs semenciers par des maladies en spécialisant notamment les marais de telle manière qu'une province ou une commune soit autonome au niveau de cette opération. Par ailleurs, tout devrait être fait pour que les groupements producteurs de riz ainsi*

---

<sup>19</sup> Le rendement moyen est obtenu après triage sévère avec 3 triages successifs.

*que les CEP riz aient accès facilement au crédit intrants auprès des IMF en vue d'augmenter la production de riz d'abord et son stockage ensuite.*

62. La mission encourage le projet dans son initiative de constituer des réseaux de multiplicateurs pour les différentes catégories de semences (base, certifiées, commerciales). La question du marché d'écoulement des semences produites et à des prix intéressants doit préoccuper le projet. En effet, sans appui, les producteurs de semences risqueraient, après la récolte du riz, de vendre les semences aux prix du marché, inférieurs au prix de revient.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<i>Tout mettre en œuvre pour qu'une bonne partie des groupements de riziculteurs (au moins 40%) obtiennent rapidement les crédits intrants sollicités pour ne pas compromettre le calendrier cultural</i>	Projet/CAPAD	Immédiatement
<i>Mettre sur pied un cadre de concertation qui analysera la question de l'entretien régulier des investissements mis en place par les projets au niveau des marais et des collines en vue d'assurer leur durabilité.</i>	Projet/DPAE/Administration	Décembre 2015
<i>Poursuivre le plaidoyer auprès du Gouvernement en vue de l'adoption et de la promulgation d'un texte réglementaire régissant la fixation et la gestion des redevances et des taxes communales sur les parcelles de marais</i>	Projets FIDA:PAIVA-B, PRODEFI, PNSADR-IM, PROPA-O	Continue
<i>Signer avec la commune un procès-verbal de remise-reprise des boisements qui précise notamment qu'il revient à la commune de veiller à l'entretien régulier de ces boisements et à leur protection contre les feux de brousse et les coupes illicites</i>	Projet/Commune	Continue
<i>Approvisionner à temps les exploitants en boutures et éclats de souche pour que leur installation intervienne dès les premières pluies de Septembre à Décembre</i>	Projet	Septembre-Décembre 2015
<i>Elaborer, dans le cadre du financement additionnel, des plans d'aménagement des BV qui indiquent les zones critiques à protéger prioritairement et les types de dispositifs antiérosifs appropriés à mettre en place</i>	Projet	Continue
<i>Constituer les comités de suivi des BV en intégrant des membres des comités des AUM pour encourager et développer les synergies entre ces deux structures qui doivent être complémentaires</i>	Projet /ACORD	Mars 2016
<i>Faire le point sur l'état d'avancement de la production des semences</i>	Projet/ISABU	Février 2016
<i>Mener une réflexion sur le meilleur dispositif à mettre en place pour la production rationnelle des semences de riz dans une optique de rentabilité de l'opération</i>	Projet/ISABU	Janvier 2016
<i>Pratiquer des rotations de parcelles pour éviter la contamination des champs semenciers par des maladies en spécialisant notamment les marais</i>	Projet/ISABU	Continue

63. **Concernant les autres CEP vivriers de colline**, la mission constate que: (i) les membres des CEP dispersent leurs observations, leurs efforts et leurs moyens sur plusieurs cultures telles que le haricot, la pomme de terre et le maïs, (ii) les observations sur une culture n'ont duré qu'un seul cycle cultural suite au budget insuffisant constaté par la RMP, (iii) les superficies des parcelles des CEP qui sont louées sont réellement trop petites, de 1 à 4 ares, et (iv) les fonds d'appui ou de subvention des CEP risquent de s'effriter si des AGR n'étaient pas rapidement entreprises. Dans ces conditions, les résultats des observations faites dans les CEP vivriers sont peu fiables sur le plan scientifique. La mission constate que le projet encourage les CEP vivriers à se transformer progressivement en groupements de multiplicateurs de semences comme les CEP riz. La plupart de ces CEP ont encore besoin d'un accompagnement avant de devenir entièrement autonomes. *La mission recommande au projet et aux CEP de: (i) choisir, sur la base de critères objectifs, une ou au maximum deux cultures vivrières prioritaires à expérimenter au niveau de chaque CEP en fonction de leur aptitude d'adaptation au milieu, de leur productivité et du marché d'écoulement, (ii) analyser les prévisions de production des semences de chaque culture en fonction des besoins en semences vivrières exprimées au niveau local et au niveau national ainsi que le niveau des prix, et, (iii) collaborer avec l'Office National de Contrôle et de Certification des semences (ONCCS) pour procéder aux inspections et contrôles des parcelles en vue de la certification des semences produites.* Dans le cadre du financement additionnel du projet, la question du contrôle et de la certification des semences par l'ONCCS devra être prise en compte à tous les niveaux et intégrée dans la convention de collaboration que le projet signera avec l'ISABU.

64. Résultat 1.5: des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement: *Le renforcement des capacités des CDC et des comités communaux de développement communautaire (CCDC)*: l'ONG ACORD a formé 540 personnes dont 23% de femmes des provinces de Cibitoke, Gitega, Karusi et Kayanza sur le ciblage, le suivi de la CSCB et le conseil. Les ACSA, les moniteurs agricoles et les chefs de collines ont pris part à cette formation dans le but de renforcer la synergie entre ces structures dans le suivi de la CSCB.

65. Le renforcement des capacités des relais techniques et des autorités locales impliquées dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de développement communautaire: ACORD a organisé, dans les 4 premières provinces d'intervention du projet (Gitega, Karusi, Cibitoke et Kayanza), à l'intention de 278 personnes dont 54 femmes, quatre ateliers provinciaux de sensibilisation des autorités locales, des services techniques, des structures communautaires et des bénéficiaires sur le renforcement et la pérennisation de la CSCB. Quatre autres ateliers de formation seront organisés avant la fin de l'année dans les 4 provinces à l'intention des autorités administratives issues des élections générales de 2015 afin de les informer sur les acquis du projet et sur leur implication dans leur pérennisation.

66. *L'animation et la mise en cohérence des interventions*. Dans le cadre de l'harmonisation des approches d'intervention et du renforcement de la synergie dans la mise en œuvre des activités du PAIVA-B, ACORD a organisé au niveau central un atelier de réflexion de deux jours sur le processus de restructuration des AUM et des coopératives à l'intention de 8 cadres (dont 3 femmes) du projet et des prestataires de services. Deux autres ateliers d'information et de sensibilisation des acteurs sur la restructuration des AUM et groupements pré-coopératifs ont été organisés respectivement (i) à Gitega (pour les provinces de Gitega et Karusi) à l'intention de 31 personnes dont 2 femmes et (ii) à Kayanza à l'intention de 28 personnes dont 4 femmes.

67. La nouvelle approche de restructuration se réfère à l'ancienne approche de structuration mais y intègre les éléments suivants: (i) les membres du groupement doivent avoir des parcelles voisines et doivent être constitués de 10 ménages, (ii) le niveau secteur a été éliminé dans la nouvelle restructuration pour alléger le processus, et (iii) les postes de points focaux production et valorisation ont été introduits à tous les niveaux (dans les comités groupements, quartiers, périmètres et AUM) pour donner une importance à la production et à la valorisation au niveau de ces structures gestionnaires du marais.

68. *La planification annuelle et l'évaluation*. L'ONG ACORD a organisé: (i) deux ateliers de planification et d'auto-évaluation à l'intention des chefs d'équipe, et (ii) 4 ateliers provinciaux de planification et d'autoévaluation participative à l'intention des bénéficiaires et des partenaires du PAIVA-B dans les provinces de Karusi, Gitega, Kayanza et Cibitoke pour faire le point sur l'état d'avancement des activités du PTBA et de dégager les recommandations pour améliorer la mise œuvre des activités surtout pendant la période électorale. Quatre autres ateliers provinciaux principalement axés sur le transfert des acquis du projet aux structures publiques et communautaires seront organisés avant la fin de l'année.

69. *Les ateliers de capitalisation et de mise en synergie*: l'ONG ACORD a organisé un atelier de capitalisation et de mise en synergie à l'intention de 65 personnes de son personnel dont 7 femmes affectées sur les différents projets financés par le FIDA. La deuxième session de capitalisation démarre au mois d'octobre 2015. Les thèmes abordés sont (i) l'auto-évaluation des activités réalisées en 2014, (ii) la nouvelle approche de budgétisation, de planification et de contractualisation basée sur les résultats, (iii) le rapportage et le suivi-évaluation, (iv) le renforcement des synergies au travail, et (v) le nouveau canevas de rapport.

70. *Les activités assurées par les centres de développement communautaire et familial (CDFC)*: en 2015, seules les activités d'alphabétisation et les AGR à travers les GCS ont été prévues par manque de fonds constaté par la RMP. La première session d'alphabétisation a démarré dans 67 centres<sup>20</sup> situés dans les quatre premières provinces du projet. Chaque centre accueille au maximum 40 apprenants par session et organise deux sessions par an dans la mesure du possible. Sur 5 360 personnes prévues, 3 039 (56,7%) dont 2 139 femmes et 900 hommes ont été alphabétisées. La post

---

<sup>20</sup> Cibitoke: 17, Gitega: 10, Karusi: 20 et Kayanza: 20.

alphabétisation se poursuit toujours en faveur des personnes alphabétisées de la session précédente pour consolider les connaissances acquises et pour éviter que les néo alphabètes ne retombent dans l'analphabétisme de retour.

71. Des campagnes de sensibilisation ont été faites dans le cadre de la constitution des GCS. Les personnes qui sont intéressées s'associent par groupes de 5 à 10 personnes et élaborent de petits projets individuels qui sont par la suite transmis aux IMF partenaires du PAIVA-B pour financement. Sur 101 GCS prévus de 5 360 personnes, 117 GCS regroupant 910 personnes dont 433 femmes (47,6%) ont été constitués et ont bénéficié de crédits solidaires. Une formation des membres des GCS sur la gestion d'une AGR, l'épargne et le crédit a été organisée par le CDFC de Cibitoke en faveur de 36 personnes dont 18 femmes. L'absence d'IMF partenaires du projet dans les provinces de Cibitoke et Kayanza risquerait de décourager les GCS demandeurs de crédit. Par ailleurs, 306 personnes dont 281 femmes des provinces de Gitega et Kayanza ont bénéficié de l'appui juridique de la part des CDFC. Cette dernière activité n'avait pas été prévue dans le PTBA 2015.

72. Résultat 1.6: La sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers. *Le renforcement des capacités du personnel des services fonciers communaux (SFC) par des équipements adaptés et moyens de transport:* Débutés en 2014, les travaux de réhabilitation des bureaux fonciers communaux de Muhanga et Rango ont été clôturés en 2015 avec les réceptions provisoires et définitives des bâtiments. La réception définitive des travaux de réhabilitation des bureaux fonciers de Gitaramuka et Gihogazi réalisés en 2014 a été également prononcée en 2015. Le projet a fourni aux SFC des pré-imprimés de procès-verbaux de reconnaissance collinaires pour l'annotation des enquêtes parcellaires et les formulaires de certificats fonciers.

73. Le processus d'acquisition du matériel topographique et de l'outil géométrique pour les SFC récemment ouverts a été lancé depuis le deuxième semestre de 2014 à travers une consultation restreinte et l'entreprise attributaire du marché a livré le matériel en mars 2015. Le projet a également accordé des fonds de subvention aux SFC de Gitaramuka, de Rango, de Muhanga, de Bugenyuzi, de Mutaho et de Bugendana en partie pour payer les deux agents d'appui supplémentaires. Suivant l'ancienneté des SFC, les communes contribuent à hauteur de 15% ou de 20% du coût total des activités à mener dans l'année.

74. Le contrat de prestations de l'opérateur de proximité (OPP) foncier a été reconduit pour l'année 2015. L'OPP a apporté un appui conseil aux SFC en vue d'améliorer leurs performances et la qualité des activités mises en œuvre. Le projet envisage de contribuer à la mise en œuvre de la politique foncière notamment dans l'élaboration du texte relatif à la réglementation spécifique des marais. Il a par contre contribué aux activités de l'unité de Coordination du Programme National Foncier et autres partenaires sectoriels.

75. La mission constate que certaines IMF acceptent désormais les certificats fonciers comme garantie hypothécaire. Elle recommande au projet de: (i) poursuivre la sensibilisation des IMF et des banques locales pour qu'elles accordent systématiquement des crédits aux agri-éleveurs présentant les certificats fonciers comme garantie, (ii) intégrer dans l'accompagnement les bénéficiaires des crédits sur la base de certificats fonciers, (iii) mener avec d'autres acteurs une réflexion sur les défis majeurs en rapport avec l'hypothèque des certificats fonciers sur toute l'étendue du territoire, et (iv) traiter en priorité les demandes de certificats fonciers provenant des sites du projet pour une meilleure intégration des activités.

76. La mission constate que l'effectif du personnel des SFC (limité souvent à 2 cadres permanents et 2 agents d'appui) est insuffisant par rapport au volume de travail requis surtout que l'établissement des plans des parcelles à la main prend beaucoup de temps. Elle constate aussi que les membres des commissions de reconnaissance collinaire (CRC) changent souvent avec les élections générales qui ont lieu tous les cinq ans. C'est dans ce cadre que 1 113 membres des nouvelles CRC viennent d'être mis en place après les élections collinaires de mai-août 2015. Ils nécessitent des formations de renforcement des capacités que le projet devra organiser avant la fin de l'année pour leur permettre d'être entièrement opérationnels. *La mission recommande au projet d'expérimenter le processus de certification et d'archivage électroniques au moyen d'un logiciel approprié qui permettrait aux bureaux d'être plus efficaces.*

77. En 2015, des agents fonciers et agents d'appui ont été formés sur: (i) l'utilisation de l'outil informatique en 2 sessions, l'une sur le Microsoft Word (22 participants), l'autre sur l'Excel (27 participants), et (ii) les techniques de gestion des conflits et la méthodologie de l'enquête parcellaire participative (27 participants).

78. En termes de certificats fonciers, les 7 SFC appuyés aujourd'hui par le projet ont enregistré, du premier janvier au 30 septembre 2015, 4 704 procès-verbaux de reconnaissance collinaire, 4 699 certificats édités, et 3 302 certificats délivrés, soit 70,3%, taux supérieur à 63,4% de 2014.

79. La mission constate encore une fois que les parcelles achetées font majoritairement objet de demandes de certificats fonciers alors que les parcelles héritées ne représentent qu'une faible proportion de ces demandes, de 10% à 15%. En raison de l'absence de cette indication dans les registres harmonisés, les SFC ont eu des difficultés à mettre en application la recommandation de 2014 visant à documenter davantage les demandes de certificats fonciers: quelle catégorie des ménages (superficie des parcelles), les bénéficiaires du projet et leurs catégories, les parcelles achetées ou héritées. *Le projet est invité à analyser les mesures à prendre pour mettre en application la recommandation dans le cadre de la mise en œuvre du financement additionnel du Projet, notamment en étudiant les cas où le chef de famille certifie tout son patrimoine avant de le léguer à ses descendants.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<i>Poursuivre la sensibilisation des IMF et des banques locales pour qu'elles accordent systématiquement des crédits aux agri-éleveurs présentant les certificats fonciers comme garantie</i>	<i>Projet/ACORD/CAPAD/OPP foncier</i>	<i>Continue</i>
<i>Intégrer dans l'accompagnement des bénéficiaires des crédits sur la base de certificats fonciers et mener avec d'autres acteurs une réflexion sur les défis majeurs en rapport avec l'hypothèque des certificats fonciers sur toute l'étendue du territoire</i>	<i>Projet/ACORD/CAPAD/OPP foncier</i>	<i>Continue</i>
<i>Analyser les mesures à prendre pour mettre en application la recommandation de 2014 visant à documenter davantage les demandes de certificats fonciers: quelle catégorie des ménages (superficie des parcelles), les bénéficiaires du projet et leurs catégories, les parcelles achetées ou héritées</i>	<i>Projet/OPP foncier/SFC</i>	<i>Mars 2016</i>

## Composante 2: Appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures

### Sous-composante 2. 1: Valorisation de la production agricole et accès aux marchés

80. Renforcer les capacités des coopératives à coordonner le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres: une nouvelle approche de structuration permettant le rapprochement des structures de production et de valorisation. Bien que les procédures furent lentes, le projet a procédé au recrutement du responsable de la composante en Juillet 2015 et adopté la nouvelle approche de structuration à partir des usagers des marais organisés en groupements, quartiers, périmètres et AUM. Cette nouvelle structure a permis de rapprocher les riziculteurs des coopératives et d'assurer la liaison entre la production et la valorisation. Ce rapprochement est concrétisé par la coexistence de deux membres dont un en charge de la production et un autre de la valorisation dans tous les comités d'exécution et à chaque niveau. Une communication en termes de besoins de production (intrants, main d'œuvre, etc.) et de la capacité de production entre les AUM et les comités de gestion des coopératives est en cours de mise en place. Cette communication facilitera l'accès au crédit intrants par les riziculteurs à travers les coopératives. Ces dernières pourraient également procéder à une estimation rapide du crédit commercial sur base des estimations de la production attendue.

81. La structuration des coopératives à partir des AUM a été renforcée par une très bonne collaboration entre les structures locales<sup>21</sup>, les prestataires de services (ACORD et CAPAD), les

<sup>21</sup>AUM et comités des coopératives.

responsables intensification et valorisation agricoles et la responsable en charge du volet finances rurales. Cette collaboration avec une très bonne communication a permis un renforcement endogène des capacités du personnel du projet et des ONG prestataires de services. Bien que ce processus soit au début, la mission encourage cette dynamique.

82. Une complémentarité des deux prestataires et le personnel du projet qui se met progressivement en place à l'avantage des producteurs: La forte collaboration observée entre ACORD (en charge de la structuration des producteurs pour la mise en valeur des marais) et la CAPAD (en charge de la structuration des riziculteurs pour la valorisation et la commercialisation du riz à travers les coopératives) et le personnel du projet constitue un atout: Dans presque tous les marais, les animateurs des deux prestataires de services participent ensemble à l'inventaire des besoins de production (intrants et main d'œuvre) par groupement, quartier, périmètre et marais. Ces besoins seront centralisés au niveau des coopératives pour la demande de crédit intrants. La mission apprécie cette dynamique où les membres des AUM sont en train de se positionner dans le maillon de la filière avec une augmentation du taux d'adhésion de 15,9% en 2014 à 27% en 2015 et un taux d'adhésion plus élevé dans les nouvelles coopératives où l'application de l'approche a été directe<sup>22</sup>.

83. Pour ne pas briser cette dynamique, la mission recommande au projet et aux prestataires de services de: (i) accélérer l'inventaire des besoins en intrants pour éviter le retard, (ii) établir une base de données montrant la liste des membres et groupements des AUM et leurs besoins de production pour la capitaliser dans l'avenir, (iii) accélérer le processus d'octroi des crédits aux riziculteurs à travers les coopératives pour que l'achat et la distribution effectifs des intrants soient réalisés avant la prochaine campagne rizicole. Pour la réalisation rapide de ces recommandations, le responsable de l'intensification agricole devra, dans les meilleurs délais: (iv) accélérer les démarches visant à obtenir le droit auprès du MINAGRIE de réaliser les commandes groupées d'engrais dans le cadre du «programme national de subvention des engrais». A terme, les mêmes structures seront appelées à estimer la production rizicole des marais membres des coopératives, le pourcentage de stockage pour anticiper sur la demande du crédit commercial.

84. Dans l'ensemble, une bonne progression des activités de renforcement des capacités pour la structuration et la gestion transparente des coopératives, avec un taux de réalisation physique oscillant entre 75% et 100%. Cependant, au moins 30% des activités de formation sont prévues au mois de novembre alors qu'elles étaient destinées à développer les capacités des membres dans la gestion technique des stocks, l'établissement des comptes d'exploitation, la gestion des risques et créer des opportunités pour la recherche des marchés d'écoulement du riz. Cette situation est liée au retard dans la signature du contrat de prestation de service par la CAPAD<sup>23</sup>.

85. Ces activités sont: (i) l'étude-analyse des comptes d'exploitation des maillons production, commercialisation et transformation et l'identification de pistes pour améliorer la compétitivité des productions locales et la mise en application de ses résultats, (ii) l'organisation de réunions d'information et de sensibilisation sur la chaîne de valeur riz et/ou maïs, (iii) l'animation de cadres de concertation entre acteurs au niveau national pour le développement des filières, (iv) les formations sur les techniques de stockage (province Kanyanza), (v) la formation/le recyclage sur la rentabilité, le suivi et l'évaluation des coopératives, (vi) l'organisation des fora provinciaux sur les coopératives, (vii) des ateliers d'échange d'expérience sur la production et la commercialisation du riz entre les coopératives, (viii) la formation en gestion des magasins, des unités de transformation et la maintenance de gestion des hangars. La mission trouve que la réalisation de toutes ces activités avant la fin de l'année risque de ne pas être atteinte. *Elle recommande au projet et à la CAPAD de prioriser ces activités, de veiller à une réalisation effective de ces activités avant la fin de l'année 2015 et de signer les contrats de 2016 au début de l'année.*

86. **Au niveau de l'assistance technique de la CAPAD**, en raison du retard dans la présentation du rapport financier pour le recouvrement, le taux de réalisation financière (25%) est de loin inférieur à celui des réalisations physiques (75%). *Pour faire face à cette incohérence, la CAPAD devra améliorer le rythme de vérification et de classement des pièces comptables justificatives pour une*

---

<sup>22</sup> Le taux d'adhésion aux coopératives rizicoles est de 48% dans les province Kanyanza contre 14% à Gitega et 15% à Karusi.

<sup>23</sup> La signature du contrat est intervenue au mois de juin 2015, obligeant la CAPAD à planifier plusieurs activités dans les deux derniers trimestres.

*préparation rapide des rapports financiers et de la facturation. Cette recommandation est d'autant pertinente que le PAIVA-B va rémunérer dans le cadre du financement additionnel les prestataires de services sur la base de contrats axés sur les résultats dans les jours à venir.*

87. **Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable):** Mise en place et fonctionnement des infrastructures de stockage du paddy: un objectif atteint. Au total sept hangars de stockage ont été déjà construits et cinq autres construits par le PRDMR ont été cédés aux coopératives bénéficiaires du PAIVA-B. Ces hangars ont une capacité de stockage estimée à 2180 tonnes<sup>24</sup>, inférieure à un tonnage à stocker attendu estimé à 3 100 tonnes (70,3%).

88. **Une nette augmentation des volumes stockés dans les hangars mais toujours inférieurs aux capacités en place.** A ce jour, la quantité de riz et de haricot stockée ne représente que 9% de la capacité de stockage (195 291 kg). Grâce à la nouvelle structuration, la quantité de riz stockée dans les anciennes coopératives (Bugendana, Mutaho, Gitaramuka et Bugenyuzi) a connu une forte augmentation de 39 194,5 kg en 2014 à 115 997 kg en 2015 (196%). La construction de nouveaux hangars et le fonctionnement des nouvelles coopératives a porté la quantité de riz stockée de 44 194,5 kg en 2014 à 147 443 kg en 2015 (234%). Une augmentation de la quantité de haricot en stock a été également observée (tableau 2).

**Tableau 2: Evolution de la quantité de riz stocké dans les hangars des coopératives du PAIVA-B**

Province	Commune	Nom de la coopérative	Quantité stockée (kg)								
			2012	2013			2014			2015	
			riz	riz	Maïs	Haricot	Riz	Maïs	haricot	Riz	haricot
Gitega	Bugendana	Dukore Twitezimbere	7 527	3 576,5			5.187,5		14.613	29.025	13.596
	Mutaho	Rema Twitezimbere			40.338		609,0		2.275	12.363	
Karuzi	Bugenyuzi	Dushigikiruburimi	8.683,5	19.575,0		12.523,0	22.298,0	4.623	14.000	50.099	4.252
	Gitaramuka	Shigikiruburimi	4.223,0	24.863,0		15.000,0	11.100,0	3.500	17.000	24.510	26.000
	Buhiga	Murimi Terimbere					5.000,0		9.800	11.450	4.000
	Muhanga	Murimi Kerebuka								13.240	
Kayanza	Rango	Dushirehamwe								6.756	
Total			12.906,5	44.438,0	40.338	27.523,0	44.194,5	8.123	57.688	147.443	47.848

89. En plus des avantages de warrantage, de vente de contre saison et de protection contre les vols, les membres des coopératives profitent de la réduction des coûts de stockage et enregistrent des revenus des stockages par les agriculteurs non membres<sup>25</sup>. *La mission recommande de tout mettre en œuvre pour que ces hangars soient remplis avec le paddy (ou autre produits) qui seront achetés par la coopérative. A cet effet, le rapprochement des coopératives aux IMF pour améliorer l'accès au crédit commercial reste indispensable. Par ailleurs, les animateurs de la CAPAD devraient aider les comités des coopératives à identifier les saisons des productions agricoles et l'évolution des prix du riz, du maïs et du haricot pour diversifier les produits à stocker et augmenter la rentabilité des hangars.*

90. **La gestion des stocks commerciaux est différente en fonction des coopératives et de leur niveau d'équipement.** Les coopératives équipées en décortiqueuses les ont mis en service et ajoutent de la valeur au paddy, tandis que celles qui ne le sont pas stockent et revendent le paddy. Dans la coopérative de Bugendana, le riz paddy a été acheté à 600FBU. Les membres espèrent vendre le riz blanc à 1100 FBU aux commerçants de la localité. Dans la coopérative de Bugenyuzi, le comité affiche une dynamique commerciale. En effet, la coopérative lance un appel d'offres local à travers les églises et les affiches sur les lieux publics. Au mois de septembre, elle avait déjà vendu 20% du stock à raison de 1100 FBU par kg de riz blanc et a déjà identifié un client pour le stock restant à 1150 FBU. A défaut d'une décortiqueuse, la coopérative de Rango a acheté du riz paddy à raison de 550 FBU pour le vendre à 630 FBU le kg après une période de 2 mois. La mission note la nécessité d'accompagnement des coopératives à la gestion des risques et à faire face à la compétitivité tout en assurant un marché à haute valeur ajoutée. La mission recommande donc à la CAPAD de collaborer avec les services statistiques du MINAGRIE pour: (i) suivre de près l'évolution mensuelle des prix du riz dans les différentes provinces du pays en général et celles du projet en particulier pour déterminer les périodes et les lieux propices à l'écoulement du riz, (ii) établir les circuits de commercialisation du riz produit localement et celui importé et, (iii) identifier les facteurs de

<sup>24</sup> Le septième hangar prévu dans le PTBA 2015 d'une capacité de 180 tonnes a été déjà construit et il est fonctionnel.

<sup>25</sup> Les frais de stockage sont équivalents à 4% de la quantité de riz ou de haricot stockée par les agriculteurs non membres.

*compétitivité pour aider les coopératives à les prendre en considération. En collaboration avec les responsables valorisation et financement rural, la CAPAD devra accompagner les coopératives pour estimer et avoir le crédit commercial à temps.*

**91. Une nécessité de prévoir l'extension des hangars de stockage et des aires de séchage.** A moyen terme, l'augmentation continue du taux d'adhésion et l'amélioration attendue de l'accès au crédit intrants pour une augmentation de la production agricole vont aboutir à une augmentation importante des quantités de riz stocké. Cette dernière devra sûrement dépasser les capacités des hangars stockage et des aires de séchage mis en place. La mission estime que le taux actuel de stockage par les membres (30%) connaîtra un accroissement substantiel lié à la diversification des produits que les coopératives pourront offrir. *Pour ce faire, la mission recommande au projet de faire les estimations des productions rizicoles attendues pour en déduire les besoins en volume des hangars et des aires de stockage. Cette estimation sera assurée par le responsable intensification agricole du PAIVA-B en collaboration avec les animateurs d'ACORD à travers les comités de gestion des marais en général et les membres en charge de la valorisation en particulier. Elle sera communiquée aux membres des coopératives pour leur permettre d'estimer les besoins en crédit commercial.*

**92. Une amélioration de l'utilisation rationnelle des décortiqueuses nécessaires.** Les décortiqueuses mises en place auprès des coopératives de Bugenyuzi (1), de Gitaramuka (1), de Bugendana (1) et de Mutaho (1) ont les mêmes caractéristiques et sont conçues pour fonctionner sur l'énergie électrique avec possibilité de recours à un groupe électrogène. Leur capacité de décortication, certes supérieure par rapport aux volumes attendus, est de l'ordre de 2 tonnes/heure. Ces décortiqueuses pouvant fonctionner un minimum de 8 heures/jour pendant 20 jours par mois et pendant au moins 8 mois par an, correspondent à un volume de paddy pouvant être décortiqué de 2 560 tonnes ou l'équivalent d'une superficie de marais de 840 ha sur base d'un rendement moyen de 5 tonnes/ha dont 40% réservés à l'autoconsommation et 60% au stockage/décortication. Une cinquième décortiqueuse est en commande pour la coopérative de Rango. En raison du retard des contributions (1 200 000 FBU) des membres pour l'alimenter en électricité, la décortiqueuse de Mutaho reste non fonctionnelle.

**93.** Le délestage en milieu rural et le faible accès à l'électricité publique occasionne une importante diminution de la capacité de décortication. Le fonctionnement des décortiqueuses exige une consommation importante du courant et perturbe la distribution communale du courant et le fonctionnement des autres décortiqueuses de la localité. A Bugenyuzi, ce problème oblige l'alternance de fonctionnement (2 jours par semaine: soit une réduction de 60% du niveau de rentabilité estimée). D'Octobre 2014 à fin Septembre 2015, 113 311 kg contre une capacité potentielle de 2 560 000 kg (4%) ont été décortiqués et à des prix variant entre 40 FBU/kg pour les membres et 50 FBU/kg pour les non membres.

**94.** La qualité de décortication par ces machines est de loin supérieure à celles de privés. Le rendement varie de 68% (pour le riz à grain court) à 72% pour le riz à grain long contre 65% et 70% pour les autres machines locales. Le taux de brisure n'est estimé qu'à 5% et celui du son de riz à 12,5%. La qualité de décortication fait que les commerçants des localités font décortiquer le riz par les machines des coopératives. Environ 60% de la quantité de riz décortiquée appartient aux commerçants et 40% aux petits agriculteurs membres. Par exemple, le fonctionnement de la décortiqueuse de Bugenyuzi a permis aux membres des coopératives de rénover le hangar l'abritant et de faire des économies équivalentes à 2 400 000 FBU avec un stock important du son de riz à un prix de 200 FBU le kg.

**95.** La mission trouve que les gestionnaires des décortiqueuses ont été formés sur la technique d'utilisation. Elle recommande aux membres des coopératives de prendre les précautions nécessaires pour garantir un volume maximum du paddy avant d'établir un calendrier de décortication tenant compte des opportunités de stockage, d'existence des marchés du riz blanc et de la disponibilité du courant de la REGIDESO. Pour augmenter leur rentabilité, la mission recommande aux membres des coopératives d'équiper les décortiqueuses des outils permettant la diversification des produits à décortiquer (riz, le maïs et le sorgho). L'écoulement du son de riz devrait être réalisé à travers des accords de partenariat entre les coopératives laitières et rizicoles.



96. Assurer les besoins de financement des coopératives et des groupes de caution solidaire à travers les mécanismes de garantie auprès des IMF. Le PTBA 2015 prévoit cinq activités dont quatre ont été réalisées (80%). La formation des agents de crédit de la FENACOBU sur les produits financiers est prévue au mois de Novembre 2015.

97. **Pour les financements ruraux**, 5 sur 7 coopératives<sup>26</sup> (71,4%) en sont déjà bénéficiaires. Trois sortes de produits financiers sont proposées aux bénéficiaires du PAIVA-B. Il s'agit des crédits aux membres des coopératives donnés sous forme de: (i) crédit intrants et (ii) crédit commercial, et (iii) ceux donnés aux GCS dans le cadre des CDFC. En 2014, cinq coopératives des provinces Karusi et Gitega ont reçu des crédits pour un montant de 195 249 150 FBU contre 11 886 400 FBU en 2013. Cette forte augmentation est liée à l'adhésion progressive des membres aux coopératives grâce à l'adoption de la nouvelle structuration et à la forte collaboration entre ACORD, CAPAD et la FENACOBU (tableau 3).

**Tableau 3: Evolution des crédits octroyés aux GC des coopératives des provinces Gitega et Karusi**

Commune	Coopérative	2012	2013	2014
Gitaramuka	Shigikiruburimi	17064500		23460400
Bugenyuzi	Dushigikiruburimi	9796800	11886400	84590900
Buhiga	Murimi Terimbere			30942750
Bugendana	Dukore Twitezimbere	17942000		24318300
Mutaho	Rema Twitezimbere	26629900		31936800
<b>Total</b>		<b>71433200</b>	<b>11886400</b>	<b>195249150</b>

98. Ce montant connaîtra une augmentation importante au cours de l'année 2015 grâce à l'actuelle campagne d'enregistrement des besoins pour le crédit intrants. La mission encourage fortement l'approche suivie par le projet et les prestataires de services. La disponibilité du crédit intrants permettra l'augmentation de la productivité et la production rizicoles. Celle-ci aboutira à un niveau de stockage et de commercialisation élevé permettant aux membres d'avoir une garantie pour contracter des crédits commerciaux consistants et d'enregistrer des intérêts leur permettant de diversifier les services à offrir aux membres. La mission constate que le niveau de remboursement des crédits contractés par les membres des coopératives est très satisfaisant (90%) (tableau 4).

**Tableau 4: Pourcentage de remboursement des crédits octroyés de 2014 à fin Septembre 2015**

Commune	Coopérative	Crédits débloqués	Montant dû (C+I)	Montant déjà remboursé (C+I)	Tx de remboursement %	Crédits encours
Gitaramuka	Shigikiruburimi	22 665 500	26 275 648	25 487 379	97	788 269
Bugenyuzi	Dushigikiruburimi	84 590 900	95 630 371	82 242 119	86	13 388 252
Buhiga	Murimi Terimbere	31 737 650	34 655 940	23 164 474	67	11 491 466
Mutaho	Rema Twitezimbere	31 936 800	36 923 248	36 923 248	100	0
Bugendana	Dukore Twitezimbere	24 318 300	27 236 496	22 846 499	84	4 389 997
<b>Total</b>		<b>195 249 150</b>	<b>220 721 703</b>	<b>190 663 719</b>	<b>90</b>	<b>30 057 984</b>

99. L'entretien avec le Directeur Général de la FENACOBU semble éclaircir les besoins en financement agricole. Il est évident que garantir les crédits intrants assure une bonne production agricole et un stockage important pouvant servir de garantie pour le crédit commercial. Le crédit intrants rizicoles affiche moins de risque du moment que les marais sont aménagés et la gestion de l'eau assurée. Bien que les agriculteurs aimeraient avoir des crédits intrants sur les cultures de maïs et de haricot sur colline, la variabilité climatique augmente les risques financiers et crée une hésitation auprès des IMF pour ces produits financiers. La FENACOBU a plus de capacités financières et une plus grande couverture géographique que les autres IMF. Elle n'exige pas de ligne de crédit pour améliorer l'accès au crédit par les ménages pauvres, cible du FIDA. La mission recommande au PAIVA-B de: (i) *poursuivre les activités de financement rural pendant au moins six mois dans l'ancienne zone et continuer dans la nouvelle*, (ii) *favoriser la collaboration avec la FENACOBU*, (iii) *prêter une attention particulière afin de garantir de manière satisfaisante les crédits intrants*, et (iv) *entamer des démarches de négociation pour une suppression progressive des garanties au crédit commercial car les stocks de riz servent de garantie en nature*.

<sup>26</sup> Les 9 coopératives initialement prévues ont été réduites à 7 coopératives car il n'y a pas de coopératives à Cibitoke faute de marais rizicole.

100. **Concernant les CGS encadrés par les CDFC:** En raison de l'indisponibilité des fonds, le taux de réalisation de l'activité est très faible pour toutes les années (23%) (tableau 5).

**Tableau 5: Taux de réalisation des financements pour les GCS**

Années	Prévisions	Réalisation	%	Montant	Taux de remboursement
2012	132	12	9%	7 174 000	95%
2013	50	0	0%	0	0
2014	52	18	35%	27 870 000	100%
2015	101	48	48%	37 890 000	0% <sup>27</sup>
Total	335	78	23%	72 934 000	

101. Le changement d'approche proposé par les conclusions d'une étude a occasionné des malentendus entre le PAIVA-B et la FENACOBUR qui a conduit à la suspension de l'activité en 2013. Les crédits en faveur des GCS destinés majoritairement aux femmes sont principalement affectés dans le petit commerce. Cette activité leur a permis d'augmenter les revenus, l'accumulation des biens et la satisfaction des besoins vitaux. Le kit en soi a été évalué comme adéquat pour aider les ménages sans terre à sortir de leur pauvreté. La mission trouve que les réalisations dans l'ancienne zone restent insuffisantes par rapport à la demande. *Elle recommande au projet de poursuivre cette activité dans toute sa zone et même l'ancienne zone pendant au moins 6 mois. Elle estime que, dans les provinces Gitega et Karusi, le PAIVA-B pourrait confier la mise en œuvre de l'activité au PRODEFI (par le transfert des fonds, l'activité étant toujours assurée par la responsable genre des projets FIDA).*

102. **Une bonne production laitière en besoin de valorisation rentable:** A ce jour, 4531 femelles sont enregistrées dans la CSCB du projet. L'analyse de la composition de l'unité zootechnique montre que 28,3% de ces femelles sont en lactation avec une production laitière de 4,6 litres par jour et de 1 104 litres par lactation. Sans tenir compte de la production du lait par les éleveurs non bénéficiaires habitant la zone du projet, au moins 5 899,8 l/jour sont produits dont 3 109,2 l (52,7%) vendus, 247,8 l (4,2%) échangés contre le fourrage et 2542,8 l (43,1%) autoconsommés. Environ 1 415 941,82 l de lait sont annuellement produits par les bovins de la CSCB. Cette production nécessite une sécurisation pour être affectée de façon rentable vers les marchés à haute valeur ajoutée. Celle-ci n'étant pas équitablement bien répartie, le problème d'écoulement de lait est plus ressenti pendant la saison sèche et surtout dans les localités où le système de collecte de lait n'est pas bien fonctionnel en raison de l'éloignement des zones de production, de l'absence ou du délestage du courant, de la mauvaise gestion, de l'absence du marché local, etc. Dans presque toutes les localités, une partie<sup>28</sup> du lait traite la matinée est concernée par la vente. La province Kayanza enregistre la production laitière la plus élevée (1799,1l/jour) suivie de celle de Karusi (1784,8 l/j)(tableau 6).

**Tableau 6: Estimation de la capacité de production laitière journalière par province**

Provinces	Effectifs des femelles	Production laitière journalière	CCL
Gitega	958	1247,1	2
Karusi	1371	1784,8	2
Kayanza	1382	1799,1	0
Cibitoke	820	1067,5	0
<b>Zone du projet</b>	<b>4531</b>	<b>5898,5</b>	

103. Des contraintes liées à l'éloignement des CCL par rapport aux zones de production<sup>29</sup> et de délestage du courant ont été relevées lors de la précédente mission de supervision. Certes, la construction future des CCL par le PRODEFI constitue un atout pour désengorger le lait des vaches distribuées par le PAIVA-B. Toutefois, la mission constate que ces contraintes restent d'actualité. Elle recommande ainsi au projet: (i) de tenir compte de l'implantation des CCL lors des prochaines distributions des bovins (collines proches), (ii) installer, sur le financement additionnel, de petits CCL

<sup>27</sup> Crédit récent dont le remboursement commence avec le mois de novembre 2015.

<sup>28</sup> Les 52,7% reste toujours inférieur à la quantité de lait trait le matin qui représente théoriquement 60%.

<sup>29</sup> Par exemple le CCL de Mururi est éloigné de la zone de production constituée des collines Gitongo, Carire, Runyeri et Gaterama, les prévisions de construction du CCL au nord de la province Karusi qui est éloignée des collines Kabwira, Rusasa, Mugoboka, Ruharo et Bugenyuzi.

*dans les zones en besoin équipés d'énergie solaire<sup>30</sup> et (iii) réhabiliter les pistes reliant les CCL aux routes principales et aux zones de production afin de diminuer les coûts et le temps de transport pour réduire la compétitivité.*

104. Bien que le PARSE ait mis en place les centres de collecte de lait dans les communes Bugendana et Gitaramuka, le délestage du courant, le contexte électoral et la mauvaise gestion ont limité la capacité de commercialisation du lait des membres des coopératives. Par exemple, la coopérative laitière de Bugendana qui, initialement, parvenait à écouler une quantité de lait variant entre 200 et 350 litres par jour, a dû fermer suite au vol de l'argent<sup>31</sup> dont la gestionnaire serait la principale responsable suite à une faible capacité de contrôle des membres du comité due à leur faible niveau de formation. A partir de juillet 2015, la capacité de commercialisation du CCL de Gitaramuka a été réduite suite à la mauvaise gestion et à la démotivation des éleveurs membres. Cette dernière est due à la présence de 30% des membres non éleveurs qui veulent profiter des dividendes à la fin de l'année sans apport de lait. Cette situation a obligé la majorité des éleveurs à renouer les contrats avec les collecteurs privés. Malheureusement, ces derniers font parfois une concurrence déloyale ne respectant pas la qualité de lait et soumettant parfois les éleveurs à des risques d'impayés<sup>32</sup>. *Face à cette situation, la mission recommande au projet: (i) d'accompagner les coopératives laitières dans la restructuration pour inclure dans les comités de gestion des jeunes suffisamment formés et aptes à réaliser les contrôles, (ii) d'assister les membres dans les démarches entreprises pour recouvrer les montants volés, (iii) de les aider pour la reprise des activités et cela en collaboration étroite avec le PRODEFI<sup>33</sup> et, (iv) de contracter en collaboration avec les autres projets une assistance technique internationale pour la structuration de la filière lait.*

105. A l'avenir, les gestionnaires seront soumis à des contrats rédigés par les membres des coopératives incluant une période d'essai. Ils pourront appuyer les comités de gestion des coopératives dans le suivi de la comptabilité (entrées et sorties). Le retrait de l'argent sera conditionné par la rédaction d'un rapport de réunion des membres de la coopérative dûment signé par les participants et visé par les membres du comité de surveillance. Le retrait sera réalisé avec au moins deux signatures des membres du comité.

106. Malgré l'existence d'une forte production de lait dans les zones de concentration, très peu de chefs de ménages pensent acheter le lait pour leurs enfants. Pourtant, la population reconnaît que l'achat de la bière locale est régulier chez les hommes et que, dans la zone du projet, il existe plusieurs enfants exposés à la malnutrition. *La mission recommande aux animateurs de ACORD en collaboration avec le projet de réaliser des sensibilisations de la population locale pour augmenter la consommation locale du lait en vue de réduire la malnutrition infantile.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder à l'inventaire des besoins en intrants pour aider les membres des coopératives à avoir le crédit avant la prochaine saison rizicole (constituer une base des données pour faciliter la planification dans l'avenir)	Projet/ACORD/CAPAD/DPAE/MINAGRIE	Immédiat
Négocier avec la FENACOBU la suppression progressive des garanties de stock commercial	ACORD/Projet/DPAE/CDC	Continue
Procéder à la restructuration des coopératives laitières pour réduire la mauvaise gestion	Projet/PRODEFI/ACORD	Décembre 2015
Réaliser les formations et sensibilisation pour l'augmentation de l'achat et la consommation locale du lait	Projet/ ACORD/Administration locale	Continue

<sup>30</sup> C'est notamment le cas pour la province Cibitoke en vue de sécuriser le lait dont la consommation locale et par les passagers est importante.

<sup>31</sup> Selon les membres des coopératives, entre 7,5 et 9 millions de FBU ont été volés par la gestionnaire.

<sup>32</sup> Les collecteurs privés refusent parfois de payer les éleveurs en disant qu'ils ont trouvé que le lait était périmé sans équipement de vérification à la collecte.

<sup>33</sup> Cette collaboration est nécessaire car le PRODEFI sera responsable de la gestion du CCL Bugendana et dans l'avenir, le PAIVA-B devra rétrocéder la gestion du CCL de Gitaramuka au PRODEFI avant de se désengager dans les provinces Gitega et Karusi.

## **Sous-composante 2.2. Infrastructures rurales**

**107. Des travaux de réhabilitation et d'entretien de pistes nécessaires.** Le financement additionnel du projet n'ayant pas encore été mobilisé, aucune piste identifiée principalement dans les communes Muhanga et Rango n'a été réhabilitée. Dans le cadre du financement additionnel, un DAO pour les études techniques de réhabilitation des pistes a été confectionné et publié et le processus d'évaluation des offres est cours.

**108. Des travaux de construction d'aires de séchage, de hangars de stockage et de latrines bien avancés.** Débutée en 2014, la réfection de 4 aires de séchage, dont deux respectivement dans les communes Gitaramuka et Bugendana est terminée et la réception provisoire des travaux a eu lieu au mois de février 2015. Un hangar de stockage et une aire de séchage ont été construits dans la commune Buhiga et la réception provisoire a été prononcée. Sont également en cours de construction 11 latrines à proximité des hangars de stockage des provinces Gitega et Karusi. Toujours dans le cadre du financement initial, sont en cours d'attribution les marchés de construction d'un hangar de stockage, d'une aire de séchage, d'un abri pour décortiqueuse et d'une latrine dans la commune de Rango d'une part, et d'un hangar de stockage, d'une aire de séchage et d'une latrine à Muhanga d'autre part.

**109. Des équipements de décortiquage à compléter:** Il était prévu de doter les coopératives de Buhiga, Muhanga et Rango d'équipements de décortiquage. Sur le financement initial, le PAIVA-B équiperait seulement la coopérative de Rango en décortiqueuse améliorée et l'analyse des offres est en cours. La coopérative de Muhanga sera équipée par le PRODEFI. Il a été jugé inopportun d'installer une décortiqueuse à Buhiga alors que le PRODEFI prévoit une mini rizerie dans la province de Karusi en 2016.

## **Composante 3: Facilitation de la mise en œuvre et coordination**

**110. Suivi-évaluation:** le service SE effectue régulièrement le suivi-évaluation des réalisations techniques et financières du projet. Les agents des prestataires de services de l'ONG ACORD, de la CAPAD, de l'expert foncier et des structures publiques déconcentrées comme les DPAE et les CDFC collectent les données de SE sur terrain. Les responsables provinciaux vérifient les données collectées qui sont ensuite saisies par 2 agents affectés dans les provinces Gitega et Karusi. Avant son prochain désengagement dans ces 2 provinces, le projet remettra aux DPAE concernées et à l'administration un tableau actualisé des investissements physiques réalisés afin que ces structures publiques assurent le suivi des acquis du projet.

**111.** Les activités habituellement réalisées par le SE ont porté sur l'élaboration participative du PTBA, l'élaboration des rapports périodiques d'activités, l'élaboration des conventions de collaboration avec les prestataires de services et le suivi de leur mise en œuvre, les visites de suivi de la mise en œuvre des activités, l'organisation des visites d'échange inter-collinaires et intercommunales, le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la précédente mission de supervision, les activités de communication, de gestion des savoirs et de visibilité ainsi que l'actualisation en cours de la cartographie par colline et commune des réalisations du projet. Deux émissions, l'une sur la filière riz et l'autre sur la CSCB, ont été radiodiffusées. Les TDR pour la réalisation d'un film documentaire sur les réalisations du projet ont été élaborés et publiés.

**112. Cadre logique et tableau des coûts:** pour l'élaboration des programmes de travail et budgets annuels (PTBA) et le suivi de leur exécution, le projet exploite le cadre logique et le tableau des coûts du projet ajustés et désagregés suivant la même structure à la RMP. Le rapprochement de l'exécution technique et financière est actuellement possible mais n'est pas encore automatiquement généré par le logiciel TOM2PRO utilisé par le RAF.

**113. PTBA 2015.** Le PTBA 2015 a été produit et transmis à temps. Il va faire l'objet de deux révisions, la première en août et la deuxième en cours, pour tenir compte des coûts réels des principales rubriques de dépenses.

**114. Rapportage:** les rapports d'activités (mensuels, trimestriels et annuels) du projet produits, et soumis préalablement à l'examen du Comité Technique sont transmis à temps au Gouvernement et au FIDA.

**115. Conventions de collaboration avec les prestataires de services:** les conventions avec différents prestataires de services (ACORD, CAPAD, ISABU, PARSE, CDFC, Consultants nationaux CEP et foncier, FENACOBUR) ont été reconduites pour l'année 2015. La mission constate que le PAIVA-B, compte tenu du contexte de clôture maintenu par la RMP, a maintenu l'ancien système de contractualisation et n'a pas encore intégré l'approche de prestation des services axés sur les résultats. *A cet effet, lors de la révision des contrats dans le cadre du financement additionnel, le projet devra tenir compte de la nouvelle approche de structuration pour affiner les contrats de prestation de services afin de consolider la collaboration et faciliter la complémentarité des différents intervenants.*

**116.** La mise en œuvre par le PRODEFI des contrats de prestation de services basés sur les performances commencent à produire des résultats visibles et à dégager des économies d'échelle au niveau des frais de fonctionnement et en faveur d'activités physiques. *Le PAIVA-B est invité à adopter la même approche dans le cadre du financement additionnel.*

## **D. État d'avancement de l'exécution du projet**

**117. Exécution physique et financière du PTBA 2015.** Au 30 septembre 2015, la Composante 1 «Renforcement et Protection du Capital Productif» représente 65,9% du total des réalisations financières du projet alors qu'à cette date, 75% du temps s'est écoulé. Les deux sous-composantes «aménagement du capital productif et sécurisation foncière» et «intensification de la production agricole» dégagent des taux respectifs de 65,5% et 66,0%. Malgré quelques ajustements comptables et budgétaires, ces derniers taux restent néanmoins légèrement en deçà des espérances et des attentes attendues et sont inférieurs aux taux de réalisations physiques qui se situent aux environs de 67-68%.

**118.** Pour la composante 2 «Valorisation de la production», le taux de réalisation financière est jugé faible et s'établit à 40% avec toutefois un taux plus favorable de 47,5% pour les infrastructures rurales que pour le taux de la valorisation agricole qui n'est que de 36,1%.

**119.** Pour la Composante 3 «Facilitation de la mise en œuvre et la Coordination», le taux des réalisations financières est de 76,9% tout à fait comparable aux réalisations physiques.

**120.** Globalement, pour l'année 2015, les taux de réalisations financières, quelles que soient les composantes et sous-composantes, sont légèrement plus faibles par rapport à ceux réalisés à la même époque en 2014 et par rapport au temps écoulé et doivent inciter le projet à intensifier et à accélérer drastiquement toutes les opérations prévues au cours du dernier trimestre 2015 voire à rattraper le retard accumulé; en particulier, les opérations menées par les partenaires (ACORD et CAPAD) et pour la sécurisation foncière dont cependant un grand nombre d'activités sont programmées au cours du dernier trimestre 2015.

## **E. Aspects administratifs et fiduciaires**

**121. Gestion financière.** La mission note que la gestion financière est saine et transparente. Les opérations comptables ont été mises à jour régulièrement. En outre, toutes les écritures comptables passées depuis le démarrage du projet, en 2009, ont été revues en vue de leur rapprochement avec les montants demandés en remboursement au FIDA (DRF). Cette opération qui n'est pas encore finalisée permettra désormais l'automatisation des DRF par le système TOM2PRO. Le PAIVA-B en est à sa deuxième phase le conduisant vers son achèvement au 31 décembre 2015 avec une clôture qui était prévue au 30 juin 2016 qui seront toutefois reportés grâce à l'octroi d'un financement additionnel (Top-Up) de 20 millions USD. Au 30 septembre 2015, les ressources financières disponibles s'élèvent à 2,22 millions USD et sont suffisantes pour la réalisation des activités prévues à cet effet.

**122. Décaissements:** A la date du 30 septembre 2015, le décaissement effectif, toutes sources de financement confondues, s'élève à 21,308 millions USD, soit un taux de décaissement global de 73 % sur un financement total de 29,172 millions USD. Ce dernier montant est obtenu à partir du calcul au taux moyen du DTS par rapport à l'USD. Le taux de réalisation du don FIDA est de 85 %, du don de l'UE 100%, du PAM 31,4%, de la contrepartie du Gouvernement 20%, de la contribution des bénéficiaires 110% et le don canadien 90%. Il est déjà acquis à la date de la mission que le PAM a réussi à mobiliser plus de 50% des ressources prévues pour l'année 2015. Le faible taux d'exécution de la contrepartie du Gouvernement est due à la surestimation du budget (3,400 millions USD) par la mission de formulation du projet.

**123. Décaissements sur le fonds FIDA.** La situation du décaissement du don FIDA en DTS est de 86,5%, soit un montant de 8,047 millions DTS, y compris des engagements estimés à 61.407,2 DTS qui seront repris dans les DRF ultérieures. Le taux effectif de décaissement tenant compte de la trésorerie disponible au 30/09/2015 est de 82,9%.

**124. Décaissements par catégories.** Les détails des décaissements par catégorie se présentent comme suit:catégorie I "Travaux de génie Civil et rural" avec un taux de 78%; catégorie IIa "Matériel et équipements" de 119,5%; catégorie IIb "Cheptel" de 95,6%; catégorie III "Véhicules" de 70,7%; catégorie IV "Assistance technique et études" de 99,6 %; catégorie V "Formation et information" de 79,5%; catégorie VI "Fonds d'appui" de 21,4%; catégorie VIII "Prestation et services" de 91,3%; catégorie IXa "salaires et indemnités" de 131,3% et catégorie IXb "Entretien et fonctionnement" de 156,6%. A l'analyse des différents taux de décaissement par catégorie, on note que: (i) la consommation du fonds alloué à la catégorie VI "Fonds d'appui" est très faible; (ii) par contre la catégorie IIa "Matériel et équipements" accuse un dépassement de 19% tandis que les catégories Ixa "Salaires et indemnités" et IXb "Entretien et Fonctionnement" accusent des dépassements inacceptables de 31% et 56%. Heureusement, une réallocation des ressources financières disponibles (le non alloué pour un montant de 690 000 DTS et prélèvement sur les catégories excédentaires: I, III, V et VI) a été permise permettant de relever les catégories déficitaires d'une manière substantielle.

**125. Financement de la facilité alimentaire (FAUE).** Le financement de l'Union Européenne a été décaissé en totalité et le financement est clôturé avec succès en fin de 2011.

**126. Financement de la contrepartie du Gouvernement (GdB).** La contribution du Gouvernement est constituée par le remboursement des exonérations des droits de douane et autres taxes sur les acquisitions de certains biens et services et le paiement des loyers du bâtiment qui abrite le projet. Le montant total cumulé de la TVA remboursée au 19 juin 2015 s'élève à 368 803 598 FBU. Au 30 septembre 2015, un montant de 10 276 453 FBU reste à percevoir pour les mois de juin à septembre 2015. En moyenne, le nombre de jours entre la date de demande de remboursement et celle du remboursement est de l'ordre de 65 jours contre 96 jours en fin 2014. Ainsi, combiné avec les autres contributions, le taux de décaissement du financement du gouvernement s'établit à 20,0%.

**127. Financement du PAM.** Le montant décaissé sur le financement cumulé du PAM se chiffre à 4,650 millions USD avec un taux de décaissement de 31,0 %. Il est à noter que la contribution apportée au mois d'Août 2015 est évaluée à 76,4 millions FBU équivalant à 49 295 USD.

**128. Apports des bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires atteint un chiffre record de 2 315 350 000 FBU, soit 1 537 millions USD sur une prévision initiale de 1 406 millions USD, soit un taux de 110%.

**129. Demande de retraits de fonds DRF et DPD).** En date du 7 octobre 2015, depuis le démarrage du projet, le PAIVA-B a émis 37 DRF et DPD confondues pour un montant total équivalant à 11 520 938,38 USD et à 7 614 540,60 DTS. Les dernières DRF, du N° 32 à 37, sont payées en moyenne sur 18 jours. Il faut rappeler que le PAIVA-B ne fonctionne que sur les fonds du FIDA car tous les cofinancements (contributions UE et canadienne) sont complètement épuisés et clôturés. La DRF 38 dont le montant s'élève à 229 401,82 DTS (soit environ 321 253 USD) est finalisée et prête à l'envoi tandis qu'une DRF N° 39 est en cours de préparation mais le montant actuel (95.318 DTS) est toujours inférieur au montant requis de 300 000 USD, soit 30% de l'avance initiale. La ponctualité

avec laquelle les DRF sont émises et leur traitement rapide constituent une source majeure d'une excellente liquidité observée dans le projet.

**130. Compte spécial.** L'état de rapprochement du compte spécial FIDA au 01 septembre 2014 se présente comme suit en USD.

**Tableau 7: Reconstitution de l'avance initiale au 01/09/2015 en USD**

Rubriques	Montant en USD
<b>Avance initiale</b>	<b>1 000 000,00</b>
Solde du compte spécial	283.618,73
Solde du compte d'opérations + solde de caisse	9.923,59
<b>Trésorerie totale au 01/09/2015</b>	<b>293.542,29</b>
DRF n° 38 en cours de préparation	322.909,86
DRF en instance de traitement et de paiement	313.843,97
Total	<b>930.296,12</b>
Ecart à justifier	<b>69.703,88</b>
<b>Justification de l'écart</b>	
TVA en attente de remboursement par l'OBR	13.608,32
Montant retenu par le FIDA sur DRF 34, 36 et 37 pour saturation de catégorie de dépense	56.095,56
<b>Total</b>	<b>1 000 000,00</b>

**131. Situation de la trésorerie.** La trésorerie est à un niveau encore satisfaisant bien que le taux ne soit que de 30% mais une DRF est en instance de réception pour 313 843,58 USD.

**132. Exécution budgétaire du PTBA 2015.** Le taux d'exécution du PTBA 2015 au 30 septembre 2015, en termes de décaissement, se situe à 63,51% tous financements confondus. Les décaissements dans le PTBA du projet s'élèvent à 2 789 milliards de FBU (1 799,8 millions USD) en ce compris des engagements pour 189,3 millions FBU contre un budget de 4 392 millions FBU (2 834,0 millions USD). Sans ces engagements, le taux s'établirait à 59,2%. Par bailleur de fonds, on relève que le taux d'exécution du PTBA pour le FIDA s'établit à 62,56%, pour le PAM, ce taux est de 66,67%, pour le Gouvernement du Burundi, le taux est de 57,48% tandis que les bénéficiaires réalisent un taux de 136,91%. On relève, d'une part, parmi les engagements, des dépenses non encore enregistrées en provenance des partenaires ACORD et CAPAD ainsi que la construction et la réhabilitation d'un magasin de stockage et d'aires de séchage de riz. Mais, d'autre part, ces taux résultent également d'une révision à la baisse de certains budgets comme ceux relatifs aux achats de bovins (clôture avec une économie de plus de 200 millions FBU) et au marché de consolidation des travaux d'aménagements des marais dont l'exécution est prévue dans le cours du quatrième trimestre.

**133. Dispositions de l'accord de don.** Les différentes dispositions de l'accord de don sont respectées en ce qui concerne la gestion des comptes du projet, le respect des procédures de passation de marchés et la remise des rapports d'audit.

**134. Revue des SOE (Etats certifiés des dépenses).** La mission a passé en revue une partie des dépenses présentées en DRF de la période dans les états certifiés de dépenses. Il s'agit des dépenses figurant dans les DRF N° 30 à 37. Après la revue par sondage, la mission n'a pas relevé d'anomalies significatives. La mission a noté que les pièces justificatives sont adéquates et bien classées.

**135. Comptabilité.** La comptabilité du projet est tenue à jour sur la nouvelle version du logiciel "TOM2PRO pour laquelle tout le staff du service administration et finances a suivi une formation. *La mission recommande toutefois qu'une formation complémentaire soit dispensée pour une meilleure opérationnalité des nouvelles fonctions offertes par cet outil de gestion.* A présent, les codes analytiques sont correctement imputés. L'analyse des dépenses par composante, sous-composante, volet, activité et catégorie est actuellement réalisée par le projet de même que la comptabilisation des engagements. L'état d'exécution budgétaire est produit automatiquement par le logiciel. Cependant, les DRF ne le sont pas encore, elles sont toujours établies manuellement sur le tableur Excel alors

que le logiciel fournit les fonctionnalités nécessaires pour ce faire. *La mission réitère et recommande qu'un appui soit apporté au service financier et comptable du projet pour l'élaboration des DRF de façon automatique.*

**136. Le manuel d'exécution du projet (MEP).** La version du Manuel d'Exécution du Projet (MEP) dans lequel sont intégrées les procédures comptables et financières n'a pas été mise à jour comme recommandé par la dernière mission de supervision. La mission recommande le recrutement d'un consultant local pour cette mise à jour souhaitable avec l'accord de financement complémentaire du Top-Up et devrait porter sur les procédures de gestion du personnel (les fiches de poste et les Termes de Référence), le règlement d'ordre intérieur 2013 et les nouvelles circulaires de l'ARMP de Mai 2015 en matière de passation des marchés.

**137.** Par contre, la mission note avec satisfaction que de nouveaux contrats de travail du personnel ont intégré les modifications importantes compte tenu du nouveau ROIH ainsi que les modifications survenues sur le plan fiscal.

**138. Contrôle interne.** Le projet a mis en place des outils adéquats tels que la nouvelle fiche d'imputation des dépenses, le plan analytique révisé pour la bonne gestion et l'atteinte des objectifs qu'il s'est assignés. Cette fiche d'imputation est très importante et facilite l'enregistrement des opérations financières. Elle renseigne également sur la catégorie de dépenses, la composante et la sous-composante et constitue le point de départ de la réalisation de toute activité.

**139. Gestion des ressources humaines.** Le projet comprend désormais au total 22 agents permanents soit un de plus que l'an dernier. Au cours de l'année 2015, le projet a en effet recruté le responsable de la valorisation agricole qui, dans les faits, remplace la personne qui avait quitté le projet de son plein gré. La mission rappelle que certains agents disposent des jours de congés non pris supérieurs à 50 jours comme le prévoit le ROIH et note que l'action intentée en justice par l'ancien RAF est toujours pendante devant les cours et tribunaux. *La mission recommande que le calendrier des congés soit bien suivi et que les congés soient apurés selon les dispositions du ROIH.*

**140. Formation du personnel.** Au cours de la période supervisée, des formations ont été organisées en faveur de plusieurs membres du personnel pour un montant total de 27 840 548 FBU. En ont été les bénéficiaires: le coordinateur de projet, le RAF, les comptables et d'autres responsables de composantes techniques. *La mission recommande qu'un plan de formation professionnelle continue du personnel du PAIVA-B soit élaboré et qu'une ligne budgétaire soit prévue dans le PTBA pour l'amélioration des performances des ressources humaines dont dispose le projet.*

**141. Passation de marchés.** Le registre des contrats préparé par le projet est conforme au modèle indiqué dans la lettre au bénéficiaire. Il en est de même de la fiche de suivi des contrats. Le processus de passation des marchés est très bien conduit et les recommandations précédentes ont été appliquées. Comme tout projet FIDA, le PAIVA-B éprouve parfois de faire prévaloir ses positions vis-à-vis de la DNCMP dans les DAOs dans deux domaines précis: a) les références exigées en matière d'années d'expérience et b) le nombre minimum de marchés analogues exigés. Il s'agit d'un manquement de la DNCMP qui n'applique pas encore intégralement la circulaire N° 394 du 29 mai 2015 de l'ARMP qui donne à l'autorité contractante le seul pouvoir discrétionnaire d'appliquer les critères de qualification technique. Il a fallu des rappels écrits et des entrevues avec les responsables de la DNCMP pour faire prévaloir avec succès la position du projet. Entretemps, ces démarches ont causé des retards dans les lancements des DAOs. Mais ceci n'est pas propre au PAIVA-B on a rencontré les mêmes difficultés au PRODEFI et au PNSADR-IM

**142.** Jusqu'au 30 septembre 2015, 8 marchés ont été conclus: 3 de services, 4 de fournitures et 1 de travaux. Depuis le début du projet, pas moins de 149 marchés ont été conclus. Au 30 septembre 2015, la mission relève également que pas moins de 17 marchés sont en instance d'attribution finale ou de signature imminente dont celui des travaux de consolidation des canaux et marais pour plus de 325 millions de FBU (plus la surveillance pour 16 millions de FBU), les travaux de construction de hangars de stockage pour 168 millions de FBU et quelques plusieurs marchés (5) pour des études pour un montant de près de 207 millions de FBU. A ces marchés en cours, il y a lieu d'ajouter les neuf marchés déjà lancés anticipativement sur le financement additionnel (Top-Up) qui se montent à 3 065 milliards de FBU (plus de 1 977 millions USD).



*Afin de ne pas perdre le bénéfice de cette anticipation, la mission recommande au projet de veiller strictement sur la validité des offres déjà reçues et au besoin, de solliciter les soumissionnaires pour une extension de la validité de leurs offres. Le gain de temps obtenu sur cette anticipation dans la procédure de passation de marchés sera sans nul doute appréciable sur les progrès de réalisation de la tranche additionnelle de financement.*

**143. Audit externe 2014.** La mission constate avec satisfaction la remise du rapport d'audit du projet pour l'année 2014 dans les délais et l'opinion favorable de l'auditeur sur les états financiers du projet. Les quelques points d'amélioration qui ont été soulevés par l'auditeur concernant les opérations comptables bien que très mineures ont été mises en œuvre par le service financier du projet.

**144. Audit externe 2015.** L'audit externe des comptes pour l'exercice 2015 sera le dernier à réaliser par le cabinet d'audit SOGES qui aura ainsi effectué quatre mandats successifs. La participation de ce dernier à un appel d'offres à lancer en 2015 est toutefois permise et il n'est pas exclu que ce cabinet ayant été positivement apprécié pour la qualité de ses rapports d'audit précédents soit à nouveau sélectionné.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<i>Appuyer le service financier et comptable du projet pour une formation complémentaire sur l'utilisation approfondie de la nouvelle version du logiciel "Tom2Pro" et sur l'élaboration des DRF de façon automatique pour une meilleure performance du service</i>	SAF	Janvier 2016
<i>Accélérer l'élaboration du PTBA 2016 afin de le soumettre à l'approbation du CT puis du FIDA avec un plan de formation du personnel du projet doté d'une ligne budgétaire pour la formation professionnelle</i>	UFC, RAF	Immédiat
<i>Recruter localement un consultant pour la mise à jour du MEP si possible dès que l'addendum pour un financement additionnel est signé (Top-Up)</i>	UFC, RAF, CPM	Décembre 2015
<i>La mission recommande que le calendrier des congés soit bien suivi et que les congés soient apurés selon les dispositions du ROIH</i>	UFC, RAF	Continue

## F. Durabilité

**147.** L'implication des structures communautaires (CDC, CCDC) et de l'administration dans la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités et le renforcement de leurs capacités par des formations adaptées constituent des facteurs importants de durabilité des effets et impacts du projet. La mission recommande à l'Etat de doter les structures publiques pérennes comme les DPAE et les CDFC de ressources humaines, matérielles et financières leur permettant d'assurer le suivi et la pérennisation des investissements laissés par les projets à leur clôture.

**148.** La restructuration en cours des producteurs en coopératives en lien avec les AUM est prometteuse car elle permet à la longue de constituer des GCS capables de déterminer leurs besoins en intrants et en main d'œuvre agricole et de bénéficier et de rembourser des crédits intrants auprès des IMF partenaires du projet. Les coopératives rizicoles obtiennent aussi des crédits d'achat de la production, ce qui permet à leurs membres d'avoir des prix de vente intéressants juste après la récolte et de ne pas être à la merci de commerçants spéculateurs.

**149.** L'acceptation du certificat foncier délivré par les SFC comme garantie hypothécaire par certaines IMF est un signe encourageant qui va renforcer les AUM et les coopératives rizicoles. Cette pratique mérite d'être généralisée.

**150.** Le succès de la CSCB visible sur le terrain devrait être consolidé en formant et en responsabilisant les autorités provinciales, communales et collinaires qui viennent d'être nouvellement mises en place à l'issue des élections générales de 2015.

**151.** La mobilisation du financement additionnel du projet approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA en Septembre 2015 permettra la consolidation des activités du projet et la maximisation de ses effets et impacts.

## **G. Autres**

152. La commercialisation du lait par les centres de collecte de lait a connu des difficultés dès le mois de Mai 2015 suite à la fermeture des comptoirs de vente ouverts à Bujumbura depuis la fin Avril 2015. Par ailleurs, la gestion des coopératives laitières affiche certaines irrégularités qu'il faudra redresser rapidement notamment par le recrutement par les coopératives rizicoles et laitières de gestionnaires compétents relevant directement du comité de gestion de la coopérative.

153. La gestion du projet est satisfaisante. Les décaissements ayant déjà dépassé les taux autorisés pour certaines catégories, le projet a introduit auprès du FIDA une demande de réallocation des fonds qui a été approuvée.

## **H. Conclusion**

154. Le FIDA et le Gouvernement du Burundi entérinent les conclusions de la mission de supervision.

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

### Basic Facts

Country	Burundi	Project ID	1469 [1100001469]	Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	1000003378, 1000003583
Project	Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project			Top-up Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	
Date of Update	Novembre 2015				
Supervising Inst.	IFAD				
No. of Supervisions	5	No. of Implementation Support/Follow-up missions	0		
Last Supervision	11-25 October 2015	Last Implementation Support/Follow-up mission			

				USD million Disb. rate %		
Approval	30-Apr-2009			Total financing	31.59	
Agreement	14-May-2009	Effectiveness lag	2.7	IFAD Total	13.58	
Entry into force	21-Jul-2009	PAR value	-----	IFAD loan	0.00	0
First disbursement	17-Dec-2009			DSF grant	13.58	85
MTR	22-Nov-2013	Last amendment		IFAD grant		
Original completion	30-Sep-2017	Last audit	30 juin 2015	ASAP grant		
Current completion	30-Sep-2018			Domestic Total	4.86	
Current closing	31-Mar-2019			Beneficiaries	1.40	106
No. of extensions	1			National Govern	3.45	18
				External Cofinancing Total	13.16	
				WFP	4.66	31
				European Union	6.00	100
				TBD	2.50	0

### Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	5	5	1. Quality of project management	5	4
2. Acceptable disbursement rate	5	4	2. Performance of M&E	5	5
3. Counterpart funds	3	3	3. Coherence between AWPB & implementation	4	4
4. Compliance with financing covenants	5	5	4. Gender focus	5	5
5. Compliance with procurement	5	5	5. Poverty focus	5	5
6. Quality and timeliness of audits	5	5	6. Effectiveness of targeting approach	5	5
			7. Innovation and learning	4	5
			8. Climate and environment focus	4	4
B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current

1. Strengthen and protect of productive capitl	5	4	1. Institution building (organizations, etc.)	4	4
2. Support to ag. production and infrast. development	3	4	2. Empowerment	4	4
3. Coordination and implementation	4	4	3. Quality of beneficiary participation	5	5
			4. Responsiveness of service providers	4	4
			5. Exit strategy (readiness and quality)	4	4
			6. Potential for scaling up and replication	5	5

#### B.5 Justification of ratings

**B1.** La gestion financière est saine et transparente. La mission confirme l'absence de risques majeurs. Le taux de décaissement global du projet est 73 %, toutes sources de financement confondues mais le taux d'exécution est relativement faible et s'établit à 63, 51 %, engagements compris. Les fonds de contrepartie décaissés restent faibles (20% pour toute la période) par rapport aux prévisions initiales. Ces dernières ont cependant été largement surestimées. L'élaboration des DRF non automatique est effectuée manuellement. Le manuel d'exécution du projet est disponible, mais doit faire l'objet de mise à jour. Le rapport d'audit 2014 est remis dans les délais : l'opinion de l'auditeur sur les états financiers est favorable.. Les fonds de contrepartie décaissés restent faibles (20% pour toute la période) par rapport aux prévisions initiales à cause de la surestimation du budget par la mission de formulation du projet. Malgré l'utilisation du logiciel TOM2PRO, l'établissement des DRF est toujours effectué manuellement. Une collaboration est à établir avec le PRODEFI pour passer à l'établissement de DRF de façon informatisée. Le manuel d'exécution du projet est disponible, mais doit faire l'objet de mise à jour. Le rapport d'audit 2014a été remis dans les délais et ne contient pas de réserves importantes. **B2.** La mise en œuvre des activités est satisfaisante. Les réalisations du PTBA 2015 se situent à 59,20% %, 63,51 % en incluant les engagements. La qualité de la coordination du projet a été rendue plus difficile à cause de la crise que traverse le pays et devra s'améliorer sur certains aspects. Le SE est bien opérationnel. Les aspects de genre sont bien pris en compte par le projet. La participation des bénéficiaires se situe au-delà de 100%. Le projet contribue à la lutte contre la pauvreté et la malnutrition. La stratégie de ciblage participatif des groupes cibles est en place et bien rodée. Les critères de ciblage des bénéficiaires de bovins méritent d'être de plus en plus affinés en vue de résoudre le problème d'alimentation des bovins pendant la saison sèche. Beaucoup d'innovations introduites par le projet sont en cours de réplication, notamment à travers les CEP. Les actions de protection des bassins versants contribuent à l'adaptation au changement climatique mais leur entretien devra être amélioré.

**B3.** La mise en œuvre des composantes 1 (65,9% de réalisation du PTBA) et 3 (76,9% de réalisation du PTBA) est satisfaisante. La mise en œuvre de la composante 2 a été nettement améliorée en 2015 avec la nouvelle structuration des coopératives en lien avec les AUM. Une augmentation du taux d'adhésion aux coopératives rizicoles (de 15,9% en 2014 à 27% en 2015), de la quantité de riz stockée dans les hangars d'anciennes coopératives (39.194,5 kg en 2014, 115 997 kg en 2015: 196%) et une diversification des produits stockés (riz, haricot et maïs) sont notées. Les réalisations du PTBA 2015 se situent à 63,51% tous financements confondus avec engagements et à 59,2% sans engagements.. Les objectifs sont en voie d'être atteints. Malgré les progrès appréciables enregistrés en 2015 et la dynamique en cours des crédits intrants et des crédits commerciaux destinés à l'achat du paddy, la composante 2 reste un peu à la traîne (40% du PTBA 2015) en partie à cause du recrutement tardif du responsable de la composante. La commercialisation du lait est toujours problématique et aggravée par le contexte électoral et post électoral. **B4.** Les organisations des producteurs sont fonctionnelles et commencent à accéder aux crédits des IMF. La participation et la contribution des bénéficiaires dépassent de loin les attentes. Les principaux prestataires de services comme ACORD, la CAPAD et la FENACOBU ont amélioré leur collaboration et les membres des AUM et des coopératives rizicoles parviennent à avoir des crédits intrants et des crédits commerciaux pour acheter la production de paddy. La stratégie de désengagement et de pérennisation des acquis nécessite d'être affinée et partagée avec les structures communautaires, les services techniques et l'administration locale. Avant son désengagement dans les deux premières provinces ciblées, le projet devra mettre en place une organisation et un dispositif devant remédier à l'insuffisance de l'entretien des investissements du projets (marais, BV) en responsabilisant davantage les DPAE et l'administration locale. Le projet dispose d'un potentiel de réplication surtout en ce qui concerne la production des semences de base et commerciales de riz sous l'encadrement technique de l'ISABU.

### Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	5	5
C.2 Food security	5	5
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience	4	4
C.4 Overall <b>implementation progress</b> (Sections B1 and B2)	4	4

#### Rationale for implementation progress rating

La gestion financière du projet est efficace, efficiente et transparente. Le revue des ECD n'a pas révélé d'anomalies significatives. Les accords de financement sont bien respectés. Le taux de décaissement du financement FIDA est de 85 %, et le décaissement global, toutes sources de financement confondues, est de 73%, engagements compris. Le décaissement au niveau de certaines catégories Ixa "Salaires et indemnités" et Ixb "Entretien et Fonctionnement" accusent des dépassements de 31% et 56%. Une demande de réallocation a été introduite au FIDA et approuvée. Les fonds disponibles (2,2 millions USD) suffisent pour la suite du projet. Les fonds additionnels du FIDA qui ont été approuvés par le Conseil d'Administration du FIDA de septembre 2015 permettront au projet de poursuivre la mise en œuvre des activités. Le projet a généré des améliorations de la sécurité alimentaire des ruraux pauvres (femmes et hommes); la plupart des objectifs ont été atteints. La mise en œuvre est légèrement en deçà des attentes. Au rythme actuel, on peut prévoir que le projet atteindra environ 80% des principaux produits escomptés pour certaines composantes (1 et 3) mais pas toutes (2).

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	5
--	---	---

#### Rationale for development objectives rating

La gestion et la coordination du projet sont satisfaisantes et la performance du projet est satisfaisante et sera en mesure

d'atteindre son objectif de développement. Il y a eu des améliorations notables dans la performance de la composante 2, notamment grâce à la nouvelle structuration des AUM (producteurs de riz) et leur représentation au sein des coopératives rizicoles et à l'instauration des crédits commerciaux pour financer le stockage du paddy, grâce au fonctionnement des décortiqueuses qui permettent d'ajouter de la valeur au Paddy.

**C.6 Risks** *Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability*

Fiduciary aspects	Il n'y a pas de risques fiduciaires majeurs. Les dépassements des décaissements sur les catégories IIa " Matériel et équipements", IXa " Salaires et indemnités" et IXb " Entretien et fonctionnement" une demande de réallocation des fonds.
Project implementation progress	Le risque majeur qui était lié à l'insuffisance du financement des producteurs ou de leurs organisations est en voie de trouver des solutions durables. Les prestataires de services en charge de la structuration des producteurs et de leur organisation en coopératives ont procédé à une nouvelle structuration des AUM en rapport avec les coopératives rizicoles. Les IMF accordent des crédits intrants aux groupements de riziculteurs et aux GCS et des crédits commerciaux aux coopératives. Il reste à étudier en profondeur les systèmes de garantie des crédits intrants à mettre en place. Les efforts consentis en 2015 portent déjà des fruits et sont à intensifier.
Outputs and outcomes	EU food facility mais aussi les activités financées par le FIDA ont démontré des impacts visibles notamment en termes d'augmentation de la production de lait et de riz mais aussi avec un effet certain sur la sécurité alimentaire. Le développement de l'élevage a permis de rendre disponible du fumier qui a permis d'augmenter la production et consommation de cultures vivrières (maïs et haricot) et de lait et de ce fait d'améliorer la nutrition des familles. Les quantités de lait commercialisées au travers des Centres de Collecte de Lait restent limitées et inégaux bien que des circuits de collecte de lait informels sont en train de se mettre en place; de même la transformation et la commercialisation du riz au travers des coopératives ont enregistré des progrès et méritent d'être davantage consolidées.
Sustainability	Le changement tous les 5 ans, suite aux élections politiques, d'une proportion importante des responsables des structures communautaires, des services techniques et de l'administration locale nécessite des mesures d'accompagnement (sensibilisation, formation) pour que les nouveaux responsables soient au courant des activités des projets, s'en approprient en vue de leur pérennisation. Le projet doit mettre en place rapidement une stratégie de désengagement.

### Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Implementation speed	Mettre tout en œuvre pour que les groupements de riziculteurs sollicitant des crédits intrants bénéficient de ces crédits à concurrence d'au moins 40% et pour que les coopératives rizicoles aient accès au crédit commercial pour acheter la production de paddy au moment de la récolte	Novembre 2015	En cours
Aspects fiduciaires	Collaborer avec le PRODEFI pour passer aux DRF informatisées	Prochaine supervision	En cours
Mise en œuvre	Finaliser le travail d'actualisation du manuel d'exécution du projet	Immédiatement	En cours
Financement additionnel PAIVA-B	Signer l'avenant à l'Accord de don FIDA et Mobiliser les fonds du financement additionnel du PAIVA-B au plus tôt	Novembre-Décembre 2015	En cours

### Additional observations

Le financement additionnel du PAIVA-B qui a été approuvé en 2015 permettra au projet de poursuivre ses activités au de-là du 31 décembre 2015, d'étendre ses activités sur les deux dernières provinces de Bubanza et Karusi et de consolider les investissements réalisés dans les 4 provinces déjà touchées (Gitega et Karusi, Cibitoke et Kayanza).



## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2015
<u>Impact</u>	Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention	Indicateur	
<u>Composante 1</u>	« Renforcement du capital productif »		
<b>Résultat R1 de la Composante I de Niveau 2 (Outcomes) R1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues</b>			
Résultat R1.1 (Produit/Output) R1.1: Des AUM sont créées et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)		Les AUM des anciens et nouveaux marais sont en place et opérationnelles	Les AUM des anciens et nouveaux marais ont été restructurées selon la nouvelle approche. Des activités de renforcement des capacités ont été entreprises avec un accent particulier pour les nouveaux marais. Les AUM mises en place sont opérationnelles.
<u>Activité 1.1.1:</u>	A1.1.1. Création des Comités de quartiers, de Périmètres et des Associations d'Utilisateurs de Marais	6 AUM mises en place	100% réalisé
<u>Activité 1.1.2:</u>	A1.1.2. Renforcement des capacités des membres des Comités de gestion et d'entretien des marais	210 membres des comités de gestion et d'entretien formés,	100% réalisé
Résultat R1.2 (Produit/Output) R1.2. Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUM		90% des parcelles des marais aménagés/réhabilités alimenté en eau, le réseau d'irrigation fonctionnel, 100% d'ouvrages en bon état	80% des parcelles des marais aménagés/réhabilités alimenté en eau, le réseau d'irrigation fonctionnel, 90% d'ouvrages en bon état.
<u>Activité 1.2.1:</u>	A1.2.1. Aménager de nouveaux marais	239,4 Ha aménagés	100% réalisé
<u>Activité 1.2.2:</u>	A1.2.2. Réhabiliter des anciens marais	135 Ha réhabilités	100% réalisé
<u>Activité 1.2.3:</u>	A1.2.3. Entretenir les anciens et nouveaux marais	Le réseau d'irrigation et les ouvrages remis en état dans les anciens et nouveaux marais	L'appel d'offres et la sélection d'entreprises qui assureront les travaux de consolidation des canaux ont été réalisés et les travaux vont commencer au mois de Novembre 2015 après la signature en cours des contrats.
Résultat R1.3 (Produit/Output) R1.3. La production sur les BV et dans les marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés		La production agricole sur les BV et dans les marais est augmentée d'au moins 30% chez les bénéficiaires du projet	La production a augmenté et il sera organisé une enquête pour préciser le %
<u>Activité 1.3.1:</u>	A1.3.1. Cibler et préparer les bénéficiaires (embocagement, installation des cultures fourragères, construction des étables cimentées)	1 534 futurs bénéficiaires sont ciblés et préparés à la réception des bovins	1 534 bénéficiaires ciblés ont été préparés à la réception des bovins
<u>Activité 1.3.2:</u>	A1.3.2. Instauration et renforcement de la chaîne de solidarité bovine	1 534 bovins sont importés et distribués dans la ZP et 1 534 conventions avec les bénéficiaires	1 534 bovins ont été distribués dans la ZP et les conventions avec les bénéficiaires ont été

Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2015
		sont élaborés et signés	élaborées et signées.
Activité 1.3.3:	A.1.3.3. Suivi de la chaîne de solidarité et renforcement des capacités techniques des membres des groupes d'élevage (Formation CEF, Visites d'échange)	Les membres des groupes d'élevage sont formés sur les techniques de gestion de la chaîne	Les éleveurs, les CDC et les services techniques ont été formés sur la gestion et le suivi de la chaîne de solidarité communautaire. La mise en place des CEP élevage a démarré et se poursuit dans la zone du projet.
Activité 1.3.4:	A.1.3.4. Appui au développement des cultures vivrières (CEP, multiplication, distribution de rejets améliorés, visites de suivi)	Les cultures vivrières ciblées sont développées	-La culture de riz est développée dans Karusi, Gitega et Kayanza. - 13 640 rejets de bananiers ont été distribués et mis en place
Résultat R1.4 (Produit/Output) R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable		Le rendement du riz est augmenté de 2 à 3 fois grâce au SRI par rapport à la situation de référence	Les rendements de riz sont multipliés par 3 dans Karusi et Gitega et par 2 en province Kayanza.
Activité 1.4.1:	A.1.4.1. Renforcement des capacités techniques des producteurs de riz (CEP; encadrement et formation)	Au moins 80% des membres des AUM sont formés sur le SRI	L'activité a été réalisée au courant de la saison 2015 B et va se poursuivre durant la saison 2016 A pour les marais de Kayanza aménagés/réhabilités en 2014.
Activité 1.4.2:	A.1.5.2.Appui à la production de semences (contrat ISABU, multiplication et suivi)	16 tonnes de semences de base et 24 tonnes de semences commerciales de riz sont produites	14,7 tonnes de semences de base et 3.184 tonnes des semences commerciales de riz ont été produites.
<b>Composante 2 « Valorisation agricole et accès aux marchés »</b>			
<b>Résultat R2 de la Composante II de Niveau 2 (Outcomes) R.2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée</b>			
Résultat R2.1 (Produit/Output) R.2.1. Des coopératives mises en place sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits		100% des coopératives gérées par les membres élus et utilisant correctement les outils de gestion, le niveau de commercialisation des produits de qualité est accru de 30%	77% des coopératives (7/9) sont gérées par les membres élus et utilisant correctement les outils de gestion. L'accroissement du niveau de commercialisation des produits de qualité sera évalué par une enquête
Activité 2.1.1:	A.2.1.1. Les coopératives coordonnent le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres	9 coopératives fonctionnent comme des entreprises économiques et sont rentables	4 coopératives fonctionnent comme des entreprises économiques et sont plus ou moins rentables
Activité 2.1.2:	A.2.1.2. Développer les capacités des organes de gouvernance des coopératives (animation, gestion administrative et financière, renouvellement des organes) :	les organes des 9 coopératives ont des capacités requises pour la bonne gouvernance	les organes des 7 coopératives ont des capacités requises pour la bonne gouvernance
Activité 2.1.3:	A.2.1.3. Développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (ventes groupées, accès aux intrants, formations des membres, montage de dossiers)	Au moins 80% des membres des 9 coopératives ont accès aux services de qualité	90% des membres de 5 coopératives ont accès aux services de qualité
Activité 2.1.4:	A.2.1.4. Développer les capacités de représentation et de négociation des agriculteurs membres des	Un espace d'échange entre les coopératives et les autres OP est opérationnel et les	5 coopératives sont déjà membres de la CAPAD qui est aussi membre du FOPABU. Des fora



Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2015
	coopératives	recommandations sont prises en compte dans l'élaboration des politiques et programmes agricoles	provinciaux et nationaux sont organisés annuellement et les recommandations sont prises en compte dans l'élaboration des politiques agricoles
Activité 2.1.5:	A.2.1.5. Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)	Les infrastructures de stockage (magasin et aire de séchage) et de transformation des produits (3 décortiqueuses et 2 moulins) sont en place et bien gérées	Les infrastructures de stockage sont en place et sont bien gérées pour 5 coopératives. La mise en place de ces infrastructures est en cours pour 2 coopératives. Les infrastructures de transformation (décortiqueuses) sont en place et bien gérées pour 4 coopératives. Pour d'autres, l'acquisition des décortiqueuses est en cours.
Résultat R2.2 (Produit/Output) R.2.2. les besoins de financement des coopératives et de groupes de caution solidaire sont assurés à travers des mécanismes de garanties auprès des IMF		Au moins 80% des membres de coopératives et des groupes de caution solidaire ont bénéficié d'au moins deux séries de crédit suivant leurs besoins spécifiques	20,7% des membres (884/4260) des coopératives ont déjà bénéficié de crédit. Les autres crédits seront débloqués au mois d'octobre 2015.
Activité 2.2.1.:	A.2.2.1. Faciliter l'accès des producteurs au financement	Les producteurs membres des coopératives ont accès au financement pour les intrants agricoles, le warrantage et pour la transformation du riz paddy	Les producteurs membres de 4 coopératives sur 9 ont accès au financement pour la commercialisation du riz et l'accès aux intrants agricoles, le warrantage et pour la transformation du riz paddy. Pour les 9 coopératives le processus pour le déblocage du crédit intrants pour la prochaine saison 2015/2016A rizicole est en cours
Composante 3 «Unité de facilitation et de coordination»			
<b>Résultat R3 de la Composante III de Niveau 2 (Outcomes) R3: Les capacités des Structures Locales sont renforcées et la Coordination du projet est performante</b>			
Résultat R3.1 (Produit/Output) R.3.1. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)		Des institutions locales (administration provinciales, communales et collinaires, CDC, CCDC et autres associations collinaires) sont opérationnelles	Des institutions locales (administrations provinciales, communales et collinaires, CDC, CCDC et autres associations collinaires) sont opérationnelles
Activité 3.1.1.:	A.3.1.1. Renforcer les capacités des CDC et des CCDC à planifier, suivre et à superviser la gestion des infrastructures communautaires (formation dans l'audit, la supervision, IEC)- ACORD	CDC et CCDC renforcés et capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet	Les capacités des CDC et CCDC ont été renforcées et sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet
Activité 3.1.2.:	A.3.1.2. Former les CDC dans la conduite des AG des ciblage participatifs, l'organisation et le suivi-évaluation de la chaîne de solidarité-ACORD	CDC et CCDC renforcés et capables de conduire les AG de ciblage, d'organiser, suivre et évaluer la chaîne de solidarité communautaire	Les CDC et CCDC sont capables de conduire les AG de ciblage, d'organiser, suivre et évaluer la chaîne de solidarité communautaire
Activité 3.1.3.:	A.3.1.3. Renforcer les capacités des relais techniques et des autorités locales impliqués dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de	Les capacités des relais techniques, autorités locales et CDC sont renforcées sur le ciblage des bénéficiaires et le suivi conseil	Les capacités des relais techniques, autorités locales et CDC ont été renforcées sur le ciblage des bénéficiaires et le suivi conseil

Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2015
	développement communautaires		
Activité 3.1.4:	A.3.1.4. Animation et mise en cohérence des interventions (Animation ACORD)	Une synergie est créée entre les différents acteurs du projet et avec les autres projets FIDA, les innovations et les meilleures pratiques sont documentées et capitalisées	Des ateliers ont été organisés pour renforcer la synergie des acteurs. La documentation des innovations et meilleures pratiques est en cours en partenariat avec ACORD.
Activité 3.1.5:	A.3.1.5. Alphabétisation des populations collinaires par les CDFC		
Résultat R3.2 (Produit/Output) R.3.2. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers		Réduction d'au moins 30% des conflits liés à la terre, au moins 50% des ménages en possession des certificats foncier accèdent au crédit	Les conflits ont diminué et les crédits sont obtenus en hypothéquant les certificats fonciers. Les données précises seront produites par une enquête
Activité 3.2.1:	A.3.2.1. Renforcer des capacités du personnel des services fonciers communaux par des équipements adaptés et moyens de transport (bureaux fonciers et commissions de reconnaissance collinaires)	L'équipement adéquat et les moyens de transport sont disponibles	L'équipement adéquat et les moyen de transport sont t disponibles pour les 7 services fonciers
Activité 3.2.2	A.3.2.3. Apporter un service conseil aux personnels du bureau foncier pour améliorer la performance (informatique, administratif, participation, juridique, technique, technologique)	Les services des guichets fonciers sont de qualité	Les services des guichets fonciers sont de qualité pour 7 guichets sur 7
Résultat R3.3 (Produit/Output) R.3.3. La gestion et la Coordination du projet est assurée de manière performante au niveau technique administratif et financier		La gestion de projet est bien menée	
Activité 3.3.1:	A.3.3.1. Payer les Salaires et les indemnités dans les délais impartis et conformément aux règlements nationaux et internationaux	Les salaires et indemnités sont payés dans le respect des délais et règlement	Réalisé progressivement
Activité 3.3.2:	A.3.3.2. Former le personnel du projet (Comptable, Technique, S et E, Administration, Archives)	Le personnel est formé	La formation a déjà eu lieu pour le personnel du service financier
Activité 3.3.3:	A.3.3.3. Organiser et participer à des ateliers d'échange d'expériences	Des ateliers d'échange sont organisés	Les ateliers sont organisés comme prévu dans le PTBA
Activité 3.3.4:	A.3.3.4. Gérer efficacement l'approvisionnement du projet (AO, PPM, Registre des contrats, fiches de suivi des contrats, Acheter, inventorier et maintenir des équipements) pour l'UCP et autres	Le plan d'approvisionnement est en place et respecté	L'approvisionnement est assuré régulièrement
Activité 3.3.5:	A.3.3.5. Elaborer des rapports Administratifs et Financiers (incl. Audits)	Les rapports sont produits à temps	Les rapports sont produits à temps
Activité 3.3.6:	A.3.3.6. Recruter des services spécialisés nationaux et internationaux (consultants, bureaux de conseils, prestataires de services)	Des services spécialisés sont recrutés dans les délais	Des services spécialisés sont recrutés
Activité 3.3.7:	A.3.3.7. Collecter les données et transmettre les	Les données de qualité sont disponibles dans	Les données de qualité sont disponibles dans les

Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2015
	informations de manière pertinente, performante et dans les délais	les délais	délais
<u>Activité 3.3.8:</u>	A.3.3.8. Le Suivi et Evaluation du projet est assuré de manière pertinente et dans les délais (Elaborer des Rapports Techniques et budgétaires, états d'avancement)	Les rapports techniques et budgétaires, l'état d'avancement sont disponibles dans les délais	Les rapports sont disponibles dans les délais
<u>Activité 3.3.9:</u>	A.3.3.9. Elaborer un plan d'exécution des activités du projet pour la période restante et assurer son suivi par l'USE (diagramme de Gantt)	Le plan d'exécution est disponible et mis en œuvre	Les PTBA 2014 et 2015 ont été élaborés à temps
<u>Activité 3.3.10:</u>	A.3.3.10. Le coordonnateur assure la liaison interne (UCP) et externe, ainsi qu'une bonne coordination avec les autorités nationales concernées (CP), les IFI et autres partenaires	Bonne collaboration avec les différents intervenants	La collaboration est bonne avec les différents intervenants
Résultat R3.4 (Produit/Output) R.3.4 La Clôture du projet est assuré en conformité avec les dispositions de l'accord de don		L'accord de don est respecté	
<u>Activité 3.4.1:</u>	A.3.4.1. Etablir un plan de clôture pour la coordination et les services administratifs et financiers	Un plan de clôture est établi	
<u>Activité 3.4.2:</u>	A.3.4.2. Préparer et organiser le transfert des activités de terrain aux bénéficiaires, Coopératives, Associations, IMF, services publics et administrations locales (implication immédiate de ces structures et renforcer leurs capacités - assurer la durabilité des réalisations du projet	Un plan de transfert est en place et est mise en œuvre	La préparation du transfert de certaines activités pour les provinces de Karusi et Gitega (zone pilote) est en cours. L'atelier de transfert sera tenu au mois de Novembre 2015
<u>Activité 3.4.3:</u>	A.3.4.3. Elaborer le rapport final d'achèvement du projet	Un rapport d'achèvement est produit	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.4:</u>	A.3.4.4. Etude d'évaluation finale et d'impact du projet	Un rapport d'étude est disponible	Des études thématiques et l'étude d'évaluation des effets et impacts sont en cours d'organisation
<u>Activité 3.4.5:</u>	A.3.4.5. Mettre en œuvre le plan de démobilisation du personnel	Un plan de démobilisation du personnel est en place et bien exécuté	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.6:</u>	A.3.4.6. Assurer l'audit des 6 derniers mois	Rapport d'audit disponible	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.7:</u>	A.3.4.7. Transférer des actifs du projet aux institutions et/ou projets concerné(e)s	Le rapport de transfert est produit	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.8:</u>	A.3.4.8. Capitaliser de l'expérience acquise par le projet et élaborer des supports de communication	Le support de communication est produit	Les supports de communication sont régulièrement produits et l'activité va se poursuivre jusqu'à la clôture du projet



## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesure convenu	Responsabilité	Date convenue
<i>Elaborer, dans le cadre du financement additionnel, des plans d'aménagement des BV qui indiquent les zones critiques à protéger prioritairement et les types de dispositifs antiérosifs appropriés à mettre en place</i>	<i>Projet</i>	<i>Continue</i>
<i>Constituer les comités de suivi des BV en intégrant des membres des comités des AUM pour encourager et développer les synergies entre ces deux structures qui doivent être complémentaires</i>	<i>Projet /ACORD</i>	<i>Mars 2016</i>
<i>Faire le point sur l'état d'avancement de la production des semences</i>	<i>Projet/ISABU</i>	<i>Février 2016</i>
<i>Mener une réflexion sur le meilleur dispositif à mettre en place pour la production rationnelle des semences de riz dans une optique de rentabilité de l'opération</i>	<i>Projet/ISABU</i>	<i>Janvier 2016</i>
<i>Pratiquer des rotations de parcelles pour éviter la contamination des champs semenciers par des maladies en spécialisant notamment les marais</i>	<i>Projet/ISABU</i>	<i>Continue</i>
<i>Poursuivre la sensibilisation des IMF et des banques locales pour qu'elles accordent systématiquement des crédits aux agri-éleveurs présentant les certificats fonciers comme garantie</i>	<i>Projet/ACORD/CAPAD/OPP foncier</i>	<i>Continue</i>
<i>Intégrer dans l'accompagnement des bénéficiaires des crédits sur la base de certificats fonciers et mener avec d'autres acteurs une réflexion sur les défis majeurs en rapport avec l'hypothèque des certificats fonciers sur toute l'étendue du territoire</i>	<i>Projet/ACORD/CAPAD/OPP foncier</i>	<i>Continue</i>
<i>Analyser les mesures à prendre pour mettre en application la recommandation de 2014 visant à documenter davantage les demandes de certificats fonciers: quelle catégorie des ménages (superficie des parcelles), les bénéficiaires du projet et leurs catégories, les parcelles achetées ou héritées</i>	<i>Projet/OPP foncier/SFC</i>	<i>Mars 2016</i>
<i>Procéder à l'inventaire des besoins en intrants pour aider les membres des coopératives à avoir le crédit avant la prochaine saison rizicole (constituer une base des données pour faciliter la planification dans l'avenir)</i>	<i>Projet/ACORD/CAPAD/DPAE/MINAGRIE</i>	<i>Immédiat</i>
<i>Négocier avec la FENACOBU la suppression progressive des garanties de stock commercial</i>	<i>ACORD/Projet/DPAE/CDC</i>	<i>Continue</i>
<i>Procéder à la restructuration des coopératives laitières pour réduire la mauvaise gestion</i>	<i>Projet/PRODEFI/ACORD</i>	<i>Décembre 2015</i>
<i>Réaliser les formations et sensibilisation pour l'augmentation de l'achat et la consommation locale du lait</i>	<i>Projet/ ACORD/Administration locale</i>	<i>Continue</i>

<i>Procéder à une requête de réallocation des ressources financières disponibles pour la suite de l'exécution des activités du projet.</i>	<i>UFC, RAF</i>	<i>Septembre 2015</i>
<i>Emettre dorénavant des DRF de montant inférieur ou égal au seuil fixé pour éviter les difficultés de trésorerie étant donné la clôture imminente du projet,</i>	<i>RAF</i>	<i>Continue</i>
<i>Appuyer le service financier et comptable du projet sur l'utilisation approfondie de la nouvelle version du logiciel "Tom2Pro" et sur l'élaboration des DRF de façon automatique pour une meilleure performance du service</i>	<i>SAF</i>	<i>Janvier 2016</i>
<i>Accélérer l'élaboration du PTBA 2016 r afin de le soumettre à l'approbation du CT puis du FIDA avec prévision d'une ligne budgétaire pour la formation professionnelle du personnel du projet;</i>	<i>UFC, RAF</i>	<i>Immédiat</i>
<i>Accélérer les procédures d'autorisation et faire un avenant au contrat initial de la SOGES pour que la mission d'audit puisse démarrer dans les meilleurs délais.</i>	<i>UFC, RAF</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Recruter localement un consultant pour la mise à jour du MEP si possible dès que l'addendum pour un financement additionnel est signé (Top-Up)</i>	<i>UFC, RAF, CPM</i>	<i>Décembre 2015</i>
<i>Le calendrier des congés doit être bien suivi et les congés doivent être apurés selon les dispositions du ROIH</i>	<i>UFC, RAF</i>	<i>Continu</i>

## Appendice 4: Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA 2015 (y compris les indicateurs SGYRI)

	Libellé	Unité	Réalisations physiques			Réalisations financières				Observations	
			Qté prévue PTBA 2015	Qté réalisée	Taux de réalisation en %	Taux de réalisation physique pondéré	CT 10 <sup>8</sup> BIF TC prévu PTBA 2015	Poids activité par rapport au budget total	CT 10 <sup>8</sup> BIF TC réalisation + engagement		Taux d'exécution en %
Impact	Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention										
Composante « Renforcement du capital productif »											
Résultat R1 de la Composante I de Niveau 2 (Outcomes)	R1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues										
Résultat R1.1 (Produit/Output)	R1.1: Des AUM sont créés et capables de prendre en charge durablement l'entretien et la maintenance des ressources en eau et des terres (associations de type territorial)										
Activité 1.1.1:	A1.1.1. Création des Comites de quartiers, de périmètres et des Associations d'Usagers de marais										
	1.1.1.1 MARP de mise en place des comités de suivi (pour 35 bénéficiaires par marais en moyenne pour 2 jours)	forfait par marais		0.0							
	1.1.1.2 Formation sur l'approche du projet	forfait par marais		0.0							
	1.1.1.3 Formation des comités de suivi (pour 35 bénéficiaire par marais pendant 3 jours)	pers/j		0.0							
	Sub-total 1.1.1										
Activité 1.1.2.:	A1.1.2.Renforcement des capacités des membres des Comité de Gestion et d'entretien des marais										
	1.1.2.1 Formation des relais sur le planage (pour 4 relais par périmètre pendant 3 jours)	pers/j		0.0	0.0		0	0.0000	0		
	1.1.2.2 Encadrement du planage et de la mise en place des diguettes (pour 5 jours par relais)	fois par année		0.0	0.0		0	0.0000	0		
	1.1.2.3 Formation des encadreurs sur le SRI (pour 50 personnes pour 3 jours)	atelier par commune		0.0	0.0		0	0.0000	0		
	1.1.2.4 Recyclage des anciens marais sur le SRI (pour 50 personnes pour 2 jours)	forfait		0.0	0.0		0				
	Sub-total 1.1.2						0		0		
Sous-TOTAL Résultat 1.1							0		0		
Résultat R1.2 (Produit/Output)	R1.2. Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUMs										
Activité 1.2.1:	A1.2.1. Aménager de nouveaux marais										
	1.2.1.1 Etudes, élaboration du DAO (report engagement 2014)	ha	200.0	200.0	100.0	1.91257	84 016	0.0191	71 200	85	
	1.2.1.2 Contrôle et supervision des travaux	U		0.0			0				
	Exécution des travaux						0				
	1.2.1.3 Exécution des travaux d'aménagement	U		0.0			0				
	Supervision GR du programme (50%UFCN+50%UFCO+100%UFC)						0				
	1.2.1.4 Suivi et supervision des travaux par le responsable composante (mise en œuvre)				75.0	1.27601	74 737	0.0170	68 861	92	
	Salaire chef de composante	pers.mois	12.0	9.0	75.0			0.0000			
	Salaire chauffeur	pers.mois	12.0	9.0	75.0			0.0000			
	Frais de mission pour la composante	hom.mois	12.0	9.0	75.0			0.0000			
	Fonctionnement véhicule (Entretien, réparation, carburant et assurance)	mois	12.0	9.0	75.0			0.0000			
	1.2.1.5 Planification stratégique et annuelle des marais (35 par marais pour 5 jours)	atelier par commune		0.0	0.0		0				
	Sub-total 1.2.1						158 753		140 061	88	

Activité 1.2.2:	<b>A1.2.2. Réhabiliter des anciens marais</b>									
	1.2.2.1 Contrôle et supervision des travaux	U	0.0			0				
	1.2.2.2 Exécution des travaux de réhabilitation	U	0.0			0				
	1.2.2.3 Suivi et supervision des réalisations techniques par le projet 50% salaire S&E et son assistant +perdiem 1 dep par mois			100.0	1.26656	55 638	0.0127	43 843	79	
	Salaire SE et Assistant	p/mois	6.0	6.0	100.0		0.0000			
	Salaire Chauffeur	p/mois	6.0	6.0	100.0		0.0000			
	Frais de mission	équipe/mois	6.0	6.0	100.0		0.0000			
	Fonctionnement véhicule (Entretien, réparation, carburant et assurance)	mois	6.0	6.0	100.0		0.0000			
	1.2.2.4 Planification stratégique et annuelle des marais (35 bénéficiaires par marais pdt 5 jours)		0.0			0				
	1.2.2.5 Contribution des bénéficiaires	pers/j	29 920.0	29 920.0	100.0	1.36222	59 840	0.0136	81 929	137
	<b>Sub-total 1.2.2</b>					<b>115 478</b>		<b>125 772</b>	<b>109</b>	
Activité 1.2.3:	<b>A1.2.3. Entretenir les anciens et nouveaux marais</b>									
	1.2.3.1 Travaux de Consolidation des canaux principaux	mètre								
	Evaluation des travaux à réaliser	forfait	1.0	1.0	100.0	1.48922	65 419	0.0149	444	0.7
										L'évaluation des travaux a été réalisée en régie par l'équipe technique du Projet car le consultant qui avait été sélectionné pour réaliser l'évaluation de ces travaux n'était pas apte pour des raisons de santé, d'où les fonds engagés pour cette activité sont largement inférieurs par rapport aux prévisions car constitués principalement des frais de mission et carburant pour les descentes de terrain
	Travaux de consolidation	mètre	0.0	0.0	0.0	0.00000	0	0.0000	0	
	Suivi des travaux	forfait	0.0	0.0	0.0	0.00000	0	0.0000	0	
	1.2.3.2 Construction / Réfection des Aires de séchage (report engagement 2014)*	nbre	8.0	8.0	100.0	0.81952	36 000	0.0082	26 674	74
	1.2.3.3 Construction latrines pour hangars	nbre	11.0	0.0	0.0	0.00000	22 000	0.0050	18 000	82
	1.2.3.4 Etude pour la mise en place d'un système de Redevance efficace et durable	forfait	0.0			0.00000	0			
	1.2.3.5 Formation des comités d'AUM sur la gestion de l'eau, l'entretien et la maintenance (35 personnes par marais pour 2 jours)*	Session	6.0	6.0	100.0	0.06023	2 646	0.0006	2 646	100
	<b>Sub-total 1.2.3</b>					<b>126 065</b>		<b>47 764</b>	<b>38</b>	
<b>Sous-TOTAL Résultat 1.2</b>						<b>400 296</b>		<b>313 597</b>	<b>78</b>	



<b>Résultat R1.3 (Produit/Output)</b>	<b>R.1.3. La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés</b>										
<b>Activité 1.3.1:</b>	<b>A.1.3.1. CSCB: Cibler et préparer les bénéficiaires (embocagement, installation des cultures fourragères, construction des étables cimentées)</b>										
1.3.1.1 Ciblage (ACORD) et validation des bénéficiaires (PARSE)*	Nbre colline	8.0	8.0	100.0	0.36195	15 900	0.0036	15 900	100		
1.3.1.2 Formation de pré-réception (incluant 11 livrets par package de 10 génisses et 1 taureau) *	session/pers	935.0	935.0	100.0	0.56911	25 000	0.0057	25 489	102		
1.3.1.3 Acquisition de matériel (semences Mucuna, graminées, ciment, plants d'embocagement etc....)*	kit	935.0	935.0	100.0	2.98999	131 345	0.0299	66 934	51		
1.3.1.4 Acquisition de boutures de graminées (4000 par bénéficiaire)*	Nbre	3 740 000.0	3 740 000.0	100.0	0.00000		0.0000				
1.3.1.5 Acquisition de ciment (6 sacs par bénéficiaire)*	nbre	935.0	935.0	100.0	0.00000		0.0000				
1.3.1.6 Production des plants de calliandra pour l'embocagement et l'alimentation bovine*	plants	1 402 500.0	939 675.0	67.0	0.64173	42 075	0.0096	42 075	100	La production est toujours en cours et le nbre de plant se comptabilise à environ 67%	
1.3.1.7 Contribution des bénéficiaires		0.0				0					
1.3.1.8 Missions de sélection et réception des bovins	hom/jour(28) ou nbre de visite	4.0	4.0	100.0	0.18772	8 246	0.0019	9 341	113		
<b>Sub-total 1.3.1</b>						<b>222 566</b>		<b>159 739</b>	<b>72</b>		
<b>Activité 1.3.2:</b>	<b>A.1.3.2. Instauration et renforcement de la chaîne de solidarité</b>										
1.3.2.1 Achat de cheptel Bovin avec Kit											
Achat de génisses par lot de 11 (engagement 2014)*	lot	84.0	84.0	100.0	19.99500	878 345	0.2000	878 348	100		
Achat de taureaux (engagement 2014)*	nbre	94.0	94.0		0.00000		0.0000	0			
Kits d'accompagnement bovins et soins pour y compris pompe d'aspersion*	nbre	94.0	94.0	100.0	1.52521	67 000	0.0153	67 000	100		
1.3.2.2 Visites d'échanges pour les bénéficiaires de bovins	nbre	0.0				0					
1.3.2.3 Elaboration de conventions avec les bénéficiaires (3 copies/bénéf)	nbre	2 805.0	2 775.0	98.9	0.12634	5 610	0.0013	185	3	coût unitaire surestimé	
<b>Sub-total 1.3.2</b>						<b>950 955</b>		<b>945 533</b>	<b>99</b>		

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Activité 1.3.3:	<b>A.1.3.3. Suivi de la chaîne de solidarité et Renforcement des capacités Techniques des membres des groupes d'élevage (Formation CEF, Visites d'échange)</b>									
	1.3.3.1 Champs Ecole Paysans (1CEP= 30 bénéficiaires)									
	Frais de formation des facilitateurs externes et internes pour les nouveaux CEP/Elevage *	séances	1.0	1.0	100.0	0.45529	20 000	0.0046	20 312	102
	Acquisition du matériel didactique des CEP	nbre	35.0	35.0	100.0	0.13545	5 950	0.0014	3 341	56
	Frais d'expérimentation des CEP Elevage	nbre	27.0	27.0	100.0	0.36423	16 000	0.0036	5 931	37
										Le taux de réalisation financière reste encore faible du fait que les concentrés pour les expérimentations ne sont pas encore livrés aux 27 CEP (en fait, le marché a été relancé en septembre car le 1er fournisseur a proposé des aliments à très faible teneur protéique, 13% au lieu de 18% exigé dans les spécifications techniques). De nouvelles offres sont déjà déposées au projet, le marché sera attribué au cours de ce mois d'Octobre 2015.
	Fonds d'appui/subvention aux FFS Elevage pour les 69 CEP (29 de 2014 + 35 de 2015)*	nbre	64.0	0.0	0.0	0.00000	0	0.0000	0	
	Paiement des primes des animateurs des 29 anciens CEP, y compris report des primes non octroyées pour les 3 mois de 2014 (Oct-Déc) pour les 29 CEP mis en place	séances	1 856.0	589.0	31.7	0.10727	14 848	0.0034	4 712	32
	Paiement des primes des animateurs des 35 nouveaux CEP (1 séance/semaine x 44 semaines x 35 CEP)	séances	1 540.0	0.0	0.0	0.00000	12 320	0.0028	0	0
										Ces primes seront octroyées au cours du 4ème trimestre. Le faible taux s'explique par le fait que le processus de recrutement du consultant devant assurer la formation des facilitateurs CEP, a été relancé en Mai 2015 car la première demande de manifestation d'intérêt a été infructueuse faute de candidatures
	Frais de suivi des CEP par le projet (location véhicule, frais de mission)	forfait /an	1.0	1.0	100.0	0.38699	17 000	0.0039	13 081	77
	Visites d'échanges CEP (3 bénéficiaires/ CEP pendant 3 jours de visite)*	forfait	0.0				0			
	<b>1.3.3.2 Etude du système d'alimentation de l'élevage bovin et des performances techniques</b>	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	84 000	0.0191	89 820	107
	<b>1.3.3.3 Suivi de la chaîne de solidarité bovine et caprine (incl. Transport) par colline PARSE +Axa+DPA responsable élevage provinciaux+ entretien véhicule PARSE, prime et carburant DPAA+ Technicien vétérinaires+ expert PARSE+2 experts de zones de concentration</b>				56.8	1.08613	167 212	0.0381	91 851	55
	Primes des ACSEA de Gitega (25), Karusi (41), Kayanza (41) et Cibitoke (27)	mois	12.0	6.0	50.0					
	Primes des TVC pour 3 communes	mois	36.0	6.0	16.7			0.0000		
	Primes des REP et Directeurs DPAA pour 4 provinces	mois	0.0							payé par le PRODEFI
	Salaire et Indemnités Consultant Elevage/PAIVA-B	h/mois	12.0	8.0	66.7			0.0000		
	Salaire et indemnités Consultant CEP/Elevage	h/mois	12.0	8.0	66.7			0.0000		
	Location Véhicule + Carburant Consultant CEP/Elevage pour le suivi et l'encadrement des CEP	mois	0.0							Véhicule du projet (C 572 AIT) cédé par le PARSE

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Frais de suivi de la CSB par le projet (carburant, frais de mission et campagnes diverses)	forfait	1.0	0.0	0.0			0.0000			La campagne de sensibilisation à l'entretien des animaux et au retrait des vaches mal entretenues reste prévue en Novembre-Décembre 2015.
Suivi et encadrement des Centres de collecte de lait (coopératives laitières)	forfait	1.0	0.0	0.0			0.0000			L'activité sera réalisée au cours du 4ème trimestre. Il s'agit du renforcement des capacités des futurs nouveaux comités de gestion des CCL
Carburant Véhicule Consultant Elevage pour le suivi de la CSB et des CEP (80L/mois x 12 mois)	l/mois	0.0								
Frais de mission du Consultant CEP/Elevage pour le suivi des CEP (5 nuitées/mois x 12 mois)	nuitée	0.0								
Frais de mission Consultant Elevage + Chauffeur (5 nuitées/mois x 12 mois) pour ses descentes sur terrain	nuitée	0.0								
Salaire du Chauffeur Consultant Elevage/PAIVA-B	h/mois	6.0	6.0	100.0			0.0000			Son contrat a pris fin avec fin juin 2015
Carburant pour les REP et Directeurs de DPAE des 4 provinces	Litre	2 640.0	1 920.0	72.7			0.0000			Le carburant a été octroyé uniquement pour 3 mois (juillet-Septembre) pour encourager les DPAEs à couvrir les collines de la zone du projet non couvertes par le PRODEFI
Carburant pour 9 TVC	Litre	1 200.0	1 200.0	100.0			0.0000			Le carburant est inclus dans le quota accordé aux REP et Directeurs DPAEs
Location motos pour les TVC 2 jrs par sem à 15 000 FBU par jour)	motos	7.0	6.0	85.7			0.0000			
Réparation et entretien motos pour TVC pour 6 communes	motos	2.0	0.0	0.0			0.0000			La réparation et l'entretien sont réalisés par les DPAEs
Carburant/Quota hebdo pour le Consultant de l'Expert du PARSE (20 l par semaine)	litre	1 120.0	480.0	42.9			0.0000			Les réalisations couvrent finalement 6 mois (janvier-juin) car le reste a été inclus dans les honoraires bruts du nouveau contrat qui couvre le 2ème semestre 2015
Assurance véhicules des 4 DPAE (report de 2014)	FF	0.0								
Entretien et réparation des véhicules des 4 DPAE (report de 2014)	FF	0.0								
Entretien et réparation du Véhicule Consultant Elevage/PAIVA-B	FF	1.0	1.0	100.0			0.0000			
Assurance véhicule Consultant Elevage/PAIVA-B	FF	1.0	1.0	100.0			0.0000			
Équipement bureautique	FF	0.0								
Frais de communication du Consultant CEP/Elevage	mois	12.0	6.0	50.0			0.0000			
<b>Sub-total 1.3.3</b>						<b>337 330</b>		<b>229 048</b>	<b>68</b>	

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Activité 1.3.4:	<b>A.1.3.4. Appui au développement des cultures vivrières (CEP, multiplication, distribution de rejets améliorés, visites de suivi)</b>										
	<b>1.3.4.1 Formation des producteurs au compostage à l'air libre et aux techniques d'intégration agro-sylvo-Pastorales (25 personnes par BV pour 30 BV pour 2 jours)+1 contrat de prestation ISABU*</b>	saïsons	1.0	1.0	100.0	0.78879	34 650	0.0079	12 744	37	
	<b>1.3.4.2 Achat et distribution des rejets de bananier (cuire et fruit) (15 rejets par personne par année pour 25 bénéficiaire par BV pour 30 BV sur 9 communes)*</b>	nbre	50 000.0	11 250.0	22.5	0.88738	173 250	0.0394	37 436	22	Les procédures d'acquisition du 2ème lot de rejets sont déjà en cours et la distribution sera faite en Novembre 2015 (début saison 2016A)
	<b>1.3.4.3 Encadrement technique des BV Prestation de services (4 techniciens ACORD sur les 8 du BV+50% chef d'Equipe+ 25% Chef de prestation DC) 1 descente par 2 semaines (25% Chef Prestataire+50% Chef Equipe+400% Tech)+imprévu 100\$</b>				77.5	5.27643	<b>299 076</b>	<b>0.0681</b>	<b>205 164</b>	<b>69</b>	Contrat prestation ACORD
	Responsable de la Composante DC (25% du temps)	h/mois	3.0	2.3	75.0	0.00000		0.0000	0		
	Chef d'Equipe ACORD (50% du temps pour 2 unités)	h/mois	9.0	9.0	100.0	0.00000		0.0000	0		
	Techniciens BV (100% pour 8 techniciens)	h/mois	96.0	72.0	75.0	0.00000		0.0000	0		
	Chauffeurs (2) pour 50%	nbre	12.0	9.0	75.0	0.00000		0.0000	0		
	Entretien et Fonctionnement véhicules Responsable DC (25% à charge du projet)	nbre	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000	0		
	Entretien et Fonctionnement Véhicules Chefs d'Equipe (50% du coût total)	nbre	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000	0		
	Assurance pour 3 véhicules affectés à ACORD	nbre	1.3	0.9	75.0	0.00000		0.0000	0		
	Fonctionnement motos pour 8 techniciens BV	nbre	6.0	4.5	75.0	0.00000		0.0000	0		
	Assurance motos pour 6 techniciens marais/ACORD	ff	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000	0		
	Frais de mission + carburant pour RDC+2 Chefs d'Equipe + 8 techniciens BV)	ff	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000	0		
	<b>1.3.4.4 Coordination et suivi des activités de la sous composante intensification (50% du temps du responsable Prod+50% perdiems)-salaires et indemnité du Responsable de la Sous-composante Production</b>										
	Salaire chef de sous composante	h/mois	12.0	9.0	75.0	1.27601	74 737	0.0170	56 053	75	
	Salaire chauffeur	h/mois	12.0	9.0	75.0	0.00000		0.0000			
	Frais de mission	Equipe.mois	12.0	9.0	75.0	0.00000		0.0000			
	Fonctionnement véhicule (Entretien, réparation, carburant et assurance)	mois	12.0	9.0	75.0	0.00000		0.0000			
	<b>1.3.4.5 Aménagement des BV (antiérosif)</b>						0				
	Aménagement des BV (antiérosif) par le Gouvernement			0.0			0				
	Aménagement des BV (antiérosif) par le FIDA			0.0			0				
	Aménagement des bassins versants avec le Food for work (Kay)*	pers/j	93 500.0	63 580.0	68.0	1.77414	114 610	0.0261	76 407	67	L'activité a démarré au mois d'Août 2015 avec l'appui du PAM qui va octroyer 227. 032 T de vivres. Pour la 1ère distribution des vivres pour 2mois d'activité (22 jours) le PAM a livré 78 T de vivres, soit 68 % par rapport aux vivres prévus la superficie protégé est évaluée à 1274 Ha ( 573716 m) sur une prévision de 1435 Ha ( 646000m) soit 88% des réalisations

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Aménagement des bassins versants avec le Fonds FIDA						0				
Production de plants de reforestation*	nbre	400 000.0	268 000.0	67.0	0.09151	6 000	0.0014	3 705	62	La production de plants est en cours le nombre de plants déjà disponible dans les pépinières est estimé à 67%
Contribution des bénéficiaires	forfait	0.0				0				
Elaboration du schéma d'aménagement de BV	forfait	0.0				0				
<b>Coordination ACORD (Salaires et indemnités du Point focal ACORD 100%)</b>										Cfr contrat de prestation ACORD
Salaire et Indemnités du PF	h/mois	12.0	5.0	41.7	0.00000		0.0000			
Chauffeur du point focal pour 100%	h/mois	12.0	5.0	41.7	0.00000		0.0000			
Frais de mission du PF pour le suivi des activités de terrain (2 semaines/mois = 10 nuitées/mois x 12 mois)	nuitées	60.0	20.0	33.3	0.00000		0.0000			
Carburant pour les missions de suivi des activités de terrain (80L/semaine x 2 semaines/mois x 12 mois)	litres	960.0	500.0	52.1	0.00000		0.0000			
Fourniture de bureau	lot	12.0	6.0	50.0	0.00000		0.0000			
Entretien et Fonctionnement véhicules PF	nbre	1.0	0.5	100.0	0.00000		0.0000			
Assurance Véhicules du PF ACORD	nbre	1.0	1.0	100.0	0.00000		0.0000			
<b>Sub-total 1.3.4</b>						<b>702 324</b>		<b>391 508</b>	<b>56</b>	
<b>Sous-TOTAL Résultat 1.3</b>						<b>2 213 175</b>		<b>1 725 829</b>	<b>78</b>	
<b>Résultat R1.4 (Produit/Output)</b>	<b>R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable</b>									
<b>Activité 1.4.1:</b>	<b>A.1.4.1. Renforcement des Capacités Techniques des producteurs de riz (CEP; encadrement et formation)</b>									
	1.4.1.1 Formation des producteurs au système SRI pour les nouveaux marais de Kayanza*	Session	2.0	1.0	50.0	0.22764	20 000	0.0046	8 412	42 La 1ère formation a eu lieu en janvier 2015 (saison 2015A/B), la 2ème sera organisée en Octobre/Novembre 2015 (saison 2016A)
	1.4.1.2 Appui technique volet CEP par un Consultant					0				
	Salaire et Indemnités du Consultant CEP, IPR compris (2 500 000 + 15% IPR)	h/mois	12.0	8.0	66.7	0.58277	38 400	0.0087	23 048	60 La réalisation couvre 8 mois déjà payés
	Déplacements / Quota hebdo pour le Consultant	litres	1 120.0	480.0	0.0	0.00002	2 240	0.0005	540	24 Les réalisations couvrent finalement 6 mois (janvier-juin), le reste a été inclus dans les honoraires bruts du nouveau contrat qui couvre le 2ème semestre 2015 (juillet-décembre)
	Frais de suivi des activités CEP par le projet	forfait	1.0	0.5	50.0	0.05873	5 160	0.0012	2 580	50
	<b>1.4.1.3 Appui technique volet riz par Prestataire de service (ACORD)(6 techniciens ACORD sur les Marais+50% chef d'Equipe+ 25% Chef de prestation DC) 1 descente par 2 semaines (25% Chef Prestataire+50% Chef Equipe+600% Tech)+imprévu 100\$</b>									
	Responsable de la Composante DC (25% du temps)	h/mois	3.0	1.5	50.0	0.00000		0.0000	0	Cfr contrat de prestation ACORD
	Chef d'Equipe ACORD (50% du temps pour 2 unités)	h/mois	12.0	9.0	75.0	0.00000		0.0000	0	
	Techniciens BV/Colline (100% pour 6 unités sur les 14)	h/mois	72.0	54.0	75.0	0.00000		0.0000	0	
	Chauffeurs (2) pour 50%	h/mois	12.0	9.0	75.0	0.00000		0.0000	0	
	Entretien et Fonctionnement véhicules Responsable DC (25% du coût total)	nbre	0.3	0.0	0.0	0.00000		0.0000	0	
	Entretien et Fonctionnement Véhicules Chefs d'Equipe (50% du coût total)	nbre	1.0	1.0	100.0	0.00000		0.0000	0	
	Assurance véhicules affectés à ACORD (25% RDC+50% Chefs d'équipe)	nbre	1.3	1.0	80.0	0.00000		0.0000	0	

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Fonctionnement 6 motos pour les 6 Techniciens BV	nbre	6.0	4.5	100.0	0.00000		0.0000	0		
Assurance 6 motos affectées aux 6 techniciens marais	nbre	6.0	6.0	100.0	0.00000		0.0000	0		
Frais de mission + carburant pour RDC + 2 Chefs d'Equipe + 6 techniciens marais)	FF	1.0	1.0	100.0	0.00000		0.0000	0		
<b>1.4.1.4 Champs Ecole Paysans (1CEP= 30 bénéficiaires)</b>						0				
Fonds d'appui/subvention aux CEP (CEP Riz + CEP autres cultures): fonds pour 34 CEP dont 27 de 2015)*	nbre CEP	37.0	73.0	197.3	1.32944	29 600	0.0067	46 400	157	Le lot de 73 CEP de 2014 a bénéficié des fonds d'appui en 2015, dont 30 CEP pour une 2ème tranche de 400 000 FBU et 43 CEP pour la totalité du fonds. Les fonds pour 34 CEP de 2015 seront octroyés en Nov 2015 car les dossiers commencent à arriver au projet (le cycle de formation a terminé avec la saison 2015C). Le taux de réalisation est élevé car les prévisions PTBA 2015 n'ont pas tenu compte des fonds octroyés aux CEP de 2014
Frais de formation de 27 CEP sur le suivi des CEP (2ème session de formation)*	session	3.0	1.0	33.3	0.13659	18 000	0.0041	6 581	37	Le taux de réalisation est très faible car une seule session a été organisée en septembre 2015 pour 22 CEP (suivi de la 2ème saison de 2015C) pour cause d'insécurité a cours du 1er semestre 2015
Frais de formation de 27 CEP sur l'évaluation des CEP (2ème session de formation)	session	3.0	2.0	66.7	0.27317	18 000	0.0041	10 205	57	Le taux de réalisation est faible car une session a été finalement abandonnée pour raccourcir le cycle de formation des CEP (1 saison est désormais retenue) afin d'atteindre les objectifs du projet (nombre de CEP).
Frais de formation des facilitateurs externes et internes pour les nouveaux CEP Riz*	nbre CEP	1.0	1.0	100.0		2 700	0.0006	2 700		
Frais de formation des facilitateurs internes pour les 7 anciens CEP de 2014 sur l'évaluation (3ième et dernière session)	nbre CEP	0.0				0		0		
Achat des intrants + fournitures pour les nouveaux CEP (semences, engrais, produits phytosanitaires, arrosoirs, pulvérisateurs, etc) pour la 29 CEP en 2ième saison*	nbre CEP	29.0	22.0	75.9	0.25041	14 500	0.0033	2 611	18	Pour les réalisations physiques, 5 CEP de Rango n'ont pas eu d'intrants pour leur 2ème saison pour la même raison que ci-haut. Pour les réalisations financières, très peu d'intrants ont été finalement achetés car les parcelles exploitées ont été de très petites dimensions par rapport aux prévisions faites par les bénéficiaires, d'où surestimation du CU/CEP
Frais de mission du Consultant pour le suivi des CEP (5 nuitées/descente x 5 descentes)	nuitées	120.0	25.0	20.8	0.06545	13 800	0.0031	1 250	9	
Location véhicule et Frais de mission du Consultant pour le suivi des CEP	nuitées	120.0	30.0	25.0	0.02185	3 840	0.0009	1 800	47	
Carburant pour les missions de terrain pour le suivi des CEP	litres	1 920.0	400.0	20.8	0.03498	7 375	0.0017	760	10	
Formation des CEP sur la gestion des fonds de subvention (comptabilité simple: 27 CEP de 2015*	session	1.0	0.0	0.0	0.00000	0	0.0000	0		La session sera organisée en Novembre 2015 pour 34 CEP
Visite d'échange dans la sous région	Visite	0.0								
<b>Sub-total 1.4.1</b>						<b>173 615</b>		<b>106 887</b>	<b>62</b>	

<b>Activité 1.4.2:</b>	<b>A.1.4.2.Appui à la production de semences (contrat ISABU, multiplication et suivi)</b>										
	1.4.2.1 Formation des groupements de multiplicateurs de semences par l'ISABU ( 2 groupements par marais)*	Session	3.0	3.0	100.0	0.20488	9 000	0.0020	6 000	67	La nouvelle convention avec l'ISABU pour l'exercice 2015 couvre également les formations des multiplicateurs et la certification (en collaboration avec l'ONCCS) pour différentes catégories de semences à produire
	1.4.2.2 Multiplication des semences de riz (base, certifiées et commerciale) par l'ISABU	convention	12.0	9.0	75.0	1.12940	66 150	0.0151	50 159	76	
	1.4.2.3 Appui à la certification des semences produites par les groupements non encadrés par l'ISABU	convention	1.0	1.0	100.0	0.11382	5 000	0.0011	5 000	100	
	<b>Sub-total 1.4.2</b>						<b>80 150</b>		<b>61 159</b>	<b>76</b>	
<b>Sous-TOTAL Résultat 1.4</b>							<b>253 765</b>		<b>168 046</b>	<b>66</b>	
<b>Résultat R3.1 (Produit/Output)</b>	<b>R.1.5. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales , CDC, CCDC et autres associations collinaires)</b>										
<b>Activité 3.1.1:</b>	<b>A.1.5.1 . Renforcer les capacités des CDC et des CCDC à planifier, suivre et à superviser la gestion des infrastructures communautaires (formation dans l'audit, la supervision, IEC)- ACORD</b>										
	1.5.1.1 Formation des encadreurs sur tous les thèmes (pour 4 provinces pendant 5 jours)	formateurs	0.0								
	1.5.1.2 Indemnisation des formateurs (2 formateurs sur 9 comm) prestataires de service	jours	0.0								
	1.5.1.3 Formation des CDC en (package=1planification et IEC +1 suivi/supervision+1 audit et rapportage) pour (7 CDC+1 chef de colline pendant 3 jours)	collines	0.0								
	<b>Sub-total 1.5.1</b>										
<b>Activité 3.1.2.: CDC</b>	<b>A.1.5.2. Former les CDC dans la conduite des AG des ciblage participatifs l'organisation et le suivi-évaluation de la chaine de solidarité-ACORD</b>										
	1.5.2.1 Formation et recyclage des CDC dans la conduite du ciblage, le suivi, la supervision et le conseil (5 personnes pendant 4 jours)*	collines	61.0	110.0	180.3	0.28396	6 917	0.0016	6 917	100	
	1.5.2.2 Visites d'échange au Burundi (pour 20 personnes+ 2 encadreurs)*	forfait	4.0	0.0	0.0	0.00000	20 000	0.0046		0	
	1.5.2.3 Visite d'échange au Rwanda (15 personnes et 5 encadreurs)	forfait	0.0				0				
	<b>Sub-total 1.5.2</b>						<b>26 917</b>		<b>6 917</b>	<b>26</b>	

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Activité 3.1.3:	<b>A.1.5.3. Renforcer les capacités des relais techniques et des autorités locales impliqués dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de développement communautaires</b>										
	1.5.3.1 Formation des services techniques et de l'adm.municipale dans la conduite du ciblage, la supervision et l'évaluation de la CSC (pour 9 communes pendant 2 jours) et atelier de formation des élus locaux de 2015 sur la pérennisation des acquis du projet*	Ateliers	8.0	4.0	50.0	0.39838	35 000	0.0080	17 500	50	Les formations des services techniques ont été réalisées, 4 formation des élus locaux ont déjà eu lieu, Les 4 autres ateliers de formation sont prévus au 4 <sup>ème</sup> trimestre
	1.5.3.2 Formation des ACSA et des moniteurs collinaire sur le suivi et le conseil (pour 2 moniteurs pendant 2 jours 61 collines)	collines	0.0								
	<b>Sub-total 1.5.3</b>						<b>35 000</b>		<b>17 500</b>	<b>50</b>	
	<b>A.1.5.4. Animation et mise en cohérence des interventions (Animation ACORD)</b>										
	1.5.4.1 Ateliers d'échanges d'expérience PAIVA-B, ACORD, CAPAD, Administration et services techniques partenaires *	forfait	1.0	3.0	300.0	0.28396	4 158	0.0009	4 559	110	On a organisé 3 ateliers de réflexion sur l'approche de structuration
	1.5.4.2 Planification annuelle et évaluation *	Ateliers	8.0	6.0	75.0	0.43025	25 200	0.0057	3 927	16	2 ateliers avec les chefs d'équipes et 4 ateliers provinciaux à Karusi, Ka, Gitega, Kayanza et Cibitoke
	1.5.4.3 Capitalisation et mise en synergie (PAIVA-B, PRODEFI, PARSE*)	Ateliers	1.0	1.0	100.0	0.05163	2 268	0.0005	0	0	
	1.5.4 Documentation des innovations et meilleures pratiques (Projets FIDA)	forfait	1.0	0.3	30.0	0.13659	20 000	0.0046	0	0	Le document de base est produit. Un atelier sera organisé en novembre
	<b>Sub-total 1.5.4</b>						<b>51 626</b>		<b>8 485</b>	<b>16</b>	
Activité 3.1.5:	<b>A.1.5.5. Alphabétisation des populations collinaires par les CDFC</b>										
	1.5.5.1 Alphabétisation des populations collinaires (100 alphabétisateurs) *	pers/mois/nbre	5 360.0	3 039.0	56.7	0.91866	71 176	0.0162	14 566	20	
	1.5.5.2 Animation et formation à la gestion des Groupes de caution solidaire *	pers/mois/nbre	101.0	117.0	100.0	0.66773	29 332	0.0067	1 900	6	
	1.5.5.3 Fonctionnement, matériel et équipements	forfait	1.0	0.8	75.0	0.01352	792	0.0002		0	
	1.5.5.4 Réduction de la pénibilité du travail de la femme (foyers améliorés, collecte des eaux de pluie, Kitchen garden) une action par colline		0.0				0				
	1.5.5.5 Sensibilisation, information, éducation, communication (IEC) des adultes à l'approche genre, préventions des conflits, code de la famille, etc. (104 collines)		0.0				0				
	<b>Sub-total 1.5.5</b>						<b>101 300</b>		<b>16 466</b>	<b>16</b>	
<b>Sous-TOTAL Résultat 1.5</b>							<b>214 843</b>		<b>49 368</b>	<b>23</b>	
Résultat R 1.6 (Produit/Output)	<b>R.1.6. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers</b>										
Activité 1.6.1:	<b>A.1.6.1. Renforcer des capacités du personnel des services fonciers communaux par des équipements adaptés et moyens de transport (bureaux fonciers et commissions de reconnaissance collinaires)</b>										
	1.6.1.1 Équipement bureaux foncier des 4 Communes d'extension avec campagne de sensibilisation inclus frais de déplacement										
	Réhabilitation du bureau foncier Rango	nbre	2.0	2.0	100.0	0.00000	0	0.0000	8 033	-100	Le paiement est intervenu en 2015 même si les travaux sont réalisés en 2014
	Équipement mobilier de nouveaux services fonciers	nbre					0	0.0000			
	Équipement mobilier anciens services fonciers	nbre	2.0	2.0	100.0	0.03187	1 400	0.0003	6 288	91	
	Équipement matériel informatiques et accessoires	nbre	0.0							0	



République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

	Equipements registres, pré imprimés et autres fournitures	forfait	1.0	0.5	50.0	0.02846	2 500	0.0006	649	26	Un marché a été passé mais réalisé en partie car le papier des certificats foncier n'a pas été trouvé sur le marché. Il est prévu de relancer l'appel au cours d'Octobre
	Equipement matériel topographique et outils géométrique/mesurage	forfait	1.0	1.0	100.0	0.06829	3 000	0.0007	532	18	Le matériel topographique a été reçu et le processus de paiement est en cours
	Réparation moto de Gihogazi	nbre	1.0	1.0	100.0	0.04098	1 800	0.0004	0	0	
	Réalisation des campagnes de sensibilisation de la population (formation des autorités communales chargées de piloter le processus, impression et multiplication des manuels, sensibilisation proprement dites)	forfait	0.0				0	0.0000			
	1.6.1.2 Subvention au fonctionnement du bureau foncier de Gitaramuka	forfait	1.0	0.6	60.0	0.91300	66 844	0.0152	34 668	52	Tous les contrats de subvention signés, processus de versement de la 2 <sup>ème</sup> tranche en cours. La libération du montant engagé se fait en trois tranches
	1.6.1.3 Subvention au fonctionnement des bureaux fonciers de Rango et Muhanga	forfait	1.0	0.6	60.0	0.00000		0.0000			
	1.6.1.4 Subvention au fonctionnement des bureaux fonciers de Bugendana, Mutaho et Bugenyuzi	forfait	1.0	0.6	60.0	0.00000		0.0000			
	<b>Sub-total 1.6.1</b>						<b>75 544</b>		<b>50 170</b>	<b>66</b>	
<b>Activité 1.6.2</b>	<b>A.1.6.2. Apporter un service conseil aux personnels du bureau foncier pour améliorer la performance (informatique, administratif, participation, juridique, technique, technologique)</b>										
	1.6.2.1 Appui technique prestataire de services										
	Contrat prestation de services	forfait	1.0	1.0	100.0	1.48080	65 049	0.0148	32 364	50	Le paiement des salaires pour le PAIVA-B intervient au cours du 2nd semestre pour l'OPP
	Formation des prestataires chargés de la mise en œuvre du volet sur le SIG	forfait	1.0	0.0		0.00000	6 500	0.0015		0	Les formations auront lieu en novembre et décembre. L'urgence a été placée dans la formation des bénéficiaires (personnel des services fonciers) et le renouvellement des nouvelles commissions de reconnaissances collinaire et leur formation
	Formation des ATP & OPP sur les techniques de certification avec utilisation des orthos photos plans	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	5 149	0.0012		0	
	Identification des données pour analyse et proposition d'un plan de désengagement	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	6 500	0.0015		0	Les données récoltées devant servir de base du développement de l'application, cette activité a attendu l'acquisition du logiciel pour le contrôle qualité.
	Equipement, consommables divers (prestataires)	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	3 000	0.0007	531	18	
	Contribution à la mise en œuvre de la politique foncière	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	14 900	0.0034		0	
	1.6.2.2 Formation initiale des agents fonciers recrutés par les communes	forfait	0.0			0.00000					
	1.6.2.3 Formation à l'utilisation du matériel topographique	forfait	1.0	3.0	300.0	0.20488	3 000	0.0007	1 000	33	Activité actuellement ^tre finalisée au 4 <sup>ème</sup> trimestre.
	1.6.2.4 Acquisition de l'application du contrôle qualité des SFC+formation sur son utilisation / manipulation	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	8 140	0.0019	144	2	Le processus de passation en consultation restreinte a été relancé et le nouveau processus est en cours (analyse des offres en cours)
	1.6.2.5 Formation sur l'harmonisation des techniques d'utilisation de la subvention de fonct SFC	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	3 600	0.0008	840	23	

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

1.6.2.6 Formation / actualisation des agents fonciers	forfait	1.0	0.3	30.0	0.37124	54 360	0.0124	12 423	23	il y a eu des formations sur le tas, d'autres sessions de formation sont prévues au cours du 4 <sup>ème</sup> trimestre
1.6.2.7 Formation Commission de reconnaissance collinaire 6 communes	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000		0.0000			L'organisation de la formation des CRC est en cours. Il a été attendu le processus électoral pour former les structures issues des nouvelles élections. Idem pour les autorités communales.
1.6.2.8 Formation autorités communales sur la gestion foncière décentralisée incluant autoévaluation					0.00000		0.0000			
1.6.2.9 Réunion d'auto évaluation conjointe des services fonciers communaux	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000		0.0000			
1.6.2.10 Formation des autorités communales sur les textes juridiques	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000		0.0000			
1.6.2.11 Ateliers provinciaux d'information sur la valeur du certificat foncier	forfait	1.0	0.5	50.0	0.00000	0	0.0000			
<b>Sub-total 1.6.2</b>						<b>170 198</b>		<b>47 301</b>	<b>28</b>	
<b>Sous-TOTAL Résultat 1.6</b>						<b>245 742</b>		<b>97 471</b>	<b>40</b>	
<b>TOTAL Composante 1</b>						<b>3 135 858</b>		<b>2 066 184</b>	<b>65.9</b>	
<b>Composante 2 « Valorisation agricole et accès aux marchés »</b>										
<b>Résultat R2 de la Composante II de Niveau 2 (Outcomes)</b>	<b>R.2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée</b>									
<b>Résultat R2.1 (Produit/Output)</b>	<b>R.2.1. Des Coopératives mises en places sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits</b>									
<b>A.2.1.1. Renforcer les capacités des coopératives à coordonner le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres.</b>										
<b>2.1.1.1 Suivi technique des opérations (UCP) de la composante 2 incl perdiem</b>										
Salaires du responsable Suivi Evaluation et son assistant (20%)	h/mois	2.4	2.4	100.0	0.35479	15 585	0.0035	14 766	85	
Salair chauffeur SE	h/mois	2.4	2.4	100.0	0.00000		0.0000			
Salair Responsable Valorisation	h/mois	6.0	3.0	56.3	0.82484	64 358	0.0147	26 520	41	Le responsable composante a pris fonction début Juillet 2015
Salair chauffeur valorisation	h/mois	12.0	9.0		0.00000		0.0000			
Frais de mission RVA		12.0	3.0		0.00000		0.0000			
Carburant RVA pour les missions de terrains		12.0	3.0		0.00000	18 314	0.0042			
2.1.1.2 Etude-Analyse des comptes d'exploitation des maillons production, commercialisation et transformation et identification de pistes pour améliorer la compétitivité des productions locales	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	28 500	0.0065	144	1	Le marché pour la réalisation de l'étude est déjà lancé. Le rapport d'analyse est déjà à la commission d'attribution
2.1.1.3 Mise en application des résultats de l'étude	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	2 500	0.0006		0	
2.1.1.4 Identification des prestataires de services des différents maillons des filières riz et/ou maïs, PT (producteurs, commerçants, transformateurs, institution de recherche, de commercialisation, encadrements,...)*	session	8.0	8.0	100.0	0.05163	2 268	0.0005	2 268	100	
2.1.1.5 Organisation de réunions d'information et de sensibilisation sur la chaine de valeur riz, et/maïs, PT.)*	session	4.0	0.0	0.0	0.00000	1 232	0.0003	0	0	Prévue début novembre 2015
2.1.1.6 Animation de cadres de concertation entre acteurs au niveau national pour le développement des filières (Riz, Maïs, Pdt)*	session	1.0	0.0	0.0	0.00000	4 158	0.0009	0	0	

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Activité 2.1.1:	2.1.1.7 Ateliers de renforcement des capacités sur la définition des objectifs et la détermination des besoins aux différents maillons*	session	7.0	7.0	100.0	0.12047	5 292	0.0012	6 048	114	Extension de l'activité à la zone non prévue
	2.1.1.8 Ateliers de formation sur l'élaboration des business plan*	session	4.0	2.0	50.0	0.03442	3 024	0.0007	6 048	200	
	2.1.1.9 Assistance Technique pour le Développement Coopératif (CAPAD)				66.7	0.04592	155 611	0.0354	85 374	55	
	Salaires et indemnités pour 4 Animateurs de terrain	h/mois	48.0	36.0	75.0						
	Salaires et indemnités du Point Focal CAPAD	h/mois	12.0	9.0	75.0			0.0000			
	Frais de mission sur terrain PF	p.m	12.0	9.0	75.0			0.0000			
	Carburant pour 4 motos	l	2 400.0	1 800.0	75.0			0.0000			
	Entretien 4 motos (Assurance payée par PAIVA-B)	forfait	1.0	0.8	75.0			0.0000			
	Fourniture de bureau	lot	12.0	9.0	75.0			0.0000			
	Frais de communication	forfait	1.0	0.8	75.0			0.0000			
	Carburant Véhicule	litre/mois	1 920.0	1 440.0	75.0			0.0000			
	Entretien et fonctionnement véhicule	forfait	1.0	0.8	75.0			0.0000			
	Chauffeur	h/mois	12.0	9.0	75.0			0.0000			
	Frais de gestion CAPAD	forfait	1.0	0.5	50.0			0.0000			
	équipement pour l'agent de CAPAD rango( imprimante, onduleur, appareil photo etc)	forfait	1.0	0.0	0.0			0.0000			
	2.1.1.10 Elaboration d'un plan opérationnel négocié entre les différents partenaires (maillons de la filière)*	session	3.0	3.0	100.0	0.04393	1 930	0.0004	1 930	100	
	2.1.1.11 Evaluation des coopératives*	session	1.0	1.0	100.0	0.04733	2 079	0.0005	2 079	100	
	<b>Sub-total 2.1.1</b>						<b>304 851</b>		<b>145 176</b>	<b>47.6</b>	
	<b>A.2.1.2. Développer les Capacités des organes de gouvernance des coopératives (animation, gestion administrative et financière, renouvellement des organes) :</b>										
	<b>Activité 2.1.2.:</b>										
	2.1.2.1 Structuration des groupements collinaires : mise en place des organes de gestion: 1 réunion d'une journée par commune et pour les 3 communes avec une participation de 80 personnes par commune; mise en place des textes statutaires des coopératives: une réunion de 2 jours par commune et pour les 3 communes est tenue avec une participation de 50 personnes par commune. *	session	4.0	4.0	100.0	0.09015	3 960	0.0009	7 920	200	
	2.1.2.2 Création et enregistrement des coopératives	session	2.0	2.0	100.0	0.00728	320	0.0001	640	200	
	2.1.2.3 Organisation et structuration des coopératives: 1 réunion de 2 jours par coopérative pour les 4 nouvelles coopératives avec une participation de 25 personnes par commune.*	session	2.0	4.0	200.0	0.05609	1 232	0.0003	2 464	200	
	2.1.2.4. Formation sur le leader ship et bonne gouvernance: 1 réunion de 2 jours par commune et pour les 3 nouvelles coopératives est tenue avec une participation de 25 personnes par commune. *	session	2.0	2.0	100.0	0.02805	1 232	0.0003	2 464	200	
	2.1.2.5 Formation sur la gestion administrative et financière: 1 réunion de 2 jours par commune et pour 4 nouvelles coopératives( Muhanga, Rango, Bukinyanya et Mabayi) est tenue avec une participation de 25 personnes par communes.*	session	2.0	2.0	50.0	0.01402	1 232	0.0003	2 464	200	
	2.1.2.6. Formations sur les techniques de stockage, de gestion des hangars et de warrantage : 1 réunion 2 jours pour 25 personnes coopératives issue de chacune des 4 coopératives rizicoles ( Muhanga, Rango, Bukinyanya et Mabayi).	session	4.0	0.0		0.00000	2 464	0.0006		0	Prévue pendant la deuxième quinzaine de Novembre
	<b>Sub-total 2.1.2</b>					0.00000	<b>10 440</b>		<b>15 952</b>	<b>152.8</b>	
	<b>A.2.1.3. Développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (vente groupées, accès aux intrants, formations des membres, montage de dossiers)</b>					0.00000					

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

<b>Activité 2.1.3:</b>	2.1.3.1 Formation / recyclage en planification, élaboration de plan d'actions, (5 personnes par coopérative, )inclus perdiem, outils, salle, nourriture 3 jours, 9 plans d'action pour les 9 coopératives sont élaborés et 45 personnes formées,*	session	7.0	7.0	100.0	0.12621	5 544	0.0013	0	0	activité réalisée et le rapport financier est en cours d'élaboration
	2.1.3.2 Formation / recyclage en gestion de stock, (5 coopératives, 5 personnes par coopérative, )inclus perdiem, outils, salle, nourriture 3 jours*	session	7.0	0.0	0.0	0.00000	5 544	0.0013	0	0	prévue durant la deuxième quinzaine de Novembre
	2.1.3.3 Formation / recyclage rentabilité, suivi et évaluation (9 coopératives, 5 personnes par coopérative, )3 jours	session	7.0	0.0	0.0	0.00000	5 544	0.0013	0	0	prévue durant la deuxième quinzaine de Novembre
	2.1.3.4 Une étude d'analyse des conditions d'adhésion des producteurs aux coopératives	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	0	0.0000	0	0	L'étude a été faite et le rapport a été réalisé sous le financement du FIDA/Représentation
	2.1.3.5 Sensibilisation à la collecte des productions dans les hangars de stockages, transformation des productions ( riz et maïs), à la vente groupée et au warrantage : 1 réunion d'1 jour par coopératives et pour 9 coopératives rizicoles*	session	7.0	7.0	100.0	0.07744	3 402	0.0008	0	0	Cette activité a été déjà réalisée et le rapport financier est en cours d'élaboration
<b>Sub-total 2.1.3</b>						0.00000	<b>20 034</b>		<b>0</b>	<b>0.0</b>	
<b>A.2.1.4. Développer les capacités de représentation et de négociation des agriculteurs membres des coopératives</b>						0.00000					
<b>Activité 2.1.4:</b>	2.1.4.1 Organisation des fora provinciaux sur les coopératives*	nbre	3.0	0.0	0.0	0.00000	7 560	0.0017		0	prévue début de Novembre
	2.1.4.2 Organisation du Forum national de 2 jour chaque année : 70 personnes (7*10) plus un thème sur l'intégration de la concertation dans la valorisation *	forfait	1.0	1.0	100.0	0.28683	12 600	0.0029		0	Cette activité a été déjà réalisée et le rapport financier est en cours d'élaboration
	2.1.4.3 Voyage d'échange interprovinciaux (Cibitoke, Kayanza et Buhiga)*	forfait	1.0	1.0	100.0	0.09106	4 000	0.0009		0	Cette activité a été déjà réalisée et le rapport financier est en cours d'élaboration
	2.1.4.4 Voyage d'échange sous-régionaux*	forfait	1.0	1.0	100.0	0.27317	12 000	0.0027		0	Cette activité a été planifiée lors de la révision budgétaire et elle a été déjà réalisée physiquement et le rapport financier est en cours d'élaboration
	2.1.4.5 Ateliers d'échange d'expérience sur la production et la commercialisation du riz entre les coopératives*	forfait	1.0	0.0	0.0	0.00000	2 520	0.0006		0	
	2.1.4.6 Participation à la foire Agricole	forfait	1.0	1.0	100.0	0.11382	5 000	0.0011		0	
	<b>Sub-total 2.1.4</b>						<b>43 680</b>		<b>0</b>	<b>0.0</b>	
	<b>A.2.1.5. Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)</b>					0.00000					
<b>Activité 2.1.5:</b>	2.1.5.1 Équipement décortiquage Coop Kayanza (Buhiga, Rango et Muhanga) avec groupe*	nbre	3.0	0.0	0.0	0.00000	144	0.0000	144	100	Au départ le projet avait prévu d'acheter 3 décortiqueuses pour Rango, Muhanga et Buhiga. Comme le PRODEFI a prévue d'installer une décortiqueuse améliorée à Muhanga et une mimi rizerie à Karusi, le PAIVA6b a décidé d'acheter une décortiqueuse améliorée pour Rango. Le marché a été lancé et le dossier est au niveau de l'analyse des offres
	2.1.5.2 Formation en gestion des magasins , des unités de transformation et la maintenance. 9 coopératives utilisant correctement les outils gestion des magasins et unités de transformation *	session	9.0	0.0	0.0	0.00000	4 644	0.0011	0	0	Prévue début décembre 2015

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

	2.1.5.3 Formation / recyclage en gestion magasins et commercialisation( ventes groupées et warrantage)*	session		4.0	1.0	25.0	0.01175	2 064	0.0005	293	14	Prévue début décembre 2016
	2.1.5.4 Construire des magasins et aires de séchage Coop (Buhiga, Rango, Muhanga) (report engagement 2014)*	nbre		3.0	1.0	33.3	1.36586	180 000	0.0410	41 010	23	Le montant de 41009163 fbu a été payé pour la construction du magasin de Buhiga (engagement 2014)Pour les deux magasins de stockage de Rango et Muhanga, le processus d'attribution de ce marché est en cours d'achèvement . Le rapport d'attribution du marché est à la DNMP pour non Objection
	<b>Sub-total 2.1.5</b>							<b>186 852</b>		<b>41 447</b>	<b>22.2</b>	
	<b>Sous-TOTAL Résultat 2.1</b>							<b>565 857</b>		<b>202 575</b>	<b>35.8</b>	
<b>Résultat R2.2 (Produit/Output)</b>	<b>R.2.2.Les besoins de financement des coopératives et de groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties auprès des IMF</b>											
<b>Activité2.2.1.:</b>	<b>A.2.2.1. Faciliter l'accès des producteurs aux financements</b>						0.00000					
	2.2.2.1 Atelier d'élaboration des modalités de gestion du crédit complémentaire pour l'achat des engrais par les membres des coop	consultant					0.00000	0				
	2.2.2.2 Appui au chef de la sous-composante Valorisation incluant les salaires et indemnités	h/mois		6.0	3.0	50.0	0.62602	44400	0.0101			Le processus de compensation avec le PRODEFI pour la prise en charge du Consultant est en cours
	2.2.1.3 Convention FENACOBU (Formation, Financement, Suivi du fonds de garanties)			1.0	1.0	100.0	1.25204	55 000	0.0125	1 931	4	La convention est déjà signée et le processus pour le transfert de fonds est en cours
	Fonds de compensation des crédits non recouvrés ( 20% du montant octroyé)	forfait		1.0	0	0	0.00000		0.0000			
	Subvention des charges d'exploitation de la FENACOBU pour distribution des produits financiers	forfait		1.0	0	0	0.00000		0.0000			
	<b>Sub-total 2.2.1</b>							<b>55 000</b>		<b>1 931</b>	<b>3.5</b>	
	<b>Sous-TOTAL Résultat 2.2</b>							<b>55 000</b>		<b>1 931</b>	<b>3.5</b>	
	<b>TOTAL Composante 2</b>							<b>661 355</b>		<b>265 484</b>	<b>40.1</b>	
	<b>Composante 3 « Unité de facilitation et de coordination »</b>											
<b>Résultat R3.1 (Produit/Output)</b>	<b>R.3.1. La gestion et la Coordination du projet est assurée de manière performante au niveau technique administratif et financier</b>					53.4	5.5606	457434	0.1041	407068	89	
<b>Activité 3.1.1:</b>	<b>A.3.1.1. Payer les Salaires et les indemnités de l'UFC dans les délais imparties et conformément aux règlements nationaux et internationaux</b>											
	3.1.1.1 Salaires et charges sociales de l'UFC (coordinateur, RAF, Resp passation marché, Asst Coor, Asst compt, Comptable, 5 chauffeurs, Agent, Planton)	pers.mois		12.0	9.0	75.0	0.00000		0.0000			
	<b>Sub-total 3.1.1</b>											
<b>Activité 3.1.2:</b>	<b>A.3.1.2. Former le personnel du projet (Comptable, Technique, S et E, Administration, Archives)</b>											
	3.1.2.1 Former le Comptable et l'aide comptable à la nouvelle version TOMPRO	forfait		1.0	1.0	100.0	0.00000		0.0000			
	3.1.2.2 Formation en cycle de projet	forfait		1.0		0.0	0.00000		0.0000			
	3.1.2.3 Formation en valorisation des filières agricoles	forfait		1.0		0.0	0.00000		0.0000			
	3.1.2.4 Formation en SIG pour l'Unité de Suivi et Evaluation	forfait		0.0								
	<b>Sub-total 3.1.2.</b>											

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Activité 3.1.3	<b>A.3.1.3. Organiser et participer à des ateliers d'échange d'expériences</b>									
	3.1.3.1 Participation à l'atelier régional du FIDA	FF/an	1.0	0.0	0.0	0.00000		0.0000		
	3.1.3.2 Sessions annuelles en suiv-évaluation participatif 60 personnes	session	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000		
	3.1.3.3 Mission d'échange d'expériences au Burundi et/ou à l'international / Autres formations	FF/an	1.0	0.0	0.0	0.00000		0.0000		
	<b>Sub-total 3.1.3</b>									
Activité 3.1.4:	<b>A.3.1.4. Gérer efficacement l'approvisionnement du projet (AO, PPM, Registre des contrats, fiches de suivi des contrats, Acheter, inventorier et maintenir des équipements) pour l'UCP et autres</b>									
	3.1.4.1 Approvisionnement de Consommables de bureau	FF/an	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000		
	3.1.4.2 Entretien véhicules 4 * 4 et fuel	nombre	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000		
	3.1.4.3 Eau & Electricité Bureau FIDA( quote part PAIVA-B)	FF/an	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000		
	3.1.4.4 Téléphone & Internet	FF/an	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000		
	3.1.4.5 Location bureau province		1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000		
	<b>Sub-total 3.1.4</b>									
Activité 3.1.5:	<b>A.3.1.5. Elaborer des Rapports Administratifs et Financiers (incl. Audits)</b>									
	3.1.5.1 Elaborer un audit comptable et financier pour l'exercices 2014	forfait	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.0000		
	<b>Sub-total 3.1.5</b>					0.00000				
Activité 3.1.6:	<b>A.3.1.6. Recruter des services spécialisés nationaux et internationaux (consultants, bureaux de conseils, prestataires de services)</b>					0.00000				
	3.1.6.1 Assistance Technique Internationale incluant l'appui à la Valorisation	hmois		1.0		0.00000				
	3.1.6.2 Assistance Technique nationale incluant l'appui à la valorisation	hmois	1.0	0.3	30.0	0.00000		0.0000		
	<b>Sub-total 3.1.6</b>					0.00000				
	<b>A.3.1.7. Collecter les données et transmettre les informations de manière pertinente, performant et dans les délais</b>			0.0		0.00000				
Activité 3.1.7:	3.1.7.1 Agents de Saisie SE en province (consultations) incl. Indemnité départ	hmois	24.0	18.0	75.0	0.00000		0.0000		
	<b>Sub-total 3.1.7</b>					0.00000				
	<b>A.3.1.8. Le Suivi et Evaluation du projet est assuré de manière pertinente et dans les délais (Elaborer des Rapports Techniques et budgétaire, états d'avancement)</b>					0.00000				
Activité 3.1.8:	3.1.8.1 Salaires du responsable Suivi Evaluation et son assistant (30%)	hmois	3.6	1.0	27.8	0.00000		0.0000		
	3.1.8.2 Salaire chauffeur SE		3.6	1.0	27.8	0.00000		0.0000		
	3.1.8.3 Rapports périodiques ordinaires (semestriels et annuels)	forfait	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.00000		
	<b>Sub-total 3.1.8</b>					0.00000				
	<b>A.3.1.9. Elaborer un plan d'exécution des activités du projet pour la période restante et assurer son suivi par l'USE (diagramme de Gantt)</b>					0.00000				
Activité 3.1.9:	3.1.9.1 Elaboration des PTBA	forfait	1.0	0.8	75.0	0.00000		0.00000		
	3.1.9.2 Elaborer des posters et chartes de gantt comme outil de gestion et de visualisation a exposer dans les bureaux (incluants cartes d'interventions)	forfait	1.0	0.5	50.0	0.00000		0.0000		
	<b>Sub-total 3.1.9</b>					0.00000				
	<b>A.3.1.10. Le coordonateur assure la liaison interne (UCP) et externe, ainsi qu'une bonne coordination avec les autorités nationales concernés (CP), les IFI et autres partenaires</b>					0.00000				
Activité 3.1.10:	3.1.10.1 Indemnités du Comité de pilotage/ technique	séances	5.0	3.0	60.0	0.00000		0.0000		
	<b>Sub-total 3.1.10</b>					0.00000				
<b>Sous-TOTAL Résultat 3.1</b>						0.00000	<b>457 434</b>	<b>407 068</b>	<b>89</b>	

Gestion du projet

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 11-25 octobre 2015  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Résultat R3.2 (Produit/Output)	R.3.2. La Clôture du projet est assurée en conformité avec les dispositions de l'accord de don									
Activité 3.2.1:	A.3.2.1. Etablir un plan de clôture pour la coordination et les services administratif et financiers				0.00000	0				Cfr gestion du projet: mais il y aura révision suite à l'approbation du Top up
	3.2.1.1 Préparation d'un plan de clôture	forfait	1.0	0.0	0.00000		0.00000			
	3.2.1.2 Elaborer et mettre à jour un échéancier des engagements du projet (contrats, factures, préavis etc.)	meeting	1.0	0.0	0.00000		0.00000			
	Sub-total 3.2.1				0.00000					
Activité 3.2.2:	A.3.2.2. Préparer et organiser le Transfert des activités de terrain aux bénéficiaires, Coopératives, Associations, IMF, services publics et administrations locales (implication immédiate de ces structures et renforcer leurs - assurer la durabilité des réalisations du projet				0.00000					
	3.2.2.1 Organiser des cérémonies de transfert d'activités	nbre	11.0	0.0	0.00000		0.00000			
	3.2.2.2 Organiser des ateliers préparatifs pour la passation et les transferts	nbre	11.0	0.0	0.00000		0.00000			
	Sub-total 3.2.2				0.00000					
Activité 3.2.3:	A.3.2.3. Elaborer le rapport final d'achèvement du projet				0.00000					
	3.2.3.1 Rapport final d'achèvement du projet	nombre			0.00000					
	3.2.3.2 Imprimer un document sur les acquis du projet				0.00000					
	Sub-total 3.2.3				0.00000					
Activité 3.2.4:	A.3.2.4. Etude d'évaluation finale et d'impact du projet				0.00000					
	3.2.4.1 Enquête d'impact et évaluation finale /étude thématiques	nbre	1.0	0.0	0.00000	30 440	0.00693	6 066	20	Les rapports d'analyse pour l'attribution des marchés sont sous analyse sauf pour l'étude en rapport avec les innovations qui a été relancée faute de soumissionnaires
	Evaluation fonctionnalité et durabilité CSC	forfait	1.0		0.00000		0.00000			
	Evaluation d'impact des méthodes et techniques introduites pour l'intensification agricole	forfait	1.0		0.00000		0.00000			
	Sub-total 3.2.4				0.00000	30 440	0	6 066	20	
Activité 3.2.5:	A.3.2.5. Mettre en œuvre le plan de démobilisation du personnel				0.00000					Cfr gestion du projet: mais il y aura révision suite à l'approbation du Top up
	3.2.5.1 Préparer un plan de démobilisation (global et annuels)		1.0	0.0	0.00000		0.00000			
	3.2.5.2 Mettre à jour le plan de démobilisation				0.00000					
	Sub-total 3.2.5				0.00000					
Activité 3.2.6:	A.3.2.6. Assurer l'audit des 6 derniers mois				0.00000					
	3.2.6.1 Audit final pour les 6 derniers mois	nombre	0.0		0.00000					
	Sub-total 3.2.6				0.00000					
Activité 3.2.7:	A.3.2.7. Transférer des actifs du projet aux institutions et/ou projets concerné(e)s				0.00000					
	3.2.7.1 Préparer les ententes et ordres de transferts		1.0	0.0	0.00000		0.00000			
	Sub-total 3.2.7				0.00000	0				
Activité 3.2.8:	A.3.2.8. Capitaliser de l'expérience acquise par le projet et élaborer des supports de communication				0.00000	0				
	3.2.8.1 Elaborer un support de communication multimédia sur les réalisations du projet	forfait	1.0	0.0	0.00000	15 000	0.00341	885	6	les offres pour la réalisation d'un film documentaire sont déjà sous analyse
	3.2.8.2 Réaliser des brochures sur les acquis du projet	forfait	1.0	0.3	0.03620	5 300	0.00121		0	les brochures et fiches techniques sont disponibles mais il reste l'actualisation et l'impression
	3.2.8.3 Préparer et imprimer des fiches techniques pour producteurs	forfait	1.0	0.3	0.02937	4 300	0.00098		0	
	Sub-total 3.2.8					24 600		885.00	4	
Sous-TOTAL Résultat 3.2						55 040		6 951	13	
TOTAL Composante 3						595 613		458 130	77	
TOTAL PROJET					69.53568	4 392 826		2 789 797	63.51	
*: indicateur SYGRI										





## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 30 septembre 2015 (en 000 USD)

BAILLEUR DE FONDS	Montant alloué par Don (en 000 USD)	FINANCEMENT REALISE (000 USD)	TAUX D'EXECUTION
Don FIDA	14 003	11 964	85%
Don Union Européenne	5 582	5 582	100%
Don du PAM	4 650	1 458	31%
Don du Gouvernement	3 400	693	20%
Contribution des bénéficiaires	1 400	1 537	110%
Don Canadien	137	124	90%
<b>Total</b>	<b>29 172,2</b>	<b>21 358</b>	<b>73%</b>

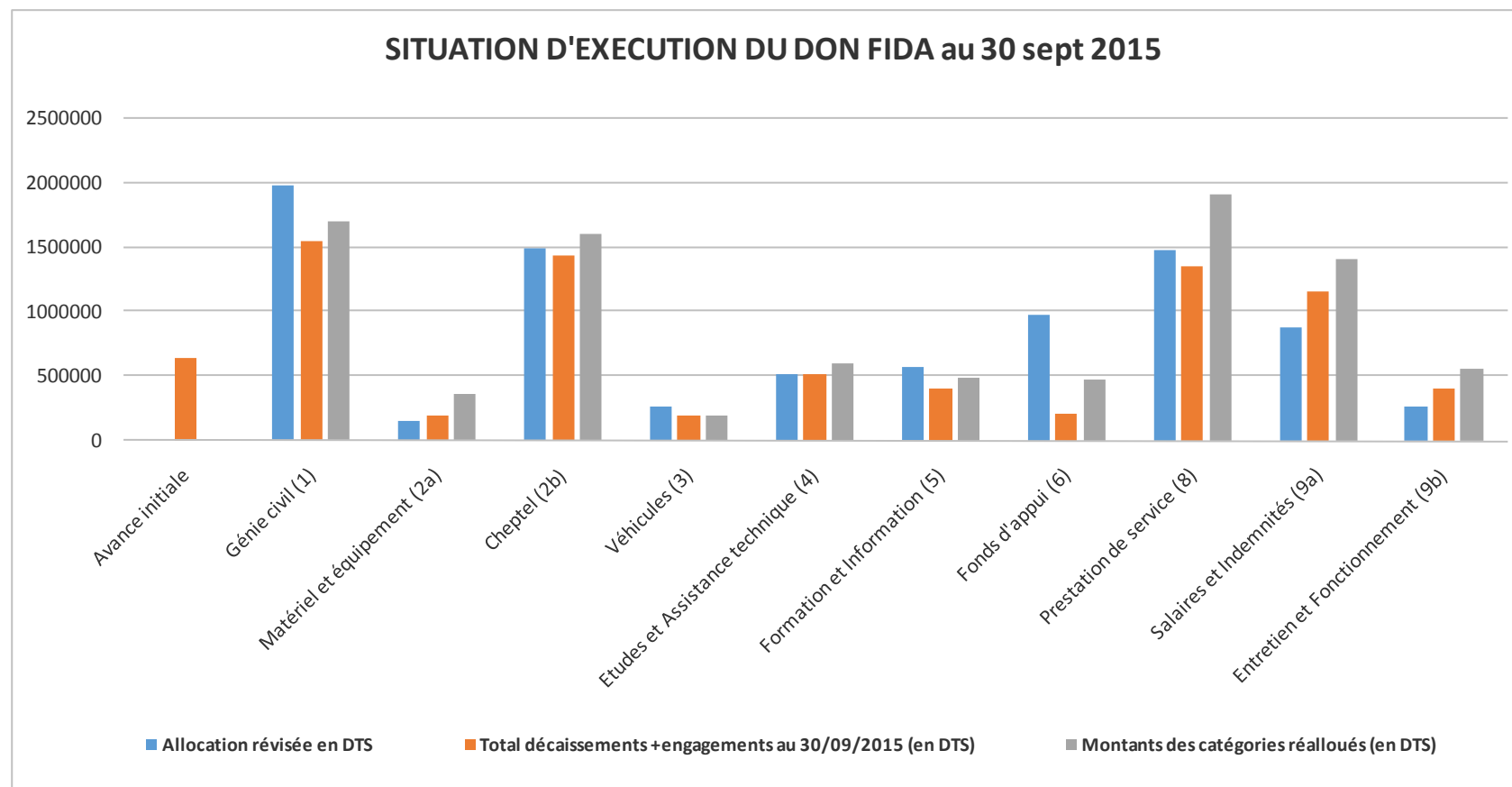
**Tableau 5B: Situation cumulée des réalisations par composante au 30 septembre 2015 (en USD)**

Code	Libellés	Montant du financement initial	% Réal par Composante/Financt total	% Réal Cpste/Réal totales cumulées	% Réal Cpste/Réal totales cumulées	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
<b>1</b>	<b>Renforcement et Protection du capital productif</b>	<b>23 242 700</b>	<b>49,2</b>	<b>73,2</b>	<b>15 607 032</b>	<b>7 132</b>	<b>2 337 977</b>	<b>3 803 215</b>	<b>2 486 827</b>	<b>2 107 143</b>	<b>3 550 731</b>	<b>1 314 007</b>
1.1	Aménagement du capital productif et sécurisation foncière	17 858 500	25,0	37,3	7 944 608	7 030	1 388 994	2 819 654	947 145	1 317 044	1 213 709	251 032
1.2	Intensification de la production agricole	5 384 200	24,1	36,0	7 662 424	102	948 983	983 561	1 539 682	790 099	2 337 022	1 062 975
<b>2</b>	<b>Valorisation de la production</b>	<b>4 475 900</b>	<b>4,8</b>	<b>7,1</b>	<b>1 509 793</b>	<b>-</b>	<b>72 913</b>	<b>718 039</b>	<b>148 973</b>	<b>226 435</b>	<b>188 733</b>	<b>154 700</b>
2.1	Valorisation de la Production agricole	3 392 000	2,0	3,0	649 532	-	6 427	38 056	135 014	224 910	163 357	81 768
2.2	Infrastructures rurales	1 083 900	2,7	4,0	860 261	-	66 486	679 983	13 959	1 525	25 376	72 932
			-	-	-							
<b>3</b>	<b>Facilitaion de la Mise en œuvre et de la Coordination</b>	<b>3 894 400</b>	<b>12,8</b>	<b>19,1</b>	<b>4 066 681</b>	<b>63 634</b>	<b>1 012 000</b>	<b>711 800</b>	<b>677 743</b>	<b>781 904</b>	<b>524 032</b>	<b>295 568</b>
4	Appui Légal	137 000	0,4	0,6	124 012	-	-	85 676	38 263	23	35	15
<b>Total</b>		<b>31 750 000</b>	<b>67,1</b>	<b>100</b>	<b>21 307 518</b>	<b>70 766</b>	<b>3 422 890</b>	<b>5 318 730</b>	<b>3 351 806</b>	<b>3 115 505</b>	<b>4 263 531</b>	<b>1 764 290</b>
réalisation calculée sur base du montant du financement réel alloué (25)					73%							

**Tableau 5C: Situation d'exécution du don FIDA (en DTS, au 30 septembre 2015)**

Catégorie	Allocation révisée en DTS	Total Décaissements remboursés au 31 mai 2015 (DRF 1 à 37) en DTS	Total montant dépensé mais non remboursé par le FIDA (pour raison de saturation de la catégorie IX b)	Total décaissement sur DRF en cours d'envoi (DRF n° 38), en DTS	Total décaissement sur DRF 39 (partiel car en cours de préparation), en DTS	Disponible sans engagements (DTS)	Taux de décaissement au 30/09/2015 (DTS)	Engagements déjà pris au 30 septembre 2015 (en DTS)	Total décaissements + engagements au 30/09/2015 (en DTS)	Ressources réelles disponibles en DTS	Taux de réalisation par catégorie	Montants des catégories réalloués (en DTS)
<b>Avance initiale</b>		<b>636 599.97</b>				-636 599.97			636 599.97	-636 599.97		
Génie civil (1)	1 990 000.0	1 516 291.63		14 871.99	1 002.62	457 833.75	77.0%	20 309.02	1 552 475.26	437 524.74	78.0%	1 700 000
Matériel et équipement (2a)	160 000.0	191 048.05		68.74	142.99	-31 259.77	119.5%		191 259.77	-31 259.77	119.5%	370 000
Cheptel (2b)	1 500 000.0	1 430 799.10		1 079.26	1 493.09	66 628.55	95.6%		1 433 371.45	66 628.55	95.6%	1 600 000
Véhicules (3)	270 000.0	190 757.48				79 242.52	70.7%		190 757.48	79 242.52	70.7%	190 000
Etudes et Assistance technique (4)	520 000.0	443 268.85		32 632.98	1 149.01	42 949.16	91.7%	41 098.15	518 148.98	1 851.02	99.6%	600 000
Formation et Information (5)	570 000.0	377 770.45		10 293.52	13 889.61	168 046.42	70.5%		401 953.58	168 046.42	70.5%	490 000
Fonds d'appui (6)	980 000.0	204 844.16		4 518.28	204.87	770 432.69	21.4%		209 567.31	770 432.69	21.4%	470 000
Prestation de service (8)	1 480 000.0	1 215 847.52		87 197.54	47 528.43	129 426.52	91.3%		1 350 573.48	129 426.52	91.3%	1 910 000
Salaires et Indemnités (9a)	880 000.0	1 069 329.01		61 997.21	24 329.49	-275 655.71	131.3%		1 155 655.71	-275 655.71	131.3%	1 410 000
Entretien et Fonctionnement (9b)	260 000.0	337 986.36	39 991.14	23 606.66	5 578.48	-147 162.64	156.6%		407 162.64	-147 162.64	156.6%	560 000
Non alloué	690 000.0	0.00				690 000.00	0.0%		0.00	690 000.00	0.0%	-
<b>Total</b>	<b>9 300 000.0</b>	<b>7 614 542.6</b>	<b>39 991.14</b>	<b>236 266.2</b>	<b>95 318.6</b>	<b>1 313 881.5</b>	<b>85.9%</b>	<b>61 407.2</b>	<b>8 047 525.64</b>	<b>1 252 474.36</b>	<b>86.5%</b>	<b>9 300 000</b>
						<b>Prise en compte de la trésorerie disponible au 30/09/2015</b>				<b>333 902.73</b>		
						<b>Solde ressources réelles corrigé (au 30/09/2015)</b>				<b>1 586 377.09</b>		
						<b>Taux d'exécution au 30 septembre 2015</b>				<b>82.9%</b>		

**Figure 1: Situation d'exécution du don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs au 30 septembre 2015**



**Tableau 5D: Détermination de délai moyen de traitement des DRF envoyée en 2015 au 30 septembre 2015**

**DETERMINATION DU DELAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DRF  
 ENVOYES EN 2015 (au 30/09/2015)**

N° d'ordre	N° DRF	Date de signature	Date de remise à DHL	Date d'arrivée à Rome/Siège du FIDA	Date de valeur du paiement	Délai de traitement (en jours)
1	32 (DPD)	27/01/2015	28/01/2015	31/01/2015	19/02/2015	18
2	33 (DPD)	30/01/2015	30/01/2015	02/02/2015	19/02/2015	16
3	34	02/02/2015	04/02/2015	07/02/2015	27/02/2015	19
4	35 (DPD)	20/03/2015	21/03/2015	24/03/2015	16/04/2015	22
5	36	06/05/2015	08/05/2015	11/05/2015	27/05/2015	15
6	37	25/08/2015	25/08/2015	28/08/2015	17/09/2015	19
Total pour les 6 DRF						109



## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
<b>Section 4.02</b>	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte spécial de projet (en dollars US) auprès de la Banque de la République du Burundi; le FIDA dépose un montant initial équivalant à 1000 000 USD	Septembre 2009	Fait: 1er versement reçu le 17 décembre 2019	Disposition respectée
<b>Section 4.02</b>	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	N/A	N/A	N/A
<b>Section 4.03</b>	La passation des marchés de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'annexe 3	Plan de passation des marchés (PPM)	PPM 2015-2016 approuvés	Disposition respectée
			PPM 2015	En cours de finalisation
<b>Section 4.04</b>	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	Signature de contrat d'assurance multirisques	Fait: chaque année	Disposition respectée
<b>Section 4.05, section 11.10(b)</b>	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA	Rapport d'audit 2014	Transmis au FIDA 27 juin 2015	Disposition respectée
		Rapport d'audit 2015	Prévu pour le 30 juin 2016	Prévision
<b>Section 4.06</b>	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA sur une base trimestrielle	Rapport du premier semestre 2015	Rapport semestriel transmis à temps au FIDA	Disposition respectée
<b>Annexe 4, paragraphe 7</b>	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires	avant la fin de chaque année 2015	Approuvé par FIDA	Disposition respectée
		2016	En cours de préparation	Prévision (décembre 2015)
<b>Annexe 4, paragraphe 8 a)</b>	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'Emprunteur et le FIDA	4-22 Novembre 2013	Examen mi-parcours réalisé conjointement du 4 au 22/11/ 2013	Disposition respectée
<b>Annexe 4, paragraphe 16</b>	Le projet doit être exempté de tout droit d'importation, accise et TVA sur les dépenses d'investissement	Sur la durée du projet (8ans)	Remboursement de la TVA sur tous les achats par le GdB	Disposition respectée





## Appendice 7: Mise en application des recommandations de la précédente mission de supervision de 2015

N°	Recommandation	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 30/09/2015
1	Renforcer la coordination des prestataires dans les nouveaux marais à aménager	ACORD/CDC/ administration	Continue	Le PAIVA-B a organisé des ateliers de réflexion à l'intention de ses prestataires (ACORD, CAPAD, Foncier, administration, AUM, coopératives rizicoles). A l'issue de ces ateliers, une nouvelle approche de restructuration des AUM et Coopératives a été convenue. Sa mise en œuvre a commencé avec la saison 2015B et ACORD et CAPAD travaillent en synergie
2	Pérenniser la CSCB en affinant les critères de ciblage	ACORD/UFCP/CDC	Continue	Le PAIVA-B a tenu en considération cette recommandation dans le ciblage des bénéficiaire de la chaîne. Elle a été également considérée dans le ciblage des bénéficiaires des animaux qui seront achetés avec le financement additionnel.
3	Structurer les exploitants des marais jusqu'à l'étape de la constitution de groupements de caution solidaire (groupe de 10 exploitants) et de les mettre en relation avec les IMF en vue de l'obtention de crédits intrants	ACORD/UFCP PAIVA-B	Continue	Dans le cadre de la nouvelle approche de restructuration, le projet, en partenariat avec ACORD et CAPAD, a mis en place des groupements de 10 exploitants dans tous les marais aménagés. La FENACOBUB va commencer à octroyer des crédits à ces nouvelles structures au cours de la saison 2015 C.
4	Prendre désormais en compte les AUM et les groupements mis en place dans les marais dans le travail de structuration des producteurs en coopérative	CAPAD/ACORD/UFCP PAIVA-B	Continue	Cinq (5) anciennes coopératives ont été restructurées et 2 nouvelles mises en place en suivant la nouvelle approche de restructuration sur base des AUM.
5	Mettre en application le taux de primes fixé à 15 000 FBU par mois et par ACSA	UFCP de tous les projets	janv-15	La coordination du PAIVA-B a respecté la recommandation dans sa zone d'action
6	Organiser une vaste campagne de sensibilisation des autorités techniques au niveau de l'administration communale (conseiller technique de l'administrateur communal) pour le suivi de la CSCB	UFCP de tous les projets	mars 2015- septembre 2015	La campagne a été menée à travers les réunions de suivi et d'encadrement ainsi que les formations des structures communautaires et des services publics à la base à travers des ateliers provinciaux.
7	Revoir au niveau du PTBA 2015, des ateliers de sensibilisation et de formation à l'intention des personnes qui seront nouvellement élues dans les organes administratifs (conseillers collinaires, conseillers communaux) et politiques(gouverneurs de provinces, députés et sénateurs) sur les approches et les activités des projets et leur rôle dans la pérennisation des projets	UFCP de tous les projets	déc-15	Les structures issues des élections sont déjà en place et la formation des nouveaux élus est programmée au mois de Novembre 2015
8	Revoir et ajuster les critères de ciblage des bénéficiaires des bovins (âge du chef de ménage qui est inférieur à 45 ans, nombre de personnes actives, superficies totales des parcelles de collines et de marais qui devaient se situer au-dessus d'1 Ha, la possession d'une parcelle de marais (0,25 ha au moins) qui produirait de la paille de riz	ACORD/UFCP de tous les projets	mars 2015- septembre 2015	Les critères ont été tenus en compte dans le ciblage des bénéficiaires de seconde génération et également pour le ciblage des bénéficiaires de Bubanza fait en juillet 2015( financement additionnel)

N°	Recommandation	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 30/09/2015
9	Pratiquer un encadrement de proximité des groupements de multiplicateurs de semences, procéder à des rotations des parcelles de multiplication de semences de base et commerciale de riz produites	ISABU/ACORD/ONCSS/UFCP	Continue	La recommandation est respectée depuis la saison 2015C avec le début de la mise en place de la filière semencière riz avec l'ISABU. Les anciens groupements multiplicateurs de semences (riz et cultures vivrières) ont été sensibilisés pour se mettre ensemble avec les CEP correspondants pour bâtir ensemble leur filière semencière de riz.
10	Spécialiser les CEF dans la multiplication des semences et intégrer dans la convention de l'ISABU un appui pour la certification des semences des groupements multiplicateurs ne disposant pas d'encadrement technique	ISABU/ACORD/UFCP	Continue	La recommandation est respectée depuis le début de la mise en place de la filière semencière sur le riz et sur les autres cultures de colline, avec l'ISABU. Toutefois, il faudrait augmenter le budget pour les AGR/CEP parce que le budget de 800 000 FBu semble insuffisant pour produire une quantité significative de semences.
11	Produire les semences améliorées pendant la saison C pour éviter les pertes post récolte	ISABU/UFCP	Continue	Les sites de production de semences en saison 2015 C sont déjà installés dans 5 marais( 5 ha) de la province de Karusi ( commune Bugenyuzi: 3 ha et commune Gitaramuka:2ha)
12	Sensibiliser les IMF pour qu'elles acceptent les certificats fonciers comme des garanties des crédits	ACORD/prestataire foncier	Continue	Le projet avec ses prestataires a organisé des séances de sensibilisation. Comme résultat, la FENACOBU a commencé à donner des crédits avec comme garantie les certificats fonciers.
13	Former les agents fonciers sur l'utilisation de l'outils informatique et sur le logiciel adapté pour les parcelles de grande superficie	prestataire foncier/UFCP	mars-14	La formation a été dispensée en faveur de tous les agents fonciers
14	Suivre la question d'appui financier de l'Etat aux SFC sous forme de subvention	Expert foncier/UFCP	Continue	La recommandation est respectée
15	Recruter un cadre Responsable, permanent ou consultant, de la composante valorisation	Coordination	Dès décembre 2014	Le projet vient de recruter le responsable de cette composante et il est entré en fonction au mois de juillet.
16	S'appuyer sur les groupes constitués au sein des AUM pour l'adhésion à la coopérative en évitant toute duplication	Coordination	Dès décembre 2014	la coordination du projet a respecté la recommandation avec la nouvelle approche de restructuration des AUM/Coopératives
17	Mener toutes les activités de renforcement de capacités prévues et évaluer l'impact	Coordination	Continue	La recommandation est respectée
18	Veiller à ce que la CAPAD se rapproche des IMF /secteur bancaire pour sécuriser la mise en place des prêts commerciaux permettant d'acheter le paddy à la récolte	Coordination/Chef de composante 2	Dès décembre 2014	Le projet en partenariat avec la CAPAD a organisé des rencontres avec la FENACOBU et un produit jugé adapté au contexte dans lequel se trouvent les coopératives a été ciblé: crédit campagne pour la commercialisation du riz. La première phase pilote avec ce produit a été effectuée avec les coopératives de Bugenyuzi et Gitaramuka. La deuxième phase en cours est menée avec 5 coopératives d'autres communes.
19	Etablir une stratégie de ciblage des membres futurs des coopératives parmi les membres des AUM et définir des critères de ciblage (CAPAD en collaboration avec ACORD)	Coordination/ACORD	dès janvier 2015	La recommandation est respectée avec la nouvelle approche de restructuration
20	Assurer un remplissage optimal des hangars de stockage	Coordination/Chef de composante 2	Dès décembre 2014	L'étude sur les coopérative (effectuée par le consultant François BIOCHE) a montré que les superficies des parcelles des marais par ménage sont très petites pour dégager un surplus commercialisable.
21	Evaluer le potentiel des marais aménagés avant toute autre construction d'aires de séchage ou de hangars	Coordination/Chef de composante 2	Continue	Cette recommandation sera prise en compte lors des constructions futures à réaliser avec le financement additionnel (TOP UP)

N°	Recommandation	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 30/09/2015
22	Planifier les activités de décorticage pour valoriser au mieux les décortiqueuses en place et en faire une activité génératrice de revenus	CAPAD	Dès décembre 2014	La planification avec la mise en place des comptes d'exploitation a été faite dans deux coopératives qui ont récolté le riz en janvier-février 2015. Elle va se poursuivre dans les autres coopératives pour la récolte en cours.
23	Mener des études d'implantation de nouveaux CCL de dimensions adaptées dans les zones de distribution du bétail	Coordination/Chef de composante 2	Dès décembre 2014	Les nouveaux CCL sont prévus dans le financement additionnel et les études seront organisées après le déblocage de ce financement.
24	Etudier l'implantation de petits centres de collecte autonomes/points de collecte en énergie le long de l'axe Cibitoke-Bukinanyana	Coordination/Chef de composante 2	Dès décembre 2014	L'activité est prévue dans le financement additionnel et les études seront organisées après le déblocage de ce financement.
25	Installer les petits comptoirs mobiles réfrigérés pour l'écoulement du lait des coopératives de Bugendana et Gitaramuka	Coordination/Chef de Composante 2	Dès décembre 2014	L'activité est prévue dans le financement additionnel et les études seront organisées après le déblocage de ce financement.
26	Sensibiliser les groupements et les coopératives aux divers outils de prêts mis à leur disposition	ACORD/CAPAD	Dès décembre 2014	La sensibilisation est faite de manière continue. Deux coopératives ont déjà utilisé le crédit campagne pour la commercialisation du riz à partir de Février 2015. Quatre autres coopératives ont commencé cette opération à partir de juin 2015. Des démarches ont été faites pour le montage et l'opérationnalisation du crédit intrants. Les crédits seront débloqués pour la saison 2015C
27	Appuyer rapidement les groupements (maillon de base AUM), pour l'élaboration des dossiers de prêts	ACORD/CAPAD	Dès décembre 2014	La sensibilisation est faite de manière continue. Les crédits intrants seront contractés avec la saison prochaine.
28	Sensibiliser les acteurs (producteurs, membres coopératives) sur les deux outils de prêts (intrants et commercial pour dénouer le précédent)	ACORD/CAPAD	Dès décembre 2014	La sensibilisation est faite de manière continue. Deux coopératives ont déjà utilisé le crédit campagne pour la commercialisation du riz à partir de Février 2015. Quatre autres coopératives ont commencé cette opération à partir de juin 2015. Des démarches ont été faite pour le montage et l'opérationnalisation du crédit intrants. Les crédit seront débloqués pour la saison 2015C
29	Procéder au recrutement d'un prestataire en charge du suivi des coopératives laitières	Coordonateur	Dès décembre 2014	La coordination a approché le PRODEFI pour partager les coûts de l'OPP en la matière dans le cadre de l'approche programme. Maintenant que le TOP UP est approuvé, la mise en œuvre sera facile car un budget a été prévu pour les activités de la filière lait.
30	Opérationnaliser le nouveau montage financier avec les IMF (crédits intrants et crédits commercial liés) dans la coopérative de Gitaramuka pour une superficie de 44 ha	Coordination/CAPAD	Dès décembre 2014	La recommandation est respectée pour tous les marais
31	Rémunérer les prestataires sur la base des résultats	UFCP	Dès janvier 2015	La recommandation a été tenue en considération, en témoignent les conventions et contrats signés avec les différents prestataires. L'équipe de l'UFCP s'est penchée sérieusement sur l'introduction de la notion de contrat axé sur les résultats.
32	Procéder à une requête de réallocation des ressources financières disponibles pour la suite de l'exécution des activités du projet	UFCP/RAF	Immédiat	La requête a été introduite par le Ministre des Finances auprès de la présidence du FIDA au début du mois de février 2015. Des demandes de clarification par les services spécialisés du FIDA ont eu lieu ces derniers mois et nous venons d'apprendre que le projet de réallocation vient de recevoir le feu vert du bailleur de fonds.

N°	Recommandation	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 30/09/2015
33	Emettre dorénavant des DRF de montant inférieur ou égal au seuil fixé pour éviter les difficultés de trésorerie étant donné la clôture imminente du projet	RAF	Immédiat	Depuis la fin de la dernière supervision, le PAIVA-B a émis sept (7) demandes dont trois (3) DPD et quatre (4) DRF de réapprovisionnement du compte spécial. La moyenne par DRF est de 315.492 UCD pour le seuil PAIVA-B fixé à 300 000 USD, soit 30% de l'avance initiale. Ce léger dépassement découle de la pratique en vigueur depuis mai 2013 consistant à découper les DRF par mois entier, une façon de faire qui a été par ailleurs bien appréciée par la même supervision.
34	Appuyer le service financier et comptable du projet sur l'utilisation approfondie de la nouvelle version du logiciel "Tom2Pro" et sur l'élaboration des DRF de façon automatique pour une meilleure performance du service	SAF	Dès janvier 2015	Le PAIVA-B a régulièrement appuyé son SAF pour perfectionner l'utilisation du logiciel TOM2PRO. Le PAIVA-B se prépare pour la production automatique des DRF mais un travail préalable et en cours doit être finalisé. Il s'agit du rapprochement de toutes les DRF émises depuis le démarrage du projet (37 au total) avec les imputations comptables. Dès que ce travail aura été finalisé et toutes les discordances redressées, un spécialiste (déjà identifié) interviendra pour assister le SAF dans la production de la première DRF automatique. Etant donné qu'il a été constaté qu'il est très difficile de réaliser ce travail parallèlement à l'exécution des tâches quotidiennes, avec les seules ressources internes, nous allons solliciter l'accord de la Coordination à la demande d'embauche d'une à deux unités temporaires en vue de la clôture de ce dossier
35	Accélérer l'élaboration du PTBA 2015 afin de le soumettre à l'approbation du CT puis du FIDA avec prévision d'une ligne budgétaire pour la formation professionnelle du personnel du projet	UFCP/RAF	Immédiat	Le PTBA 2015 é été produit dans les délais. Au mois d'Août 2015, le PTBA 2015 révisé a été soumis à l'approbation du Comité Technique et du FIDA qui l'ont approuvé à leur tour. Pour ce qui est de la programmation des formations dans le PTBA, la recommandation n'a pas été totalement respectée pour raison de contrainte budgétaire. La recommandation devrait être de stricte application à partir de la programmation du budget 2016.
36	Prendre des dispositions idoines et accélérer l'élaboration des TDR et les demandes de non objection pour réalisation des marchés encours dans les meilleurs délais	UFC, RAF, RPM	Immédiat	Recommandation respectée, au vu du registre des contrats 2014 et 2015.
37	Accélérer les procédures d'autorisation et faire un avenant au contrat initial de la SOGES pour que la mission d'audit puisse démarrer dans les meilleurs délais	UFCP/RAF	Immédiat	Les procédures, qui avaient déjà été entamées bien avant la mission de supervision 2014, ont été accélérées comme recommandé et la Non Objection du FIDA a été obtenue en date du 11 décembre 2014. L'audit s'est bien passé. La mission a certifié les états financiers et la gestion du PAIVA-B tandis que le rapport définitif a été envoyé au FIDA avant la date limite du 30 juin 2015.

## Appendice 8: Evaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation

<b>Pays: République du Burundi</b>	<b>Identification du Prêt/don: DSF- 3031-BI</b>
<b>Nom du projet: PAIVA-B</b>	
<b>Organisme d'exécution: Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRIE)</b>	<b>CPM:Rym BEN ZID</b>
<b>Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: Yvette Ahéba AGOSSOU</b>	<b>Date de l'examen: 11/10/2015</b>

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
<b>A. Risque inhérent</b>			
<b>B. Risque de contrôle</b>			
<b>1. Organisation et personnel</b>			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	La structure organisationnelle actuelle du projet est adéquate. Le personnel est composé de 22 agents soit un de plus que l'an dernier suite à la mise à jour de l'organigramme (remplacement du responsable valorisation agricole)
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	M	Les différents postes y compris les postes fiduciaires sont décrits dans le manuel de procédures (MEP). Cependant, les fiches de postes ne sont pas encore inscrites dans le MEP. On note également l'absence des TDR pour chaque poste. La mission constate que le MEP n'est pas encore mis à jour et recommande de recruter un consultant localement dès que l'addendum au financement actuel est signé (financement additionnel).
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	L'effectif actuel du personnel SAF est adéquat et suffisant. Il est composé du RAF, du comptable, de l'assistante comptable qui ont la qualification requise et répondent aux besoins fonctionnels du projet.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et	M	Le manuel administratif a prévu un système d'évaluation du personnel. C'est l'évaluation par le supérieur

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
	évaluation de la performance du personnel en temps opportun		hiérarchique par rapport aux objectifs du PTBA et le mérite du personnel selon les TDR. Ce système d'évaluation est complété par le système d'auto-évaluation qui est un bon outil d'évaluation. Toutefois, l'évaluation du personnel n'est pas effectuée systématiquement à la fin de chaque année comme prévu dans le manuel et dans la lettre au bénéficiaire. Ainsi le personnel du projet n'a pas été évalué pour les années 2013 et 2014.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Le projet n'a pas souscrit une assurance maladie. Le projet paie 80% des frais médicaux et le personnel paie les 20%. Cependant le projet est affilié à l'institut de sécurité sociale pour le paiement de pension et indemnisation en cas d'accident professionnel.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Oui, les frais de sécurité sociale sont payés mensuellement.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Seul le responsable administratif et financier et le coordonnateur en ont connaissance. Le personnel clé du projet devrait être mieux sensibilisé et bénéficier d'une large diffusion des procédures anti-corruption sous forme d'un atelier.
<b>2. Budget</b>			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	Chaque année le PTBA est élaboré et approuvé par le Gouvernement (à travers le Comité Technique) et le FIDA
b.	Programme de travail et du budget annuels en ligne avec les catégories de dépenses contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	OUI Le PTBA est présenté par catégorie et par composante. Toutefois, le PTBA devrait présenter les débours par trimestre selon le chronogramme des activités prévues. A défaut le TOM2PRO risque de sortir des états d'exécution faussés par la non concordance entre les budgets et les activités réelles.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Oui, le PTBA précise les sources de financement (FIDA, Gouvernement du Burundi et les bénéficiaires)
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des	F	Le plan de passation des marchés est systématiquement annexé à chaque PTBA

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
	coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur		
<b>3.Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait</b>			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Les délais de paiement des DRF par le FIDA est acceptable et va même en s'améliorant (18 jours soit 11 j de moins que la moyenne de 2014)
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	OUI: Le Gouvernement Burundais n'a pas de contrepartie financière directe mais accorde des contributions en nature sous forme d'exonérations d'impôts et taxes et de paiement des loyers des locaux du projet. Cependant, le projet préfinance la TVA qui doit être remboursée par le gouvernement. A la date du 30 septembre 2015 le montant de TVA préfinancée non encore remboursée par le projet s'élève à 10 276.453 FBU soit 6.630 USD. La contribution des bénéficiaires a été régulièrement évaluée et enregistrées. Elle atteint un chiffre record de plus de 2 milliards de FBU
c.	Efficacité des canaux de financement	F	Oui et appréciés
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Le projet gère le compte spécial et les comptes d'opérations. Contrôle interne est appliqué: Principe de double signature sur tous les comptes.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	Contrôle interne est appliqué: Principe de double signature sur les comptes.
	Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Allocation adéquate et suffisante car il n'existe pas de tension de trésorerie au niveau du PAIVA-B
	Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	OUI
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Les délais de paiement des DRF par le FIDA est excellent (18 jours en moyenne)

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	OUI: Le Gouvernement Burundais n'a pas de contrepartie financière directe mais accorde des contributions en nature sous forme d'exonérations d'impôts et taxes et de paiement des loyers des locaux du projet. Cependant, le projet préfinance la TVA qui doit être remboursée par le gouvernement.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	OUI et appréciés
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Le projet gère le compte spécial et les comptes d'opérations. Contrôle interne est appliqué: Principe de double signature sur tous les comptes.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	Contrôle interne est appliqué : Principe de double signature sur les comptes.
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Allocation adéquate et suffisante car il n'existe pas de tension de trésorerie au niveau du PAIVA-B
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	OUI
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	OUI
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	OUI
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Faite par le Président du Comité Technique
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Pas de remarque particulière sauf que les contrats de performance des partenaires ont plutôt tendance à ralentir la justification des dépenses.



Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Vérification effectuée, le rapprochement est régulier et correct
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	F	Le taux d'exécution du PTBA au 30/09/2015 est de 63,51% est jugé non satisfaisant par rapport au temps d'exécution écoulé. Mais les indices d'une bonne performance au cours du 4 <sup>e</sup> trimestre sont nombreux.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	Le recouvrement du solde du compte spécial FIDA aurait dû logiquement démarrer fin 2015 mais avec la signature du financement additionnel (top-up) cette opération sera reportée en 2017.
<b>4. Contrôles internes</b>			
a.	Séparation des tâches: - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes ci-après: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	La séparation des tâches et responsabilités est effective dans le processus de traitement des opérations financières avec ségrégation entre les fonctions d'approbation, enregistrement et détention. (Le Coordonnateur et le RAF autorisent les transactions; l'exécution par le service demandeur, l'enregistrement par le comptable, la conservation des actifs par le service utilisateur de l'Actif)
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Les fonctions d'engagement de la dépense, de réception des biens et services, d'enregistrement comptable et de liquidation de la dépense sont exécutées par différentes personnes autorisées.
c.	Respect du manuel financier	F	OUI
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Le manuel des procédures administratives et financières s'applique à tous les financements sans exception
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de	F	Bonne adéquation, le registre des contrats est bien tenu de façon permanente

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
	la forme de surveillance) et de son enregistrement		
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Le CI relatif aux dépenses est décrit dans le manuel financier du projet et le cycle complet est scrupuleusement respecté
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Les Bordereau de livraison et les Procès-verbaux de réception existent et sont bien classés
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	La vérification est effectuée et pas d'anomalies. La réconciliation de la caisse est faite régulièrement, chaque fin de mois et avant chaque réapprovisionnement
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Bonne adéquation. Le projet dispose d'un coffre-fort pour la conservation de l'argent. La caisse est plafonnée à 500.000 BIF soit 320 USD
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Le paiement des DRF étant rapide, le projet dispose régulièrement de liquidité nécessaires et les fournisseurs sont payés au plus tard dans la semaine qui suit la réception et la validation de la facture.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	OUI
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	OUI
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre au Bénéficiaire	F	OUI
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Bonne adéquation

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)	F	OUI, les véhicules sont marqués, les inventaires des biens sont effectués à la fin de chaque année et toutes immobilisations sont étiquetées. Les carnets de bord sont globalement bien maintenus et les autorisations de voyage sont bien établies. Pour les actifs détenus par les partenaires à la base (ONG: ACORD, CAPAD, CDFC, Sécurisation foncière, IMF FENACOBU.....), le projet organise des missions d'inventaire périodiques.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Adéquat
q.	Ateliers: i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	OUI Les documents des ateliers sont disponibles, bien classés et ne présentent pas d'anomalies
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	OUI
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	OUI
t.	Existence d'une unité de support IT en place	F	NON Il n'existe pas une unité de support IT en place. Mais des sauvegardes sont faites par l'équipe du SAF. Une sauvegarde hebdomadaire et mensuelle est faite sur support externe (disque dur amovible d'une grande capacité) conservé par le Comptable.
<b>5. Procédures comptables</b>			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS /	F	Comptabilité d'engagement conforme aux exigences FIDA et aux exigences Nationales avec l'utilisation du plan Comptable Sectoriel Agricole du Burundi.

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
	IPSAS / caisse IPSAS)		
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	La comptabilité est en partie double, à jour et complète. Elle est tenue sur le logiciel TOM2PRO la nouvelle version du TOMPRO, avec imputations analytiques et budgétaires. Cependant la préparation des DRF n'est pas encore automatisée sur Tom2pro et justifie un support informatique. Les DRF sont encore préparées sur le tableur Excel. Les états financiers sont bien présentés.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Adéquat: La documentation disponible, bien classée et bien archivées
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Fait
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Ces dispositions sont dans le manuel des procédures. Une sauvegarde systématique est faite sur support externe (disque dur amovible d'une grande capacité).
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	OUI La comptabilité et les rapprochements sont faits correctement et à jour
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	Adéquat, concordance entre la comptabilité et les contributions du Gouvernement et l'apport des bénéficiaires
<b>6. Rapports financier et suivi</b>			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	OUI

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	OUI
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	OUI Production des rapports d'exécution budgétaire directement à partir du logiciel Tom2pro pour tous les financements (FIDA, Co-financiers, gouvernement et les bénéficiaires) ainsi l'exécution du PTBA est générée automatiquement en valeur et en pourcentage par bailleur, par composantes et par catégorie.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	OUI La plupart des recommandations de la RMP sont également appliquées. (détails dans les annexes du rapport de supervision)
<b>7. Audit interne</b>			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	M	Il n'existe pas de service d'audit interne au sein du projet. Mais, au sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, il existe une inspection générale qui est chargée d'effectuer au moins une mission par an, par structure et rendre compte aux autorités. Une cellule d'audit interne commune aux projets FIDA a été mise en place en 2015 et est opérationnelle.
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	M	A mettre en place par le projet
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	N/A	
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	N/A	
<b>8. Audit externe</b>			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Le mandat et la portée sont adéquats: conformité avec les directives du FIDA (ANO du FIDA sur les TDR).
b.	Respect des termes de référence	F	Respecté
c.	Ponctualité du rapport	F	Délai respecté: avant le 30 juin de

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
	d'audit		chaque année
d.	Qualité de l'audit	F	Certification sans réserve

## Appendice 9: Gestion des savoirs

Le cas du PAIVA-B est spécifique dans le sens où il a permis de faire avancer la réflexion sur le type de produits financiers à mettre en place pour renforcer les coopératives. Les coopératives rizicoles étaient jusqu'à 2014 très peu performantes : les IMF, bénéficiant de l'appui des projets, dispensaient des crédits intrants, des crédits warrantage mais sur une base individuelle aux producteurs sans que la coopérative ne joue un rôle. Les hangars construits par le projet ne servaient que d'entrepôts de stockage dans lesquels étaient entreposés les stocks individuels ou les stocks individuels warrantés après négociation avec l'IMF.

Lors de la mission de supervision du PAIVA-B, une rencontre a été organisée entre la mission de supervision et le Directeur Général de la FENACOBUR. L'objet de la rencontre était de discuter des taux d'intérêts prohibitifs appliqués par l'IMF sur les crédits intrants, malgré qu'elle dispose d'un fonds de garantie du projet. Le Directeur général de la FENACOBUR a été convié à une visite de terrain dans laquelle il a apprécié la production de riz potentielle suite aux aménagements de marais et suite à la discussion avec l'équipe de la mission de supervision, il a accepté le principe de concéder des crédits commerciaux pour le stockage du riz dans les hangars des coopératives selon les modalités suivantes : la coopérative collecte le riz produit par ses membres et même par ses non membres, contracte un crédit auprès de l'IMF pour payer les producteurs, la garantie étant le stock, puis après-vente du riz (usiné ou non) rembourse le crédit et soit accordé une ristourne aux membres ou bien investit.

Le concept de ce crédit commercial a été rapidement adopté par le PRODEFI, l'autre projet financé par le FIDA qui a installé nombre de coopératives rizicoles, ce qui a contribué à augmenter de manière substantielle les quantités de riz collectées dans les hangars.